Gérald Fortin (1928 - ?)

sociologue, département de sociologie, Université Laval

(1971)

la fin d'un règne

Chapitres 1 à 4

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Gérald Fortin, *La fin d'un règne*. Montréal : Éditions Hurtubise HMH, ltée, 1971, 397 pp. Collection : Science et humanisme, no 3.

Chapitres 1 à 4 inclusivement. (Chapitre 5 à 21 : voir deuxième fichier)

M. Gérald Fortin (1928 - ?) était sociologue à l'Université Laval.

Mme Andrée Fortin, fille aînée de M. Gérald Fortin, décédé, nous a accordé le 6 janvier 2004 son autorisation, à titre d'ayant droit des œuvres de son père, l'autorisation de diffuser la totalité de l'œuvre de son père, M. Gérald Fortin. Mme Fortin est professeure de sociologie à l'Université Laval et directrice de la revue *Recherches sociographiques*.

andree.fortin@soc.ulaval.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 29 septembre 2004 à Chicoutimi, Québec.

Table des matières

[Présentation de l'œuvre par l'éditeur](#) [Introduction](#)

Chapitre 1. [“La Professionnalisation du travail en forêt” \(1960\)](#) Par Gérald Fortin en collaboration avec Émile Gosselin

Gérald FORTIN et Émile GOSSELIN, “La professionnalisation du travail en forêt”.
Un article publié dans la revue *Recherches sociographiques*, vol. 1, no 1, janvier-mars 1960, pp. 33-60.

[Introduction](#)

I. [Évolution globale des opérations forestières](#)

[Complémentarité entre les opérations forestières](#)

II. [Le milieu d'origine des travailleurs en forêt](#)

- a) [Répartition géographique des travailleurs forestiers](#)
- b) [Description par les travailleurs](#)

III. [L'histoire occupationnelle du bûcheron et de sa famille](#)

- a) [Le père](#)
- b) [Les bûcherons](#)
- c) [Les frères](#)

[Conclusions](#)

Chapitre 2. [“Une classification socio-économique des municipalités agricoles du Québec” \(1960\)](#)

“Une classification socio-économique des municipalités agricoles du Québec”,
Recherches sociographiques, vol. 1, no 2, avril-juin, 1960, pp. 207-216.

- A) [Agriculture prospère](#)
- B) [Agriculture moyenne](#)
- C) [Agriculture pauvre](#)

Chapitre 3. [“Les changements d'occupation dans une paroisse agricole” \(1960\)](#) Par Gérald Fortin en collaboration avec Louis-Marie Tremblay

Gérald Fortin et Louis-Marie Tremblay, “Les changements d'occupations dans une paroisse agricole”. Un article publié dans la revue *Recherches sociographiques*, vol. 1, no 4, octobre-décembre 1960, pp. 467-495.

- A) *Caractères généraux de l'agriculture*
- B) *Une échelle des occupations*
- C) *La population étudiée*
- D) *Évolution de la structure des occupations*
- E) *Répartition selon l'âge*
- F) *Mobilité professionnelle par « promotion »*
- G) *Mobilité professionnelle à l'intérieur des générations*
- H) *Mobilité professionnelle d'une génération à l'autre*
- I) *Changement dans la structure des occupations*
- J) *Le choix de la première occupation*
- K) *L'occupation actuelle*
- L) *Les carrières*
- Conclusions

Chapitre 4. “Attitudes à l'égard des occupations dans une paroisse agricole” (1961)
Par Gérald Fortin en collaboration avec Louis-Marie Tremblay

Gérald FORTIN et Louis-Marie TREMBLAY, “Attitudes à l'égard des occupations dans une paroisse agricole”. Un article publié dans la revue *Recherches sociographiques*, vol. 2, no 1, janvier-mars 1961, pp. 35-54.

- I. *Attitudes à l'égard de certaines occupations*
- II. *Structure latente des attitudes*
- III. *Facteurs associés à l'attitude critique*
 - a) *Les habitants des rangs*
 - b) *Les habitants du village*

Résumé et conclusions

Chapitre 5. “Les changements socio-culturels dans une paroisse agricole” (1961)
Par Gérald Fortin en collaboration avec Louis-Marie Tremblay et Émile Gosselin

“Les changements sociaux-culturels dans une paroisse agricole”. Un article publié dans la revue *Recherches sociographiques*, vol. 2, no 2, Avril-juin 1961, pp. 151-170. Québec : PUL.

- a) *1930. complémentarité agriculture - travail en forêt*
- b) *Une période de transition*
- c) *À la recherche d'un équilibre*
- Conclusion

Chapitre 6. Les répercussions sociales de l'évolution de l'agriculture

- a) *Les facteurs associés à l'émigration rurale*
 - i. *L'agriculture comme seule occupation valorisée*
 - ii. *Une période de transition*

- iii. *L'agriculture : une occupation parmi d'autres*
- iv. *Évaluation du cas de Sainte-Julienne*
- v. *Hypothèses générales*
- vi. *Les facteurs d'accélération*
- vii. *Facteurs de freinage*
- viii. *La concentration de l'agriculture*

- b) Les effets de l'évolution de l'agriculture sur l'organisation sociale
- c) Répercussions sociales de certaines politiques agricoles

- i. *Un exemple de planification*
- ii. *Principaux problèmes à résoudre*
- iii. *Conséquences de certaines politiques*
- iv. *Nécessité de la recherche*

Chapitre 7. “L'Étude du milieu rural” (1961)

“L'étude du milieu rural”. Un article publié dans la revue *Recherches sociographiques*, vol. 3, no 1-2, Avril-juin 1961, pp. 105-116. Québec : PUL.

Chapitre 8. “Changements sociaux et transformation idéologiques : deux exemples” (1963)

“Changements sociaux et transformations idéologiques: deux exemples”. Un article publié dans la revue *Recherches sociographiques*, vol. IV, no 2, mai-août 1963, pp. 224-228.

Chapitre 9. L'innovation comme modèle dynamique de changement social

Chapitre 10. “Pour une politique régionale” (1965)

“Pour une politique régionale”. Montréal : *Socialisme* 65, Revue du socialisme international et québécois, no 6, printemps 1965, pp. 11-22.

Les solutions

Quelques notes sur les problèmes du milieu rural

Chapitre 11. Les transformations majeures

- A) *De la communauté homogène à la société pluraliste*
- B) *De la communauté à la région*

Chapitre 12. Avant l'agriculture : l'aménagement régional

Chapitre 13. L'agriculture d'aujourd'hui et de demain

Chapitre 14. “Milieu rural, et milieu ouvrier, deux classes virtuelles” (1965)

“Milieu rural et milieu urbain : deux classes virtuelles”. Un article publié dans la revue *Recherches sociographiques*, vol. 6, no 1, janvier-avril 1965, pp. 47-59. Québec : PUL.

- I - Milieu rural
- II - Le milieu ouvrier

Chapitre 15. “Transformation des structures du pouvoir” (1966)

“Transformation des structures du pouvoir”. Un article publié dans la revue *Recherches sociographiques*, vol. VII, no 1-2, janvier-août 1966, pp. 87-96.

Chapitre 16. Le défi d'un monde rural moderne

I - La société moderne

II - L'agriculture dans la société moderne

- a) *Le nouveau producteur agricole*
- b) *Le nouveau secteur agricole*

III- Les moyens actuels de formation

- a) *Publicité*
- b) *Extension (vulgarisation)*
- c) *Clubs de gestion*
- d) *Coopératives*
- e) *Syndicalisme*
- f) *Ferme d'État, ferme capitaliste*
- g) *Intégration verticale*

IV- À la recherche d'une solution

V- Milieu rural ou milieu régional urbanisé

VI- Le développement régional

- a) *Principes généraux*
- b) *Problèmes de structures*
- c) *Des structures régionales*
- d) *Formation des agents*

Conclusion

Chapitre 17. Le rôle de la femme dans l'évolution de l'agriculture du Québec

Chapitre 18. Planification régional et agricole

- a) *Le développement régional*
- a) *Politique agricole*

Chapitre 19. Perspectives théoriques et étude de quatre C.E.R.

Introduction

1. Deux modes privilégiés de contrôle

- 1.1. La méthode conflictuelle
- 1.2. La méthode par coopération

2. Participation ou revendication dans un contexte de planification

- 2.1. Planification et participation

- 2.2. Antinomie entre planification et participation
- 2.3. Réconciliation de l'antinomie
- 2.4. Difficultés de cette réconciliation
- 3. Nécessité d'un changement de mentalité
 - 3.1. Deux mentalités
 - 3.2. Trois niveaux d'intervention
- 4. De l'animation aux structures de participation
 - 4.1. Moment de la restructuration
 - 4.2. Nécessité de la recherche
 - 4.3. Nécessité d'une restructuration gouvernementale et administrative à trois niveaux.
 - 4.3.1. Niveau provincial
 - 4.3.2. Niveau régional
 - a) Regroupement des fonctionnaires
 - b) Regroupement des municipalités
 - c) Regroupement des députés
 - 4.3.3. Niveau local
 - 4.4. Un modèle de structure consultative
 - 4.4.1. Niveau local
 - 4.4.2. Niveau régional
 - 4.4.3. Niveau provincial
 - 4.5. Deux Principes sous-jacents à la consultation
 - 4.6. Rôle de l'office du plan
 - 4.7. Conclusion
- 5. Quelques hypothèses sur les conseils économiques régionaux
 - 5.1. *Les CER : Organismes de revendication*
 - 5.2. Les CER : Organismes de remplacement
 - 5.3. Les fonctions des CER
 - 5.4. Les préoccupations des CER
 - 5.5. Conceptions et valeurs divergentes
 - 5.6. Conclusion

Chapitre 20. "Le Québec : une société globale à la recherche d'elle-même" (1967)

"Le Québec, une société globale à la recherche d'elle-même". Un article publié dans la revue *Recherches sociographiques*, vol. 8, no 1, janvier-avril 1967, pp. 7-13. Québec : PUL.

- A) *Le nationalisme canadien-français traditionnel*
- B) *Le néo-nationalisme canadien-français*
- C) *La société globale et l'étude des relations ethniques*

Chapitre 21 “Le Québec : une ville à inventer” (1968)

“Le Québec : une ville à inventer”. Un article publié dans la revue *Recherches sociographiques*, vol. 9, no 1-2, janvier-août 1968, pp. 11-21. Québec : PUL.

- A) *Le tissu urbain*
 - B) *Devons-nous devenir urbains ?*
 - C) *Qui choisira et comment ?*
- Conclusion*

Présentation de l'œuvre

par l'éditeur

[Retour à la table des matières](#)

Aujourd'hui directeur du Centre de Recherches Urbaines et Régionales, monsieur Gérald Fortin a débuté sa carrière de sociologue en travaillant surtout sur le milieu rural. Les textes qu'il nous livre dans cette collection d'articles retracent l'évolution de sa pensée et son cheminement vers la réalité urbaine. Ces textes veulent illustrer aussi l'interaction entre le sociologue et sa société. Le sociologue y apparaissant à la fois comme agent de transformation de la société et comme acteur réagissant aux changements sociaux.

De la monographie rurale et de l'étude des occupations, monsieur Fortin a découvert le réseau régional et a été un des agents les plus actifs dans le mouvement de planification régionale. À travers la région il a découvert l'extension du réseau urbain et la nécessité de redéfinir le Québec comme un ensemble structuré d'une trentaine de villes.

Ouvriériste anti-nationaliste dans les années cinquante, il a cherché à analyser les conditions de la participation populaire et finit par définir le développement en termes d'autodétermination nationale.

La Fin d'un règne témoigne donc d'une démarche personnelle et collective qui construit lentement l'utopie nouvelle où veut s'inscrire le Québec.

Gérald Fortin,

La fin d'un règne.

Montréal, Éditions Hurtubise HMH, Ltée, 1971, 397 pp. Collection Sciences de l'homme et humanisme, no 3. [Autorisation accordée, le 6 janvier 2004, par Mme Andrée Fortin, sociologue, Université Laval, fille aînée de M. Gérald Fortin].

Le Conseil des Arts du Canada a accordé une subvention pour la publication de cet ouvrage.

[Retour à la table des matières](#)

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

La sociologie contemporaine a de plus en plus la prétention de vouloir changer la société ; c'est aussi une de ses constatations principales que la société fait sa sociologie. C'est un peu cette dialectique entre société et sociologie que cette collection d'articles veut illustrer, le médiateur de cette dialectique étant le sociologue.

J'avais d'abord songé à reprendre ces articles et à les organiser de façon systématique en une oeuvre unique. Après quelques mois de travail, cet effort m'est apparu artificiel, une sorte de planification après coup. Ce qui était gagné en rigueur, faisait disparaître les hésitations de la pensée mais surtout la relation vitale entre une pensée qui cherchait à s'élaborer et l'action qui la soutenait. Entre une pensée qui cherchait à comprendre et une société qui orientait cette pensée en imposant à l'intention du chercheur tel aspect d'elle-même plutôt que tel autre.

Il m'est apparu que ce qui était perdu était plus important que ce qui était gagné. J'ai donc choisi de présenter ces articles à leur état brut ; le seul ordre étant l'ordre chronologique de première publication. Ainsi, en plus de leur valeur relative d'explication d'un milieu, ils constituent, malgré ou à cause d'un certain nombre de répétitions et de vides, un document illustrant la façon dont un sociologue se fait avec sa société, non seulement dans le déroulement de ses recherches, mais aussi dans l'évolution de ses engagements, de ses prises de position et de son action.

L'ensemble de ces articles illustrent aussi la fin d'un règne ou la fin de plusieurs règnes interdépendants. Ayant été conduit par le hasard à appliquer mes connaissances sociologiques au milieu rural, j'ai pu être le témoin de la fin du règne rural au Québec. Disparition du rural non seulement dans les faits mais aussi dans les esprits. Encore nous a-t-il fallu, pour enregistrer la fin de ce règne, nous libérer de certains préjugés venus des idéologies nationales et des querelles sociologiques empruntées de l'école de Chicago et de la sociologie américaine en général.

La fin du règne rural fut aussi la fin du règne du nationalisme qui avait marqué tous les esprits depuis près de cinquante ans. Nationalisme replié sur soi-même et sur un passé idéalisé dépourvu de toute réalité. J'ai commencé ma carrière, au moment même où ce nationalisme faisait place à une prise de conscience des problèmes de classe et à un certain internationalisme. Il y avait là un nouvel éclairage de la réalité.

Enfin, côté métier, fin du règne de la sociologie aseptique, ou pseudo-scientifique, que favorisait la sociologie américaine depuis quarante ans. Fin du règne de la sociologie qui ne veut qu'expliquer, qui refuse de contribuer au devenir de la société, et qui ainsi finit par ne plus rien expliquer car elle s'est coupée de la vie sociale elle-même.

La fin d'un règne ne peut être que le début d'un autre règne qui ne se laisse deviner que lentement. Ces articles témoignent aussi de ce règne nouveau ; celui du Québec comme société urbaine et postindustrielle ; celui d'un nouveau nationalisme plus ouvert et orienté vers l'avenir, (même s'il n'a pas résolu le problème de classes) ; celui de sociologues engagés dans la construction de ce nouveau Québec et qui découvrent dans cet engagement un renouvellement de leur pensée.

Il fallait sans doute venir du milieu rural, pour pouvoir mieux résister à l'idéologie ruraliste si prépondérante durant ma jeunesse. En contact avec la réalité grise et parfois même sinistre du milieu rural, il était difficile de croire aux beaux discours des universitaires montréalais sur la beauté du milieu rural. Fils du milieu rural, je n'ai jamais pu croire à l'idéal rural et agricole du Québec, pas plus d'ailleurs que la majorité des ruraux.

Mes ondes, mes cousins, mes confrères étaient des bûcherons, des entrepreneurs, des marchands, des colons préoccupés de vendre le bois de leur lot, des amateurs de chasse et de pêche. Pour eux, la forêt signifiait quelque chose, l'agriculture non. Pour eux, la ruralité était l'aventure du coureur de bois et non la sédentarité de l'agriculture.

À six ans, j'ai laissé en partie le milieu rural pour suivre mon père, instituteur rural qui avait cru à l'Union nationale naissante, et qui venait s'installer à Québec comme petit fonctionnaire. J'ai toutefois passé toutes mes vacances d'été, jusqu'à 17 ans, dans mon village natal. Tout en devenant lentement urbain, je restais imprégné de ce rural qui n'avait rien du rural dont on commençait à me parler au collège classique. Le seul rural qui avait un sens pour moi était celui d'une conquête brutale sur la nature, celui de la ruse pour vaincre la forêt, celui d'un enrichissement rapide qui faciliterait la migration à la ville (rêve de tous mes parents).

Cependant des courants profonds secouaient la société québécoise. L'Action catholique avait remplacé l'A.C.J.C. Une action sociale selon les lignes de classe remplaçait une action sociale généralisée orientée vers le salut du peuple canadien-français. La grève de l'amiante fut une sorte de catalyseur des mouvements imprécis

et des orientations de pensée encore floues. La C.T.C.C. devenait une force vive du milieu, la classe ouvrière devenait la classe dont il fallait s'occuper, celle qui changerait le Québec.

Cette conversion à l'ouvriérisme n'était pas toutefois d'inspiration marxiste : (il faudrait encore dix ans pour que Marx soit un peu connu) ; sa source profonde était la pensée sociale de l'Église et les mouvements d'Action Catholique. *Cité libre* essayait d'organiser cette nouvelle pensée sociale et devenait pour nous ce que *l'Action nationale* avait été pour nos pères.

C'est dans ce contexte que je terminai mon cours classique et commençai mes études à la faculté des sciences sociales de Laval. Ayant Jean Marchand comme modèle, nous y venions pour trouver des moyens de lutter pour la classe ouvrière et pour consolider une idéologie encore trop fragmentaire. Nous étions anti-nationalistes parce que le nationalisme était ruraliste et anti-ouvrier. Aussi parce que la lutte ouvrière semblait déborder les frontières de notre petit groupe ethnique. Mieux valait, selon une phrase d'André Laurendeau, s'unir aux Anglais pour combattre un patron canadien-français que de vivre un rêve utopique avec ce même patron.

La faculté des Sciences sociales de Laval nous décevait en partie. De normative qu'elle était, elle se transformait en une institution positive par suite de l'arrivée de jeunes professeurs ; Falardeau, Tremblay, Faucher, Lamontagne, Dion, Bergeron. Le seul courant normatif qui y demeurerait était l'anti-duplessisme et le fédéralisme centralisateur. Le courant ouvriériste n'y avait pénétré que faiblement et les professeurs y mettaient l'accent sur la recherche positive susceptible de nous faire connaître le milieu. Cette orientation nouvelle (pour nous) présentait un certain attrait mais laissait notre soif d'engagement et d'idéologie presque totalement inassouvie. Nous nous cotisions alors pour inviter Pelletier et Trudeau, les idéologues à la mode du temps. Ils nous transportaient alors dans la fin des nationalismes, dans la faillite du ruralisme et du pouvoir du clergé, dans le pouvoir ouvrier, dans le renouveau de l'Église.

Ayant terminé ma maîtrise à Laval, je m'orientai vers les États-Unis pour me spécialiser en sociologie industrielle. Là, plus question d'engagement et d'idéologie, j'étais dans la sociologie positive. Marx lui-même devenait un aseptique homme de science. Malgré les frustrations, j'y ai appris à travailler rigoureusement. Cet apprentissage devait être précieux pour la phase scientifique de démystification qui correspond aux premiers articles de ce recueil.

Cependant ce séjour aux États-Unis devait avoir un effet à rebours sur ma pensée vis-à-vis le nationalisme. J'avais choisi pour ma thèse de doctorat l'analyse de *l'Action française* et de *l'Action nationale*. À vivre plongé plus d'un an dans ce contexte du nationalisme, des distinctions s'imposaient. Une fois, mises de côté les contingences comme le ruralisme et la vision idéalisée du passé, il demeurerait une grandeur dans ce désir d'autodétermination du nationalisme. Sans redevenir nationaliste un doute s'était inscrit dans ma problématique, doute antithétique à la pensée ouvriériste, mais doute qui devait persister comme un fantôme familier dont on ne réussit pas à se défaire.

Revenu à Laval, comme chercheur, mon désir le plus profond était d'entreprendre des recherches en usine. Le hasard des possibilités de financement a voulu que le premier groupe d'ouvriers que j'aie à étudier fut le seul que je connaisse vraiment :

celui des bûcherons. Une association de compagnies forestières voulait savoir pourquoi les bûcherons avaient une si grande mobilité de travail.

Cette recherche devait me mettre de nouveau en contact avec le milieu rural de mon enfance. Même en appliquant les règles les plus fixes pour définir le chantier comme une usine, nous ne pouvions échapper à situer cette usine et ses employés dans son contexte naturel. Le milieu rural que nous découvrions cependant n'était pas celui du vieux nationalisme ni même celui des sociologues de l'école de Redfield et du continuum folk-urbain. Nos observations un peu positives démentaient la vision officielle des penseurs québécois.

Intrigué, je décidai de poursuivre cette étude par une monographie d'une communauté rurale. N'étant pas sociologue rural, j'abordai cette étude du point de vue de la sociologie du travail et des occupations. Ce point de départ inusuel devait faire apparaître plus clairement la discontinuité entre l'image officielle du Québec rural et sa réalité quotidienne. De plus, la nécessité de stratifier le milieu rural en vue de connaître la représentativité du cas étudié et en vue d'une autre étude sur les conditions de vie des familles salariées, faisait apparaître la diversité de ce milieu que depuis 1930 (ré-édition de Gérin et étude de Miner) on considérait homogène. C'est de cette diversité et de la futilité de la querelle *folk society* que j'ai essayé de rendre compte au premier colloque de la revue Recherche sociographique.

Mais si la recherche empirique permettait une certaine démystification, le contact avec les problèmes du milieu rural en voie de destructuration faisait revivre le désir d'action. En particulier, l'idée de planifier le devenir de ce milieu s'imposait de plus en plus. Une première occasion de travailler en ce sens me fut donnée lors de la conférence sur les *ressources et l'avenir*. Amené à visiter les provinces anglaises, j'y ai retrouvé un ruralisme fondamentaliste aussi fort sinon plus fort que celui du Québec. J'y ai trouvé aussi une même indifférence à penser dans son ensemble au futur du milieu rural et de l'agriculture. Une exception importante cependant, le cas de la Saskatchewan où déjà on commençait, un peu par la force des choses, à structurer le rural autour des pôles urbains.

Assez inoffensif, le texte de ma communication à cette conférence devait soulever des remous assez considérables du côté canadien-anglais, en même temps que de me consacrer malgré moi sociologue rural.

Fort de mes intuitions sur le Québec et de mes observations en Saskatchewan, j'essayai par la suite, lors des réunions préalables à la formulation de la loi Arda, de faire accepter qu'on ne pouvait parler de planification rurale sans parler de planification régionale et de planification urbaine. C'était, à cette époque, prêcher dans le désert, bien que la loi permit la possibilité d'études pilotes en ce sens.

L'aventure du B.A.E.Q. devait finir par donner une réalité à cet espoir d'une planification plus globale. Mon rôle de conseiller et de directeur à temps partiel de la recherche sociologique m'a empêché de conduire personnellement des recherches pendant cette période exaltante du B.A.E.Q. Ce rôle plus englobant m'a permis cependant de prendre un certain recul vis-à-vis mes propres recherches et mes propres engagements. De cette période, datent ma redécouverte de la liaison entre idéologie et sociologie, de la nécessité de l'engagement du sociologue pour renouveler la sociologie elle-même, ma conviction que la sociologie né pourra devenir scientifique que

lorsque plusieurs sociologies engagées auront creusé chacune à sa façon le dédale complexe de la société (texte 9).

De cette période aussi, des textes (11 et 14) où il m'apparaît clairement que le milieu rural n'a plus de signification en soi. Le Québec est devenu une seule ville dont le réseau est plus ou moins serré et dont l'organisation suppose une restructuration complète, aussi bien aux points de vue culturel, politique, qu'administratif.

De cette période aussi un dada que je n'ai pas encore délaissé : celui de la participation. Cet idéal de la participation, nous en avons discuté pendant des heures et des jours, entre sociologues plus ou moins engagés, économistes, travailleurs sociaux, ingénieurs. Nous avons cherché à l'instaurer dans certaines formules d'animation et dans des propositions d'organisation politique et administrative. Je l'ai découvert plus concrètement dans la vie des conseils régionaux et surtout dans l'espoir qu'ils contenaient (textes 10-16-17). Plusieurs textes ultérieurs qui ne sont pas publiés ici cherchent à préciser à la fois cette notion et cette utopie.

Cependant un des obstacles majeurs à la participation était notre tentation de technocratie. Plusieurs d'entre nous y ont succombé. Nous voulions (texte 9) que la sociologie puisse définir les buts du développement. Malgré notre « foi » en la population, nous hésitions à lui laisser la décision : nous avions une vue tellement plus globale. Dans le fond, nous réclamions la participation pour nous (contre le monopole du pouvoir des avocats et des ingénieurs) plutôt que pour la population. Cette ambiguïté fut longue à dissiper, (si elle l'est complètement). C'est dans des études sur d'autres contextes que celui du monde rural que j'ai par la suite poursuivi ce genre d'interrogations. Il n'en est rendu compte ici que de façon indirecte.

C'est aussi durant cette période que j'ai redécouvert positivement le nationalisme. A force de se frotter avec les fonctionnaires anglo-saxons d'Ottawa, nous découvrons que nous n'avons aucune raison d'avoir quelques complexes vis-à-vis eux. Nous nous découvrons adultes, capables de contrôler nous-mêmes notre propre destin. Destin qui ressemblait de moins en moins à celui de nos collègues anglo-saxons. Nous voulions dès maintenant construire une société postindustrielle de participation alors qu'eux restaient fixés sur la société industrielle de consommation. C'était à la fois exaltant et dangereux. Ce nouveau nationalisme était un nationalisme de technocrates. C'est donc, de façon interne comme de façon externe, que l'ambiguïté participation-technocratie était inscrite. Il était facile de prêter à l'ensemble des classes du Québec, nos frustrations de techniciens à la recherche du pouvoir. Encore là, l'ambiguïté n'est pas complètement disparue.

Si ce nouveau nationalisme a remplacé en partie l'ouvriérisme de nos premières armes, cet ouvriérisme s'est aussi transformé en participationisme qu'il s'agit d'instaurer dans une nouvelle ville que nous devons inventer. L'antithèse nationalisme-classe ouvrière s'est élargie mais demeure la même. L'indépendance ne peut être une fin en soi, elle n'est qu'une étape, qui apparaît de plus en plus nécessaire, dans une oeuvre plus vaste qui est la création de notre société.

Ces dernières réflexions s'imposent encore plus après un an dans le Tiers-Monde, ou ce qui serait plus juste l'Autre Monde. Dans cet autre monde, les problèmes du Québec et surtout nos querelles internes apparaissent dans leur vraie dimension, c'est-à-dire infimes. Nous jouons aux échecs pendant que la maison brûle. Par ailleurs, nos problèmes sont aussi les problèmes de l'autre monde. Le problème du développement

est de moins en moins un problème économique, mais un problème politique. Lui aussi, l'autre monde cherche à accéder à son indépendance pour se construire lui-même à sa propre image. Là aussi, on cherche à devenir adulte par l'autodétermination.

Nous avons à faire notre indépendance, mais surtout nous avons à faire notre vraie révolution. Nous devons nous donner les structures d'un pays développé capable de régler ses propres problèmes de participation, de style de vie, d'aménagement urbain et économique. Nous devons le faire au plus tôt, mais non tellement pour nous-mêmes, mais plutôt pour être en mesure de travailler efficacement avec l'autre monde. Il ne suffit pas de hâbler ni même d'envoyer quelques témoins de la solidarité humaine. Il faut par nos actions devenir non pas un modèle, mais un défi. Plus que Cuba lui-même, le Québec ré-inventé deviendrait le vrai défi de l'autre monde.

Chapitre 1

“La Professionnalisation du travail en forêt” *

par Gérald Fortin en collaboration avec Émile Gosselin

“La professionnalisation du travail en forêt”. Un article originalement publié dans la revue *Recherches sociographiques*, vol. 1, no 1, janvier-mars 1960, pp. 33-60.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Au cours de l'été 1956, un groupe de professeurs de la Faculté des Sciences sociales de l'Université Laval entreprenaient une étude des facteurs contribuant à la mobilité des travailleurs forestiers. Cette mobilité étant un phénomène multi-dimensionnel, l'étude de ses causes nous a amenés à entreprendre des recherches d'exploration sur plusieurs aspects de la réalité socio-économique de la province de Québec. L'un de ces aspects était la complémentarité agriculture-forêt. En effet, comme l'industrie forestière est une industrie saisonnière, ses travailleurs ont ordinairement une occupation complémentaire à celle de bûcheron, de charroyeur ou de draveur. On pourrait s'attendre à ce que cette occupation complémentaire ait jusqu'à un certain point une influence sur le comportement du travailleur durant ses séjours en forêt. Les statistiques existantes et les renseignements que nous avons pu obtenir des compa-

* Ce texte a été écrit en collaboration avec Émile Gosselin.

gnies forestières indiquent que la très grande majorité des travailleurs en forêt viennent du milieu rural. Comme par ailleurs l'agriculture est l'activité principale en milieu rural, l'étude des relations entre l'agriculture et la forêt s'avérait très importante pour la compréhension du travailleur forestier.

Nous voulons présenter dans cet article quelques résultats de notre analyse de l'évolution du milieu rural. Ces résultats sont encore partiels. En particulier, comme nous le verrons plus loin, la plupart de nos analyses ont eu pour seul objet les milieux ruraux où l'agriculture est plus ou moins défavorisée. Nous n'avons encore que très peu de données sur les milieux agricoles prospères de la province de Québec.

Lors de nos premières prises de contact avec le milieu forestier, nous avons tout de suite constaté que la plupart des entrepreneurs forestiers définissaient les bûcherons comme étant d'abord des fermiers ou des fils de fermiers. D'ailleurs les quelques études existantes¹ soulignaient la complémentarité entre le travail forestier et le travail agricole. Le travailleur forestier était défini d'abord comme un cultivateur. Son travail en forêt n'était considéré que comme une occupation secondaire apportant un nécessaire revenu d'appoint au revenu principal provenant de la ferme. Ainsi la mobilité du travailleur forestier était en partie expliquée par les exigences de son travail principal, c'est-à-dire l'agriculture.

Sur cette définition de la situation s'appuyaient la plupart des principales politiques des compagnies forestières. On cherchait à faire débiter les travaux en forêt seulement quand les travaux de la ferme étaient terminés. De même, le chantier fermait au début du printemps de sorte que le fermier pouvait reprendre son travail principal sans trop de préjudices à la bonne marche de sa ferme. Cette période allant de l'automne au début du printemps est d'ailleurs celle qui convient le mieux aux différentes tâches exigées par l'exploitation forestière. Ainsi, la coupe, qui s'étendait d'octobre au début de décembre, se faisait alors que les grandes chaleurs étaient finies et que les mouches ne pouvaient plus nuire aux bûcherons. Par ailleurs, au début de décembre, la neige n'était pas encore assez abondante pour entraver considérablement la coupe. Vers la mi-décembre, commençait le cycle du charriage qui était grandement facilité par l'hiver ; il était évidemment plus économique de construire des chemins de neige glacée que des routes de terre. On fermait les chantiers vers la mi-février ou le début de mars et ce n'est qu'avec la fonte des neiges qu'un petit groupe d'hommes retournaient en forêt pour le flottage du bois (drave).

Les deux industries, agriculture et forêt, étaient aussi complémentaires du point de vue des techniques et des outils employés. Les outils de base de la coupe étaient la hache et le « bucksaw », instruments qu'on retrouve sur toutes les fermes québécoises. Pour le charriage, le fermier pouvait se servir de ses chevaux de ferme. En fait, le seul investissement nécessaire au fermier qui voulait aller travailler en forêt était le plus souvent un traîneau plus grand et plus fort que celui dont il se servait sur sa ferme. Pour le reste il pouvait se servir de l'équipement usuel nécessaire sur sa ferme.

Les entrepreneurs forestiers, connaissant la valeur accordée par les cultivateurs à leur indépendance, favorisaient le travail forfaitaire, à contrat individuel. La seule base de rémunération du bûcheron et du charroyeur était sa production quotidienne ou

¹ A. KOROLEFF, *Stability as a Factor in Efficient Forest Management*, Montréal, Pulp and Paper Institute of Canada, 1951, 294 p. ; « L'exploration forestière au Canada », *La Gazette du travail*, LVII, 1, janv. 1957, pp. 30-37.

hebdomadaire. Aucun quota ne lui était imposé, ni minimum, ni maximum. Le travailleur, lorsqu'il était en forêt, pouvait se mettre à l'ouvrage quand il le voulait, cesser toute activité quand bon lui semblait et adopter à son gré tel rythme ou telle méthode de production. Sous-jacente à cette liberté extrême laissée aux travailleurs en forêt, on retrouvait l'idée que chaque cultivateur a son rythme particulier au travail et qu'il ne faut pas brusquer ce rythme. Dans un tel contexte, point n'était besoin de planification compliquée de la production ni de surveillance des travailleurs. Les compagnies n'organisaient pas elles-mêmes la production, mais la confiaient à contrat à des entrepreneurs. Ces derniers redistribuaient le travail à des sous-entrepreneurs, qui eux-mêmes le confiaient par contrat aux bûcherons et aux charroyeurs. On ne pouvait donc pas strictement parler d'embauchage ou de relations patronales-ouvrières, mais plutôt de relations entre grands et petits entrepreneurs qui tous étaient leurs propres patrons.

Cependant, certaines remarques des travailleurs eux-mêmes, ainsi que l'observation de changements assez radicaux dans les politiques des employeurs, nous incitaient à croire que cette définition traditionnelle de la forêt comme complément de l'agriculture ne correspondait peut-être plus à la situation présente. Ces quelques observations préliminaires nous ont amenés à formuler les deux hypothèses suivantes : 1) pour la majorité des travailleurs en forêt, l'agriculture est actuellement une occupation secondaire et non plus principale ; 2) pour un nombre toujours croissant de travailleurs en forêt, la forêt est la seule occupation. En termes de revenus, ces deux hypothèses signifiaient que pour la majorité des travailleurs en forêt le revenu principal venait de la forêt. Elles signifiaient aussi que, pour un nombre toujours croissant de travailleurs, le travail en forêt était la seule source de revenu. Ces deux hypothèses se résumaient assez bien par la notion de professionnalisation du travail en forêt.

Nous voulons présenter ici trois séries de données qui nous paraissent confirmer les hypothèses énoncées. En premier lieu, nous examinerons les variations de l'offre et de la demande de la main-d'œuvre forestière pour l'ensemble de la province sur une période de sept ans. Ces variations nous feront découvrir un certain nombre de politiques des compagnies forestières qui impliquent, du moins en partie, la professionnalisation du travail en forêt. En même temps, nous examinerons certaines conditions nouvelles de l'exploitation forestière - en particulier la mécanisation et l'établissement de camps permanents - impliquant elles aussi la professionnalisation. En deuxième lieu, nous examinerons d'où viennent les bûcherons. Nous présenterons alors deux séries de données : premièrement, la répartition géographique de 1100 bûcherons et travailleurs forestiers ; deuxièmement, nous verrons, en nous appuyant sur des entrevues en profondeur auprès de soixante d'entre eux, comment les bûcherons eux-mêmes décrivent leur localité d'origine. Nous considérerons, finalement, les métiers qu'exercent les bûcherons en dehors du travail en forêt ainsi que les occupations de leurs frères et de leur père ; ces renseignements sont aussi tirés d'entrevues auprès des bûcherons.

I

Évolution globale des opérations forestières

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons noté plus haut que la période la plus propice au travail en forêt (en ce qui regarde la coupe et le charriage) se situe entre la fin de septembre et la fin de février. La période optimum pour la coupe s'étendrait de la fin de septembre à la mi-décembre et la période optimum pour le charriage, de la mi-décembre à la fin de février. C'est donc dire que, quelle que soit la production totale désirée pour une année donnée, les entrepreneurs chercheront à atteindre l'objectif durant ces cinq mois ; cela suppose évidemment une main-d'œuvre disponible en nombre illimité. En effet, si durant une période fixe (5 mois) on veut une année donnée faire plus de travail que l'année précédente on devra augmenter le nombre de travailleurs. Ainsi, la demande pour les travailleurs en forêt varie en proportion directe de la production désirée (cette dernière variant en fonction de la demande pour le papier et le bois de construction). Toutefois si l'offre de travailleurs est inférieure à la demande maximum, on devra, pour atteindre la production désirée, prolonger la période d'exploitation. La prolongation de cette période d'exploitation suppose par ailleurs que le travail s'effectue dans des conditions qui ne sont pas idéales : par exemple, la prolongation de la coupe jusqu'à la mi-janvier signifie que les bûcherons auront à travailler dans une neige épaisse. De même, si on commence la période de coupe au mois d'août ou au mois de septembre, les bûcherons auront à subir les inconvénients de la chaleur et des mouches. Dans ces conditions, les prix exigés par les travailleurs seront probablement supérieurs à ceux exigés durant la période normale. De façon générale, on peut donc faire l'hypothèse que si les entrepreneurs forestiers prolongent le travail en forêt au-delà de la période optimum, c'est parce qu'ils y sont forcés par le niveau de la demande pour leurs produits.

En gardant cette hypothèse à l'esprit, nous allons examiner, à l'aide de graphiques, les variations de la main-d'œuvre forestière totale durant les années 1949-1956 (voir graphiques 1-9) ¹.

Comme on le notera à la lecture des graphiques, nous avons considéré la courbe relative aux variations de la main-d'œuvre au cours de l'année 1949-1950 comme la courbe qui correspondrait de plus près aux conditions idéales désirées par les entrepreneurs forestiers. En effet, en 1949-1950, l'offre de travail était probablement aussi grande que la demande ; au cours de cette année, ainsi que l'indique le tableau 1, le niveau de la production a d'ailleurs été très peu élevé. On peut donc supposer que cette basse production a pu être assurée par un maximum de travailleurs dans un

¹ Graphiques préparés à partir de données fournies par la Quebec Forest Industry Association (Q.F.I.A.).

minimum de temps. On peut donc ainsi faire l'hypothèse qu'en 1949-1950, les exploitants avaient un problème de main-d'œuvre minimum et que le nombre de travailleurs employés à chaque mois s'établissait à peu près exactement au chiffre souhaité par les entrepreneurs. Cette hypothèse n'a pas été contredite par les exploitants auxquels nous l'avons soumise.

Tableau 1

Indice de la production totale*,
Industrie forestière de la province de Québec de 1949-50 à 1955-56
(1956 = 100)

Années	Indice	Années	Indice
1949-50	60	1953-54	75
1950-51	90	1954-55	88
1951-52	100	1955-56	100
1952-53	80		

* Estimations d'après des chiffres fournis par la Q.F.I.A.

Main-d'œuvre :
mensuelle moyenne en milliers

Graphique 1. L'emploi dans les exploitations forestières de la province de Québec : comparaison entre une courbe théorique établie d'après les variations mensuelles de l'emploi en 1949-50 et les variations réelles de l'emploi au cours de l'année 1950-51.

Main-d'œuvre :
mensuelle moyenne en milliers

Graphique 2. L'emploi dans les exploitations forestières de la province de Québec : comparaison entre une courbe théorique établie d'après les variations mensuelles de l'emploi en 1949-50 et les variations réelles de l'emploi au cours de l'année 1951-52.

Main-d'œuvre :
mensuelle moyenne en milliers

Graphique 3. L'emploi dans les exploitations forestières de la province de Québec : comparaison entre une courbe théorique établie d'après les variations mensuelles de l'emploi en 1949-50 et les variations réelles de l'emploi au cours de l'année 1952-53.

Main-d'œuvre :
mensuelle moyenne en milliers

Graphique 4. L'emploi dans les exploitations forestières de la province de Québec : comparaison entre une courbe théorique établie d'après les variations mensuelles de l'emploi en 1949-50 et les variations réelles de l'emploi au cours de l'année 1953-54.

Main-d'œuvre :
mensuelle moyenne en milliers

Graphique 5. L'emploi dans les exploitations forestières de la province de Québec : comparaison entre une courbe théorique établie d'après les variations mensuelles de l'emploi en 1949-50 et les variations réelles de l'emploi au cours de l'année 1954-55.

Main-d'œuvre :
mensuelle moyenne en milliers

Graphique 6. L'emploi dans les exploitations forestières de la province de Québec - comparaison entre une courbe théorique établie d'après les variations mensuelles de l'emploi en 1949-50 et les variations réelles de l'emploi au cours de l'année 1955-56.

Main-d'œuvre :
mensuelle moyenne en milliers

Graphique 7. L'emploi dans les exploitations forestières de la province de Québec : comparaison entre une courbe théorique établie d'après les variations mensuelles de l'emploi en 1953-54 et les variations réelles de l'emploi au cours de l'année 1954-55.

Main-d'œuvre :
mensuelle moyenne en milliers

Graphique 8. L'emploi dans les exploitations forestières de la province de Québec : comparaison entre une courbe théorique établie d'après les variations mensuelles de l'emploi en 1953-54 et les variations réelles de l'emploi au cours de l'année 1955-56.

Main-d'œuvre :
mensuelle moyenne en milliers

Graphique 9. L'emploi dans les exploitations forestières de la province de Québec : variations mensuelles de l'emploi au cours des années 1951-52 et 1955-56.

Nous allons donc supposer que, pour les années suivantes, les exploitants désiraient suivre le « pattern » de 1949-1950. Pour chaque année nous aurons donc deux courbes : une première représentera la répartition mensuelle du nombre réel de travailleurs et la seconde, une répartition théorique du nombre de jours de travail d'après le modèle observé en 1949-1950.

Des graphiques 1 à 7 on peut tirer les constatations suivantes :

Durant 1950-51, alors que la production totale était de beaucoup supérieure à celle de 1949-50, comme le montre le tableau 1, la demande théorique fut toujours supérieure à l'offre, du mois de juillet au mois de décembre. En novembre, quelque 10,000 travailleurs de plus auraient été nécessaires pour satisfaire à la demande. On a dû, pour atteindre la production désirée, prolonger les opérations jusqu'en février et même, durant le printemps, plus de travailleurs qu'à l'ordinaire ont dû être gardés au travail.

En 1951-52, la production totale croit encore. En novembre, on constate encore un manque d'environ 10,000 travailleurs et les opérations doivent être prolongées jusqu'au mois de février. Durant le printemps cependant, les exploitants disposent de la main-d'œuvre correspondant à la demande théorique.

Après l'expérience de 1950-51, les exploitants semblent avoir réalisé qu'ils devaient prolonger la durée des opérations. Plutôt que d'effectuer cette prolongation durant les mois d'hiver, ils ont apparemment décidé de hâter le début du travail en forêt. De 1952-53 à 1956, le nombre de travailleurs durant le mois de septembre a, en conséquence, augmenté. De ces observations, on peut déduire que les exploitants ont adopté un nouveau mode de répartition des opérations forestières au cours de l'année ; la courbe relative à l'année 1953-54 constituerait le prototype de ce nouveau mode de répartition. Notons, en particulier, qu'on tend à établir une nette distinction entre la période de la coupe et la période du charriage. La courbe de demande aurait dorénavant deux sommets, un en octobre pour la coupe et l'autre en janvier pour le charriage.

Cependant, il apparaît que même ce nouveau « pattern » de demande ne peut pas se reproduire pour les années où la production totale est forte. Ce fait est illustré par le graphique 8 qui représente l'année 1955-56 en fonction d'une demande théorique basée sur le « pattern » de 1953-54. Les opérations ont débuté hâtivement, mais elles ont dû, aussi, être prolongées durant les mois d'hiver. On voit ici disparaître les deux sommets, ce qui indique que la coupe a dû être prolongée jusqu'à assez tard, c'est-à-dire avoir lieu en même temps que le début du charriage.

Une observation importante qui ressort de l'ensemble de ces graphiques c'est que la courbe théorique de demande au sommet n'est jamais rencontrée dans les années de grande production. Dans certains cas, la différence entre la courbe théorique et la courbe réelle atteint jusqu'à 10,000 travailleurs. L'offre de travailleurs en forêt atteint donc facilement son Point maximum.

Ce qui est peut-être encore plus significatif, c'est qu'en 1951-52, il était possible de réunir en moyenne 50,000 travailleurs au plus fort de l'activité, alors qu'en 1955-56 il n'était possible d'obtenir que 40,000 travailleurs. Non seulement la réserve de main-d'œuvre forestière est limitée, mais il apparaît qu'elle décroît assez rapidement. Cette

diminution de la main-d'œuvre est certainement un facteur important dans le changement apporté au calendrier des opérations et dans la prolongation du travail.

Pour compenser cette diminution de travailleurs, les exploitants ont aussi cherché à mécaniser leurs opérations. Nous reviendrons plus loin sur certaines modalités de cette mécanisation, mais on peut immédiatement affirmer que le charriage mécanique et les scies à chaîne ont augmenté la productivité des travailleurs. On peut observer l'effet de cette augmentation de la productivité sur le graphique 9 où l'on compare les années 1951-52 et 1955-56 dont le niveau de production était égal. Pour assurer une même production, on a eu recours à une main-d'œuvre beaucoup moins nombreuse en 1955-56 qu'en 1951-52. En moyenne, on peut calculer qu'en 1955-56 on avait besoin de 5,000 hommes de moins par mois pour assurer une même production. Il semble pourtant que cette hausse de la productivité ne soit pas suffisante pour combler la diminution des travailleurs : en 1955-56, en dépit de la hausse de la productivité, la coupe a dû être prolongée jusqu'en janvier et le charriage même a dû être prolongé plus tard que d'habitude.

Le fait que les opérations forestières commencent maintenant plus tôt et, en particulier, le fait qu'elles peuvent maintenant atteindre leur intensité maxima en octobre plutôt qu'en novembre indiquent que les travailleurs en forêt, s'ils sont des fermiers, sont prêts à expédier leur travail de ferme pour pouvoir entrer plus tôt en forêt. Tout se passe comme si, devant un choix forcé entre la forêt et la ferme, le travailleur optait effectivement pour le travail forestier, quitte à négliger sa ferme. Par ailleurs, la prolongation totale des opérations forestières permet maintenant à chaque travailleur de passer plus de temps en forêt et d'accroître d'autant le revenu qu'il tire de cette occupation. Le revenu qu'un bûcheron peut accumuler entre le 15 septembre et le 15 janvier peut facilement dépasser le revenu d'un fermier ordinaire. On peut même se demander ce qui se produirait si la demande maxima de main-d'œuvre, de la part des compagnies, se situait en juillet et en août plutôt qu'en octobre et novembre. Les faits de complémentarité que nous analyserons dans le paragraphe suivant et surtout ceux qui se rapportent à la complémentarité entre les États-Unis et le Canada semblent indiquer que si les exploitants décidaient de commencer les opérations en juillet ou en août, ils pourraient tout aussi facilement obtenir la main-d'œuvre nécessaire.

Complémentarité entre les opérations forestières

[Retour à la table des matières](#)

La diminution du nombre total des travailleurs forestiers disponibles n'a pas seulement entraîné la prolongation des opérations forestières en général. Les exploitants ne sauraient plus, dans ces conditions, atteindre en même temps un niveau de production maximum. Durant les années où la production totale est élevée, la production ne peut pas atteindre un niveau maximum, en octobre ou en novembre, chez tous les exploitants à la fois, comme ce peut être le cas durant les années de faible production. Durant ces années de forte production, certaines entreprises atteignent leur production maximum en septembre (quelques-unes même en août), tandis que d'autres doivent attendre jusqu'à décembre ou janvier. Ainsi, pour réunir une main-d'œuvre suffisante, certains exploitants doivent commencer la coupe plus tôt que leurs concurrents ou ne

l'entreprendre qu'après ceux-ci. Ce phénomène indique sûrement une préférence de la part des travailleurs pour certaines compagnies ou pour certaines opérations particulières ; cette préférence peut être due à différents facteurs qu'il n'y a pas lieu d'analyser ici. Ce qui importe à notre propos, c'est le fait qu'au cours d'une année de forte production, il existe entre les exploitants une complémentarité par rapport à la main-d'œuvre. Ce fait est illustré par les graphiques 10 et 11.

Le graphique 10 montre la répartition des travailleurs de différentes compagnies à l'intérieur d'une même région, durant une année de faible production. Le graphique 11 montre la distribution des travailleurs pour ces mêmes compagnies durant une année de forte production : on voit clairement comment les sommets des diverses courbes s'échelonnent sur plusieurs mois de l'année. Cette complémentarité des entreprises, dont nous n'avons donné qu'un exemple par rapport à une région particulière, se retrouve à des degrés divers dans toutes les régions de la province. Nos données indiquent clairement que ce sont les mêmes travailleurs qui, en passant d'une compagnie à une autre, assurent la production de chacune d'entre elles. On peut en déduire, évidemment, que les travailleurs passent, si l'occasion leur en est donnée, une période très longue en forêt. Lorsque les circonstances s'y prêtent, ils sont disposés à abandonner presque totalement la ferme pour le travail en forêt.

Parmi les travailleurs en forêt, il existe donc un nombre assez considérable - qu'il serait toutefois difficile de déterminer avec précision - de travailleurs professionnels, c'est-à-dire de travailleurs dont l'occupation en forêt est l'occupation principale, sinon la seule.

La complémentarité semble exister non seulement entre les entreprises d'une même région mais entre les régions prises globalement. Dans la région de Québec, la production atteint un sommet en septembre ou en octobre, tandis que sur la Côte Nord ou en Abitibi, les sommets se situent à la mi-novembre et parfois même en décembre. Durant les années de forte production, ce phénomène est encore accentué et certaines régions, surtout celles où l'envergure des opérations est la plus restreinte, atteignent le niveau maximum de production parfois même en août (par exemple, l'île d'Anticosti). Ainsi le bûcheron peut non seulement passer à l'intérieur d'une même région d'une entreprise à l'autre mais, s'il prévoit soigneusement son itinéraire, il peut encore, en passant d'une région à l'autre, s'assurer du travail souvent de juillet à mars. Si, de plus, il est à la fois bûcheron, charroyeur et draveur, il peut, en fait, s'assurer du travail de la fin d'avril au début de mars, en passant ainsi de région en région et d'occupation en occupation. Le phénomène de complémentarité semblerait indiquer que c'est ce qui se produit de plus en plus à mesure que le nombre de travailleurs disponibles diminue.

Il existe une autre forme importante de complémentarité : c'est la complémentarité existant entre les entreprises de la province de Québec et celles des États-Unis et de l'Ontario. C'est un fait connu que les compagnies forestières ontariennes recrutent une bonne majorité de leur main-d'œuvre parmi les Canadiens français de la province de Québec. On sait, aussi, que dans la province voisine, les exploitants tendent à répartir les opérations forestières sur les douze mois de l'année ou, du moins, à commencer les opérations beaucoup plus tôt durant l'été. Il en est de même chez les exploitants du nord des États-Unis. Ces derniers recrutent un très grand nombre de bûcherons dans les villages québécois situés près de la frontière. Aux États-Unis, la coupe s'effectue ordinairement de juin à septembre. Les bûcherons de ces villages de frontière peuvent donc s'assurer un travail réparti pratiquement sur toute l'année, en passant des entreprises américaines dont la période de pleine activité se situe durant l'été aux

entreprises canadiennes où la production est à son plus fort en novembre. Dans ces conditions, il devient extrêmement difficile pour eux de s'adonner au travail agricole comme à une occupation principale - et parfois même comme à une occupation secondaire.

Main-d'œuvre :
moyenne mensuelle

Graphique 10. Moyenne mensuelle de la main-d'œuvre employée par diverses entreprises forestières d'une même région (rive nord du Saint-Laurent) en 1949-50.

(Chacune des courbes portées sur les graphiques 10 et 11 représente l'emploi mensuel moyen dans une entreprise forestière particulière).

Main-d'œuvre :
moyenne mensuelle

Graphique 11. Moyenne mensuelle de la main-d'œuvre employée par diverses entreprises forestières d'une même région (rive nord du Saint-Laurent) en 1955-56.

(Chacune des courbes portées sur les graphiques 10 et 11 représente l'emploi mensuel moyen dans une entreprise forestière particulière).

La prolongation des opérations et la complémentarité existant entre les différents exploitants ne permettent pas de déterminer directement si les travailleurs forestiers sont ou non des fermiers, ni de déterminer quelle est leur occupation principale, l'agriculture ou la forêt. Cependant, on voit très bien que ces deux phénomènes pourraient difficilement exister si les travailleurs en forêt conservaient, comme occupation principale, le travail agricole. En effet, le caractère saisonnier de l'exploitation forestière, qui en faisait une activité complémentaire de l'agriculture, semble ne plus exister ou être en voie de disparition très rapide. Ces faits, ne contredisent donc pas les deux hypothèses touchant la professionnalisation du travail en forêt. L'analyse des milieux d'origine des travailleurs en forêt et de l'état de l'agriculture dans ces localités contribuera à jeter plus de lumière sur le problème.

Avant de passer à cette analyse, il nous paraît bon, toutefois, de considérer rapidement l'effet de la mécanisation des opérations forestières sur la professionnalisation des travailleurs. Les techniques de production sont en évolution très rapide. Le cheval est pratiquement disparu comme moyen de transport : on l'a remplacé par le camion, le tracteur ou l'auto-neige (« snowmobile ») ; le « bucksaw » a fait place à la scie à chaîne ; enfin, l'équipement lourd prend aussi une place de plus en plus grande. Les effets de la mécanisation peuvent être examinés sur trois plans. Au niveau de la coupe, la mécanisation se manifeste par l'introduction de la scie à chaîne. Cette scie est la propriété du bûcheron lui-même qui doit en assurer l'achat aussi bien que l'entretien. C'est là un investissement variant de \$200. à \$400. par année. Pour que cet investissement soit profitable, il faut que le bûcheron puisse travailler en forêt durant une assez longue période chaque année. La scie mécanique a ainsi contribué à faire du bûcheron un travailleur professionnel.

Au niveau du charriage, la mécanisation a pris la forme du camion, du tracteur, du « snowmobile ». Cet équipement appartient au charroyeur qui doit en assurer l'achat et l'entretien. Cet équipement, par ailleurs, ne peut pas servir aux travaux ordinaires de la ferme. Pour que l'achat d'un camion ou d'un tracteur devienne rentable pour un travailleur, il faut que ce camion ou ce tracteur puisse être utilisé au moins six mois par année à des travaux forestiers. De plus en plus, les travailleurs qui songent à faire de tels investissements s'assurent à l'avance d'une période de travail garantie. Les compagnies ont été ainsi amenées à considérer de plus en plus sérieusement de nouvelles techniques de charriage, en particulier le charriage d'été. On peut donc dire, ici encore, que la mécanisation a fait du charroyeur un travailleur professionnel.

Pour la construction de routes et de barrages et pour leur entretien, c'est surtout un équipement lourd qu'on doit utiliser. Ordinairement, cet équipement est la propriété de la compagnie elle-même. Mais les investissements de cette nature, pour être rentables, exigent une planification à long terme. Une telle planification de l'emploi de l'équipement lourd exige d'ailleurs, non seulement une rationalisation dans la construction des routes et des barrages, mais aussi une rationalisation de la production totale. Dans ces conditions, et compte tenu du fait qu'on doit de plus en plus avoir recours au charriage d'été, le maintien du caractère agricole de la main-d'œuvre forestière de viendra sans doute une considération secondaire aux yeux des exploitants.

On trouve déjà dans la plupart des exploitations forestières, des camps centralisés placés sous la direction de contremaîtres salariés à l'emploi exclusif de la compagnie. Le nombre de travailleurs salariés a de beaucoup augmenté. Le contrat forfaitaire du bûcheron ressemble de plus en plus à un salaire à la pièce et non plus à un véritable

sous-contrat. L'embauchage et les relations industrielles sont devenus un souci majeur des compagnies. De façon générale, cette rationalisation croissante de la production conduira elle aussi à la formation de travailleurs professionnels dont la principale qualité sera la stabilité. Cette stabilité est en effet essentielle pour que les exploitants puissent planifier non seulement l'emploi de leur outillage, mais aussi l'allocation de leur main-d'œuvre.

II

Le milieu d'origine des travailleurs en forêt

L'état de l'agriculture dans les localités d'où viennent les travailleurs forestiers peut certainement nous donner une idée de la place que l'agriculture tient dans la vie de ces travailleurs. Pour analyser l'état de l'agriculture dans ces milieux, nous nous servirons de deux séries de données : nous considérerons d'abord la répartition des localités d'origine de 1,100 travailleurs d'une compagnie forestière des environs de la ville de Québec, puis nous étudierons la description qu'un certain nombre de ces travailleurs font de leur milieu.

a) Répartition géographique des travailleurs forestiers

[Retour à la table des matières](#)

Au cours d'une étude en profondeur menée dans une entreprise forestière située près de la ville de Québec, nous avons pu obtenir l'adresse de quelque 1,200 travailleurs ayant été embauchés par cette compagnie durant une année. Ces données ont été portées sur la carte I.

Cette carte ne nous donne pas nécessairement la répartition géographique de tous les bûcherons de la région couverte. Ne sont représentés sur cette carte que les bûcherons ayant travaillé pour une compagnie particulière. Il est donc possible qu'on retrouve des travailleurs en forêt en des points non indiqués sur la carte.

La carte montre la localisation de tous les travailleurs en forêt et non seulement celle des bûcherons, c'est-à-dire qu'elle illustre aussi bien la répartition des travailleurs forestiers ordinaires que celle des travailleurs salariés, tels que commis, cuisiniers, menuisiers ou responsables de l'entretien. Nous avons pu cependant analyser séparément l'origine de ces deux groupes de travailleurs et nous avons

constaté que les salariés venaient de la ville de Québec ou de localités entre Québec et Beauré. Ce n'est que très exceptionnellement que ces localités fournissent un bûcheron ou un charroyeur. Nous avons pu également vérifier que ces salariés habitaient soit la ville elle-même soit les villages. Aucun d'entre eux, à une ou deux exceptions près, n'habitait sur une ferme.

Si on considère les localités situées sur la rive sud du Saint-Laurent, un premier fait nous frappe : les localités situées dans le « bas » des comtés ne fournissent pas de bûcherons. C'est un fait généralement reconnu que dans les localités situées en bordure du fleuve, dans les comtés de Lotbinière, Lévis, Bellechasse, Montmagny et l'Islet, l'agriculture est relativement prospère. Afin de vérifier si effectivement ces communautés prospères ne fournissaient aucun travailleur forestier dans l'industrie en général, il fallait s'assurer que cette absence de travailleurs n'était pas particulière à la compagnie étudiée. A cette fin, nous avons procédé à des entrevues d'agronomes de comtés et à l'étude sommaire de l'une de ces localités.

Les agronomes nous ont affirmé qu'il est très rare que les habitants de ces paroisses s'embauchent comme bûcherons. Selon eux, lorsque le cas se présente, il s'agit surtout de travailleurs habitant le village et non de travailleurs habitant sur des fermes. Il arrivera cependant, ajoutaient-ils, que quelques fermiers iront dans les chantiers simplement pour la période du charriage. Durant le mois de décembre, quelques-uns partent avec leurs chevaux et passent trois ou quatre semaines au charriage du bois. C'est là, ajoutaient-ils, une pratique qui tend à disparaître avec la diminution du nombre de chevaux sur les fermes et la mécanisation de l'agriculture. L'étude du cycle occupationnel d'une trentaine de cultivateurs d'une paroisse prospère confirme ces affirmations des agronomes. Parmi les trente cultivateurs interrogés, seulement deux avaient déjà travaillé en forêt, d'ailleurs au début de leur carrière de cultivateurs. Ces entrevues nous ont aussi révélé qu'il était très mal vu dans la communauté d'aller travailler en forêt. Nos informateurs, presque toujours, se mettaient à rire lorsque nous leur demandions s'ils avaient travaillé en forêt et nous avouaient qu'un homme « doit être bien mal pris pour accepter de faire un tel travail », surtout lorsqu'il s'agit du travail de bûcheron. Ces faits nous portent à croire que l'absence de bûcherons dans les communautés riveraines n'est pas due à une erreur d'échantillonnage mais qu'elle correspond bien à une situation réelle.

C'est donc du « haut » des comtés, du moins sur la rive sud, que les bûcherons proviennent. Il est aussi généralement connu que dans les paroisses situées dans le haut de ces comtés, l'agriculture est beaucoup moins prospère que dans les localités sises en bordure du fleuve.

De même, dans les comtés de Montmorency et de Charlevoix, l'état de l'agriculture est loin d'être prospère sauf pour quelques localités. Afin de s'assurer de l'état réel de l'agriculture dans ces communautés, les deux auteurs ont visité toutes les localités d'où venaient les bûcherons, dans les comtés de Montmorency, Charlevoix, Dorchester, Bellechasse et dans une partie du comté de Beauce. Durant cette visite, les auteurs ont parcouru tous les rangs des paroisses en notant systématiquement l'état des fermes et des bâtisses et la superficie cultivée. Afin de se donner un point de comparaison, ils ont visité aussi un certain nombre de localités où l'agriculture était prospère.

De cette observation systématique bien que sommaire, il ressortait qu'on pouvait classer ces différentes localités d'où venaient les bûcherons en trois groupes

principaux. Il y avait premièrement les paroisses de colonisation où, à proprement parler, l'agriculture n'avait jamais existé. La très grande majorité de ces colons n'avaient pas de grange, pas tout à fait un arpent en culture ni le plus souvent, d'animaux de ferme. Le seul revenu que l'agriculture apportait au colon provenait du jardin de la ferme, lorsqu'il s'en trouvait un, et du lait de l'unique vache. On retrouvait, en outre, dans ces milieux, de vieilles paroisses où l'agriculture était en décadence presque complète : bouts de rang complètement fermés (les maisons avaient été transportées au village), des poulaillers abandonnés, des granges branlantes, absence de troupeaux, etc. On trouvait bien, dans ces localités, un certain nombre de fermes dont l'aspect extérieur témoignait d'une activité réelle. Cependant, pour la majorité des fermes, l'aspect extérieur dénotait un abandon souvent total. Pour ces paroisses, qui étaient les plus nombreuses parmi celles que nous avons visitées, il semblait difficile de conclure que l'agriculture constitue l'occupation principale de la plupart des gens. Ces paroisses n'étaient pas seulement les plus nombreuses parmi celles que nous avons visitées mais c'est là qu'on retrouvait les contingents les plus forts de bûcherons. Enfin, un troisième groupe de localités comprenait de vieilles paroisses où l'agriculture semblait encore active bien que beaucoup moins prospère que dans les paroisses riveraines. Dans ces paroisses, il nous semblait juste de croire que, pour la plupart des habitants des rangs, l'agriculture était encore l'occupation principale. Nos données indiquaient cependant que les paroisses du troisième type fournissaient globalement beaucoup moins de travailleurs forestiers que les communautés des deux premiers types, et que c'est surtout des communautés de ce troisième type que venaient les charroyeurs traditionnels, c'est-à-dire les fermiers qui se rendaient en forêt avec leurs chevaux pour une période de trois à quatre semaines. Il restait toutefois qu'on pouvait s'attendre à ce que les bûcherons venant de ce troisième type de communauté eussent encore, comme occupation principale, le travail agricole.

De cette observation des milieux d'origine des travailleurs forestiers, nous pouvions conclure du moins provisoirement, que pour un certain nombre de travailleurs, l'agriculture constituait encore l'occupation principale mais que, pour la majorité, l'agriculture n'avait jamais été une occupation principale (ou du moins avait cessé de l'être).

Carte 1. Répartition selon le lieu de résidence des travailleurs d'une entreprise forestière des environs de la ville de Québec.

Afin de confirmer nos observations, nous avons interviewé quelques agronomes de comté ainsi que quelques curés de paroisses où résidaient un grand nombre de bûcherons. Voici quelques extraits de ces entrevues :

« Le problème le plus aigu dans les paroisses du haut du comté, c'est celui de l'abandon des terres. Dans certaines paroisses, plus de la moitié des terres sont abandonnées. La raison principale de cet abandon c'est que l'agriculture, dans ces milieux, ne peut permettre le standard de vie maintenant désiré par les ruraux... D'ailleurs la situation ne peut aller qu'en empirant. En effet, à mesure que le nombre de terres habitées diminue, les taxes augmentent et il devient de plus en plus difficile d'avoir des profits dans les coopératives... Dans la plupart des fermes encore habitées, on n'emploie pas d'engrais chimique. Cela dénote un abandon presque total de l'agriculture, sinon immédiatement, du moins dans les années très prochaines... Dans 10 ans tout sera pratiquement fini » (Agronome de comté).

« Le travail en forêt est le gagne-pain principal des gens de la paroisse... Ce qui rend difficile la vie des mouvements ou des organisations paroissiales, c'est que les hommes sont absents de six à huit mois par année pour aller travailler dans le bois » (Vicaire d'une paroisse du deuxième type).

« Sur 200 cultivateurs, 20 à peine vivent de leur terre. Les autres doivent travailler la plus grande partie de l'année dans le bois... Le nombre de cultivateurs qui vivent de leur terre diminue de jour en jour. Presque à chaque mois il y a un encan. Un bon cultivateur vient de vendre tous ses animaux et tout son roulant. Il garde le fonds de terre mais ne le cultive plus » (Curé d'une paroisse du deuxième type).

« Pour résumer leur pensée, ils nous disent à plusieurs occasions que ce qui pourrait arriver de mieux dans la paroisse ce serait un reboisement total de toutes les terres. Seules quelques terres peuvent suffire à faire vivre leur homme... À l'heure actuelle la plupart des soi-disant cultivateurs vivent presque exclusivement de la forêt... La paroisse est pratiquement vide de sa population toute l'année. D'octobre à la fin de mars, tous les hommes sont dans le bois. D'avril à juin, ils demeurent dans la paroisse. En juin et en juillet, ils retournent dans le bois du côté américain. Du début d'août à la mi-septembre, ils vont en Ontario faire la cueillette du tabac. En septembre, ils prennent 15 jours de vacances et repartent dans le bois au début d'octobre. » (Notaire d'une paroisse du deuxième type).

« Dans ma paroisse, il y a plus d'automobiles que de chevaux et tracteurs de ferme. La moitié des colons n'ont ni chevaux ni tracteurs... Le nombre moyen de vaches par colon est inférieur à deux. Comme les familles sont très nombreuses, ceci suffit à peine à fournir le lait nécessaire à la population. Les pères de famille aussi bien que les jeunes gens vivent avec le bois. Les colons sont venus non pour cultiver mais pour couper du bois sur leur lot » (Curé d'une paroisse de colonisation).

b) Description par les travailleurs

[Retour à la table des matières](#)

Cette situation de l'agriculture dans leurs milieux d'origine, les travailleurs la ressentent de façon très aiguë. Ils sont même très conscients de l'influence de cette situation sur leur décision de devenir des travailleurs professionnels. Nos entrevues nous aident, en particulier, à mieux saisir les facteurs qui ont entraîné l'abandon graduel de l'agriculture. Pour mieux comprendre ce processus, nous nous bornerons à l'analyse des vieilles paroisses agricoles. Selon nos informateurs, dans les paroisses

de colonisation, l'agriculture et même le désir de cultiver n'ont existé que chez des individus exceptionnels.

Dans les vieilles paroisses (types II et III), l'agriculture est décrite comme ayant toujours été relativement peu prospère. Le sol était pauvre, l'équipement et les troupeaux étaient réduits, les rendements étaient faibles. L'agriculture était surtout une agriculture de subsistance. La ferme permettait d'élever les enfants jusqu'à l'âge de 14-16 ans, âge où ils devaient par eux-mêmes gagner leur subsistance. De plus, très souvent l'agriculture ne permettait même pas cette économie de subsistance. Au revenu de la ferme devait s'ajouter un revenu supplémentaire qui permettait d'améliorer le niveau de vie. Ce revenu auxiliaire servait même, en grande partie, à permettre les investissements essentiels à la survie de la ferme : achat d'animaux et d'instruments aratoires, achat même de grains de semence et d'engrais chimique.

« Par chez nous, ce n'est pas la terre qui fait vivre son homme, c'est l'homme qui fait vivre la terre... Mon père n'aurait jamais eu ce qu'il a, ni sa maison, ni ses instruments, ni ses animaux s'il n'était pas venu travailler dans le bois... Pour arriver avec seulement la terre, il doit arranger son affaire de façon à ne manger que le produit de sa terre et rien d'autre, c'est-à-dire des oeufs, du lard et du lait ».

La source de revenu supplémentaire semble avoir été traditionnellement le travail en forêt. Ceci s'explique par plusieurs facteurs. Nous avons déjà signalé la complémentarité des deux activités et l'utilisation possible des outils de ferme en forêt. Il faut ajouter à ces facteurs la proximité de ces paroisses des limites forestières et plus généralement de territoires encore boisés. C'est d'abord en coupant du bois sur son propre lot à bois ou sur celui de son voisin que le cultivateur cherchait à augmenter son revenu. Il s'était initié au métier de bûcheron dans sa propre paroisse ou dans la paroisse voisine. Une fois initié à ce métier, il pouvait l'exercer dans son propre entourage. La forêt faisait donc partie du paysage du cultivateur et c'est tout naturellement qu'il se tournait vers elle.

« J'ai passé mes premiers hivers à travailler un peu chez les colons... je suis sorti de la petite école vers l'âge de 12 à 13 ans et j'ai fait comme tous les autres garçons de mon âge. je suis allé travailler près de chez nous dans le bois ».

Nos entrevues ne nous permettent pas de préciser ni à quel moment ni pour quelles raisons exactement les cultivateurs ont cessé d'accepter leur pauvreté et la nécessité de « faire vivre leur terre ». Cependant, ce qui ressort nettement de ces entrevues, c'est que leur attitude a complètement changé depuis cinq ou dix ans et que, désormais, ils refusent de se « sacrifier (et de sacrifier leur famille) pour la terre ». Tous nos informateurs sont unanimes pour affirmer que, dans leurs paroisses, l'agriculture est actuellement de moins en moins rentable et pour constater que leurs concitoyens, comme eux-mêmes, cherchent maintenant leur revenu principal en dehors de la ferme et principalement dans le travail en forêt.

Les raisons signalées pour expliquer la faible rentabilité de l'agriculture sont nombreuses et semblent avoir joué, bien qu'à des degrés divers, dans toutes les paroisses de nos informateurs. Nous n'avons pas entrepris l'étude objective de ces raisons ; nous ne pouvons donc pas en déterminer l'importance relative. Nous les exposerons plutôt telles que les bûcherons eux-mêmes les ont perçues.

Un des facteurs le plus souvent mentionné, c'est la pauvreté du sol terrain trop rocailleux, sol exigeant trop d'engrais. Sur des sols pauvres, les rendements des

récoltes de foin ou de grain sont souvent si faibles que le cultivateur doit acheter du foin pour nourrir ses animaux. On attribue les faibles rendements non seulement au sol mais à la rigueur du climat. Le grain, les tomates, les légumes gèlent avant de mûrir. Non seulement la terre ne produit pas les grains nécessaires à l'entretien du bétail, mais il faut même acheter les grains de semence. Des mois d'effort sont complètement perdus sans aucun profit. Le cultivateur qui semble maintenant juger davantage des choses selon un critère d'efficacité se décourage devant une telle situation.

Ce qui semble décourager le plus nos informateurs ce n'est cependant pas cette pauvreté du sol que les nouvelles techniques de culture peuvent compenser en grande partie ; c'est plutôt le rétrécissement graduel du marché sur lequel ils peuvent écouler leurs produits et même, dans certains cas, l'absence totale d'un tel marché. Cet état de choses tient à de nombreux facteurs. Signalons d'abord l'éloignement relatif des grands centres qui rend impossibles la production et la vente du lait en nature et des produits de consommation quotidienne. Il faut aussi noter l'absence sur le plan local ou régional d'organismes servant à orienter la production et à assurer la vente. Privés de guide sur le plan de la planification, les cultivateurs s'en tiennent à leur production traditionnelle : le lait pour la transformation en beurre et l'élevage du porc et du veau. Mais, d'une part, les prix et la demande de ces denrées ont baissé considérablement depuis quelques années et, d'autre part, les coûts de production ont augmenté (moulées, engrais, machinerie, etc.). Il n'échappait pas à certains de nos informateurs qu'un accroissement de la production eût pu compenser la hausse des coûts de production, mais l'accroissement nécessaire eût exigé des investissements qu'il leur était impossible d'envisager. Ils craignaient par ailleurs les effets de la trop grande instabilité des prix. En fait, ils semblaient convaincus qu'il leur est impossible d'adapter leur production aux fluctuations des prix.

« Vous entendez dire à la radio ou dans les journaux, que le prix du porc vient de monter à 30 cents. À ce prix-là, ça vaut la peine d'en élever. Vous décidez de tenter votre chance encore une fois. Vous achetez deux, trois, quatre truies porteuses et vous engraissez les petits. Quand vous avez fini de les engraisser, le prix a baissé ; le commerçant ou la coopérative vous offre 20 cents. A ce prix-là, vous avez travaillé pour rien et vous avez même perdu de l'argent. L'année d'après, vous vendez les truies et ne travaillez pas comme un esclave pour perdre encore de l'argent. (Comment expliquez-vous cela ?) Je ne le sais pas, c'est parce que ça prend trop de temps à produire. On arrive en retard ».

Pour nos informateurs, il semble y avoir, dans la fluctuation des prix, quelque chose d'aussi mystérieux et d'aussi incontrôlable que dans les variations du climat.

À cette absence de marchés pour les produits s'ajoute une très grande difficulté de trouver les capitaux nécessaires à l'amélioration de la ferme. En effet, pour être rentable, la ferme exigerait une forte production réalisée avec des techniques dont la productivité est supérieure à celle des techniques traditionnelles. Mais cette production exige une plus grande surface cultivée (consolidation), des troupeaux de meilleure qualité, une mécanisation plus poussée, l'emploi d'engrais chimique, l'agrandissement des bâtiments, etc. Tout cela exige des investissements importants que le cultivateur des paroisses décrites ne saurait considérer. Les sommes nécessaires sont ordinairement de beaucoup supérieures aux montants accordés par les organismes de crédit. Pour se procurer les sommes nécessaires, le fermier doit devenir bûcheron professionnel, mais alors, c'est très rare qu'il retourne à la ferme.

En même temps que les profits de la ferme diminuaient, les exigences de la famille du cultivateur augmentaient, de même que le coût de la vie.

La famille n'est plus satisfaite de « survivre » mais elle veut désormais « bien vivre ». L'épouse trouve normal d'avoir elle aussi un réfrigérateur et une lessiveuse électrique. Les enfants veulent être mieux habillés et mieux nourris. Le cultivateur lui-même souhaite une plus grande aisance. Comme l'agriculture ne lui permet pas de satisfaire ces divers besoins, il doit passer de plus en plus de temps dans des occupations non-agricoles, ordinairement dans des occupations forestières. Négligeant davantage sa ferme, il en tirera des profits moindres ; d'où nécessité de travailler encore plus longtemps à l'extérieur. Il se trouve ainsi engagé dans un processus qui l'amènera tôt ou tard à abandonner totalement l'agriculture.

Il semble donc que ce soit surtout pour des raisons économiques que les cultivateurs ont abandonné l'agriculture pour devenir des travailleurs forestiers professionnels. Lorsqu'on leur demande pourquoi ils ont choisi le travail en forêt plutôt qu'une autre occupation, deux raisons principales sont apportées. D'une part, ils soulignent l'absence d'emplois disponibles dans leurs paroisses d'origine. À l'exception du garage, de quelques magasins ou restaurants, les sources d'emploi sont plutôt rares : un moulin à scie qui emploie cinq à six hommes pendant 3 mois ; la construction d'un bout de route ; le transport du bois. Ce sont surtout les très jeunes ou les plus vieux (40 ans et plus) qui acceptent ces emplois de journaliers. Nos informateurs, d'autre part, insistent sur le fait qu'ils ne savent pas faire autre chose. La plupart d'entre eux, bien que préférant une occupation en ville, ne croyaient pas avoir la préparation nécessaire pour obtenir un emploi assez rémunérateur à la ville. Ils n'ont pas suffisamment d'instruction : la plupart ont quitté l'école à douze ou treize ans. Ils n'ont pas de métier, sauf celui de bûcheron qu'ils ont appris sur la ferme familiale.

« Quand on a pas d'instruction (voyez-vous nos parents étaient trop pauvres) il faut bien se jeter quelque part. C'est pour ça que vous voyez tant de jeunes puis tant de personnes mariées comme moi dans le bois aujourd'hui. Il fallait bien manger après tout. Il fallait ramasser ce qu'on pouvait d'ouvrage ».

Comme occupation secondaire, le travail forestier était considéré comme normal et acceptable par le cultivateur, mais pour l'ex-cultivateur, le travail exclusif en forêt est plutôt considéré comme un pis-aller, comme une solution temporaire acceptée seulement par nécessité.

III

L'histoire occupationnelle du bûcheron et de sa famille

Nos observations dans le milieu d'origine des bûcherons et la description qu'ils font eux-mêmes de ce milieu nous permettent de conclure à une diminution de l'agriculture, à la professionnalisation du travail en forêt et, par suite, à une dissociation de plus en plus marquée entre l'agriculture et la forêt. L'examen de l'histoire occupationnelle du bûcheron, de celle de ses frères et de son père, confirme les conclusions précédentes. Les données de cette analyse sont tirées de 46 entrevues de bûcherons.

a) Le père

[Retour à la table des matières](#)

Le tableau 2 présente la distribution par occupation des pères de nos informateurs à deux époques différentes : 1) au moment où l'informateur a travaillé pour la première fois en forêt et 2) au moment de nos entrevues (fin 1956). La première date est variable selon l'âge actuel des informateurs et l'âge de leur premier emploi en forêt. Cependant, comme la grande majorité des bûcherons ont eu leur première expérience de la forêt entre 15 et 16 ans et que la moyenne d'âge de nos informateurs est de 30 ans, cette première date se situe généralement au cours de la période 1940-45.

Tableau 2

*Occupations des pères de 46 bûcherons à deux époques.
1940-45 et 1956*

Occupation	1940-45	1956
Cultivateurs exclusivement	11	4
Cultivateurs-bûcherons	24	15
journaliers	9	14
Décédés	-	13

De ce tableau, il apparaît que la majorité des bûcherons actuels sont fils de cultivateurs comme le supposait la définition traditionnelle des exploitants forestiers. Trente-cinq des 46 pères étaient des cultivateurs au moment du premier séjour en forêt des bûcherons actuels. La description par les informateurs de leurs paroisses d'origine correspond bien à la réalité puisque sur ces trente-cinq cultivateurs, seulement onze pouvaient vivre exclusivement de leur terre. Les vingt-quatre autres cultivateurs devaient aller chercher en forêt un revenu supplémentaire qui déjà, selon les informateurs, était aussi important sinon plus important que le revenu provenant de la ferme. Il ressort clairement, par ailleurs, de nos entrevues que, même dans le cas des onze cultivateurs « prospères », la terre ne permettait de faire vivre ou d'établir les garçons. Même dans ce cas, la ferme assurait les besoins des parents et des plus jeunes enfants, mais le père ne pouvait employer au travail agricole les plus vieux de ses garçons. Ceux-ci devaient très tôt gagner leur vie par leurs propres moyens. Les neuf autres pères étaient des journaliers dont la plupart gagnaient leur revenu principal par le travail en forêt.

L'abandon de l'agriculture dont nous avons parlé plus haut ne semble pas être seulement le fait de la jeune génération. En effet, même si tous les pères décédés avaient été des cultivateurs, au moins trois cultivateurs auraient abandonné l'agriculture. Cependant le point le plus important à noter ici est que c'est le nombre de cultivateurs exclusifs qui a proportionnellement le plus diminué entre 1940-45 et 1956. Il ne reste plus que quatre pères qui peuvent vivre du seul produit de la terre. Comme les entrevues l'indiquent, certains cultivateurs qui en 1940-45 n'avaient pas besoin de revenus extérieurs devaient, en 1956, se tourner eux aussi vers la forêt. Un autre fait important, c'est le sort des fermes dont le propriétaire est décédé (il des 13 pères décédés). Dans seulement trois de ces cas, un des garçons a gardé la terre et a continué à la cultiver. Dans les huit autres cas, aucun des garçons (l'informateur y compris) n'a voulu garder la terre. Les terres ont été vendues le plus souvent à des commerçants qui ont fini d'y abattre tous les arbres et de les dévaster. Enfin, il faut noter l'augmentation du nombre de journaliers-bûcherons.

Le bûcheron est donc fils de fermier mais d'un fermier que la pauvreté poussait vers la forêt, qui se tourne lui-même de plus en plus vers la forêt et abandonne graduellement l'agriculture.

b) Les bûcherons

[Retour à la table des matières](#)

Si on compare les informateurs avec leur père, on trouve que seulement un très petit nombre d'entre eux exercent encore à la fois le travail en forêt et le travail agricole. Un seul de nos informateurs a une ferme relativement bien équipée et prospère. C'est par exception qu'il est venu en forêt afin de gagner l'argent nécessaire à l'achat d'un instrument aratoire utile mais non indispensable. Trois autres bûcherons ont des terres qu'ils cultivent encore ou plus exactement, qu'ils font cultiver par leur femme. Ils s'occupent seulement des gros travaux (labours, foin, récolte) et passent la

plus grande partie de l'année en forêt, laissant à leur femme la charge presque totale de la ferme. Six bûcherons non mariés résident encore à la ferme de leur père. Dans tous ces cas, la ferme est encore cultivée, mais seulement trois des six informateurs participent aux travaux de ferme. Les trois autres n'aident aucunement leur père sur la ferme. Les trente-six autres informateurs se répartissent comme suit : 1) Cinq vivent sur une ferme qu'ils ne cultivent plus. Ils ont vendu tous les animaux, sauf peut-être une vache ; le plus souvent, ils ne coupent même plus leur foin. 2) Cinq ont des lots à bois (paroisses de colonisation) ou des fermes qu'ils ne cultivent plus et qu'ils n'habitent plus. Ils ont emménagé au village et tirent tout leur revenu de la forêt. Ils conservent cependant leur ferme comme terre à bois, c'est-à-dire comme source de revenu pour le moment où ils ne pourront plus aller en forêt. 3) Sept ont déjà possédé des fermes où ils habitaient, mais ils les ont vendues récemment et habitent maintenant au village. 4) Dix-neuf n'ont jamais possédé de ferme et n'ont jamais résidé sur une ferme depuis qu'ils travaillent de façon continue en forêt. On aura encore une meilleure idée de l'évolution en examinant les occupations que les bûcherons exercent lorsqu'ils ne sont pas en forêt. C'est alors que le phénomène de professionnalisation apparaîtra clairement.

Tableau 3

Occupations en dehors de la forêt de 46 bûcherons
en 1950 et en 1956

Occupation	1950	1956
Aucune (bûcheron exclusif)	9	23
journalier	12	16
Aide-fermier	18	3
Cultivateur et journalier	6	3
Cultivateur	1	1

Comme le tableau 2, le tableau 3 montre une évolution très rapide entre deux périodes. Ici encore la date « 1950 » est très approximative. Les entrevues nous donnent plutôt des informations sur les occupations dans le passé. Mais comme ce passé remontait très peu souvent à plus de 5 ou 6 ans, nous le situons ordinairement à 1950.

Ce qui est surtout frappant dans ce tableau, c'est qu'alors que dans un passé relativement récent plus de la moitié des informateurs étaient encore engagés jusqu'à un certain degré dans l'agriculture, il n'en reste qu'un sixième au moment de l'entrevue. Le tableau nous montre de plus que ces ex-fermiers ou ces ex-aide-fermiers sont, en très grande majorité, devenus des bûcherons professionnels qui n'ont aucun autre emploi en dehors de la forêt. Il semble donc qu'il y ait une évolution très rapide dans les milieux étudiés, qu'on soit passé en cinq ou dix ans d'une économie de propre emploi (agriculture) à une économie de salariat (bûcheron professionnel).

c) Les frères

[Retour à la table des matières](#)

Cette évolution rapide a aussi affecté les frères de nos informateurs. Nous avons des informations valides au sujet de cent quatre des frères de nos quarante-six informateurs. Bien que la plupart d'entre eux soient, comme les informateurs, fils de cultivateurs ou du moins de cultivateurs-bûcherons, seulement une faible proportion ont adopté l'agriculture comme occupation principale. Le pourcentage de ceux qui vivent encore sur des fermes et qui les cultivent encore, plus ou moins selon le cas, est d'environ 15%. Ce pourcentage semble être demeuré assez constant depuis quelques années mais ici les renseignements sont très peu sûrs. Ce sont ordinairement les plus jeunes des fils de cultivateurs qui aident encore leur père ou qui ont hérité du bien paternel. La majorité d'entre eux ont comme occupation secondaire le travail en forêt.

Environ 40% des frères sont décrits comme des bûcherons professionnels, c'est-à-dire des individus qui pratiquement retirent tout leur revenu de la forêt. Le plus grand nombre, soit 450/0, n'ont plus aucun lien ni avec l'agriculture ni avec la forêt. On les retrouve en ville ou dans les villages (journaliers, commerçants, hommes de métiers).

Pour les frères, le plus grand changement dans le temps semble être une diminution du nombre de bûcherons professionnels. Dans le passé (il y a cinq ou six ans), on trouvait 65% des frères engagés dans le travail en forêt et seulement 25% qui n'avaient aucun lien ni avec la forêt ni avec l'agriculture. Selon les informateurs, ceux qui ont laissé la forêt l'ont fait soit parce qu'ils étaient «brûlés» (trop vieux, trop fatigués, malades) soit parce qu'ils avaient trouvé « au bord » (ordinairement en ville) un emploi stable.

Comme l'indiquaient déjà les chiffres de l'offre totale de travailleurs forestiers, il semblerait donc qu'on assiste à un double mouvement. D'une part, le cultivateur délaisse l'agriculture pour trouver dans le travail professionnel en forêt une source de revenu capable de lui assurer un certain niveau de vie. D'autre part, le travailleur professionnel est repoussé de la forêt par des conditions de travail qui ne sont pas faites pour lui (il est rapidement «brûlé») ou est attiré hors de la forêt par du travail plus stable et moins épuisant.

Conclusions

[Retour à la table des matières](#)

Sans doute les données dont nous nous sommes servi, soit par leur caractère indirect, soit par la faiblesse de l'échantillonnage, ne nous permettent pas de confirmer de façon définitive nos hypothèses. Il y a tout de même une convergence assez forte dans ces différents faits pour qu'on puisse mettre sérieusement en doute la complémentarité traditionnelle de l'agriculture et de la forêt. Il nous semble donc possible, à partir de ces données, de formuler les trois hypothèses suivantes qui sont déjà en partie vérifiées : 1) Dans les paroisses d'où viennent les bûcherons, l'agriculture perd de plus en plus d'importance comme activité et comme source de revenu (le nombre de travailleurs dont l'occupation principale est l'agriculture diminue rapidement). 2) La grande majorité des travailleurs forestiers tirent leur revenu principal, sinon leur seul revenu, de la forêt (professionnalisation). 3) Le cultivateur devenu bûcheron professionnel a les mêmes attitudes que le travailleur industriel, c'est-à-dire qu'il cherche la sécurité à court et à long terme (emploi garanti durant l'année, vie productive longue). S'il ne trouve pas cette sécurité en forêt, il cherchera un autre emploi salarié plus stable.

Dans des articles ultérieurs nous aurons l'occasion de revenir sur l'un ou l'autre de ces problèmes ou sur des problèmes connexes. Notons seulement en conclusion que les changements que nous avons analysés affectent non seulement l'avenir de l'industrie forestière et de ses politiques de production mais encore déterminent le sort des deux tiers de la population rurale de la province. Si nos hypothèses sont justes, c'est toute l'organisation aussi bien que tout le système de valeurs de notre monde rural qui est en voie de transformation rapide.

Chapitre 2

“Une classification socio-économique des municipalités agricoles du Québec”

“Une classification socio-économique des municipalités agricoles du Québec”. Un article originalement publié dans la revue *Recherches sociographiques*, vol. 1, no 2, avril-juin, 1960, pp. 207-216.

[Retour à la table des matières](#)

Au moment de construire le modèle d'échantillonnage de l'étude sur les conditions de vie de la famille canadienne-française¹, nous avons besoin d'un critère de stratification des municipalités rurales. Ce critère devait permettre de constituer des strates à l'intérieur desquelles il y aurait une assez grande homogénéité de niveau de vie et de mode de vie. Non seulement la population d'une strate donnée devait-elle avoir un revenu assez homogène, mais aussi on souhaitait retrouver des similitudes dans la façon de dépenser ce revenu, i.e. des similitudes dans la structure des budgets familiaux, des besoins et des aspirations similaires et en définitive une certaine similitude dans le système de valeurs. En vertu de la relation constante constatée dans la plupart des pays entre l'occupation et les systèmes de valeurs particuliers, les exigences de similitude sur le plan des besoins et des aspirations présupposaient, du moins théoriquement, une assez grande homogénéité occupationnelle à l'intérieur des strates désirées.

¹ Voir Gérald FORTIN, « La famille et son budget », *Service social*, vol. 9, 1, janvier 1960, pp. 48-57 ; Marc-Adélar TREMBLAY, « Étude des conditions de vie des familles canadiennes-françaises », *Recherches sociographiques*, vol. 1, 1, janvier-mars 1960, 106-108.

Nos études antérieures sur la mobilité des bûcherons, sur quelques communautés rurales et sur la région du Bas Saint-Laurent, nous avaient déjà laissé entrevoir une relation entre la prospérité de l'agriculture et les modes de vie de la population. Par exemple, l'affaiblissement des valeurs traditionnelles par le désir d'un niveau de vie Plus élevé nous semblait varier selon la prospérité relative de l'agriculture ; de même pour l'attrait de la forêt comme occupation secondaire, pour le degré d'urbanisation, etc. Par ailleurs, le critère usuel de stratification qu'est l'occupation nous paraissait très peu sûr à cause des simplifications du recensement en ce qui concerne les occupations rurales : par exemple, il suffit de résider sur une ferme de trois acres et plus pour être classifié comme agriculteur ; les occupations secondaires ne sont pas recensées, etc...

Nous avons donc décidé d'utiliser comme critère de stratification des municipalités la prospérité relative de l'agriculture telle que jugée par des agronomes connaissant très bien ces milieux. Ce faisant nous avons parié assez fortement sur des hypothèses préliminaires. Nous énoncerons plus bas quelques-unes de ces hypothèses suggérées par nos recherches antérieures et que nous nous proposons de vérifier plus amplement par l'étude sur les conditions de vie. Notons seulement que, dans l'état encore embryonnaire de la sociographie de la province de Québec, il était difficile de ne pas faire un tel pari.

A un certain nombre d'agronomes ayant de 10 à 15 ans d'expérience dans un comté ou une région, nous avons demandé de comparer les municipalités qu'ils connaissaient et de les classifier en trois groupes selon l'état actuel de l'agriculture. Les trois groupes proposés étaient : 1) municipalités où l'agriculture est prospère, 2) où l'agriculture est moyenne, 3) où l'agriculture est pauvre. Nous avons demandé à nos informateurs de ne pas tenir compte dans leur jugement de la qualité réelle du sol ou du climat ou/et des potentialités d'avenir. A ce sujet, on peut noter que la classification obtenue correspond d'assez près à une classification qui n'aurait été basée que sur la qualité du sol. Cependant, la correspondance n'est pas parfaite. On trouve un certain nombre de municipalités où le sol est assez médiocre mais où l'agriculture est prospère. Cela arrive surtout dans les paroisses situées près des villes, par exemple, près de Shawinigan, et dans les municipalités des comtés situés au sud de Montréal (comté d'Huntingdon). Dans ces cas, la présence d'un marché bien organisé et d'une agriculture spécialisée permet une prospérité que le sol ne laisse pas prévoir. De même dans certaines municipalités, surtout en Abitibi, le sol pourrait permettre une prospérité plus grande.

Le principal critère de classification que nous avons suggéré à nos informateurs est la possibilité pour le cultivateur de vivre selon ses besoins grâce au revenu tiré de sa ferme. Pour que l'agriculture d'une municipalité puisse être considérée comme prospère, nous exigeons que la majorité des cultivateurs puissent vivre du seul revenu de la terre, c'est-à-dire que la majorité n'aient pas d'occupation secondaire. Dans les municipalités où l'agriculture est jugée comme moyenne, la majorité des cultivateurs doivent, pour satisfaire leurs besoins, trouver en dehors de leur ferme une source de revenu supplémentaire. L'agriculture doit toutefois demeurer pour la majorité une source de revenu importante, i.e. contribuer au moins pour 40% au revenu total. Enfin l'agriculture est jugée pauvre lorsque pour la majorité elle n'est qu'une source de revenu supplémentaire, i.e. contribuant pour moins de 40% au revenu total. Dans ces cas, l'occupation en dehors de la ferme est la plus importante. Il faut noter ici que, pour les fins de cette classification, la sylviculture n'a pas été identifiée à l'agriculture.

C'est donc dire que le revenu tiré de la vente du bois coupé sur la ferme ou le lot est considéré comme un revenu non agricole. Par ailleurs, le produit de la vente des produits de l'érable est jugé revenu agricole.

Le revenu net réel provenant de la ferme, bien qu'ayant servi à la classification, demeure un critère secondaire. En fait, il serait assez difficile de présupposer une faible dispersion de revenus réels à l'intérieur de chaque strate. Il est même, par exemple, possible que le revenu net d'un cultivateur « moyen » de la région de Montréal ou de Saint-Hyacinthe soit de beaucoup supérieur au revenu net du cultivateur « moyen » de la région de Rimouski.

Cependant, à l'intérieur d'une strate donnée, la dispersion est faible quant à l'adéquation entre le revenu et les besoins (aussi bien ceux de la ferme que ceux de la famille). Si un cultivateur « moyen » a un revenu de beaucoup supérieur à celui d'un autre cultivateur « moyen », c'est qu'il a aussi des besoins plus grands. Dans les deux cas, en effet, un revenu non agricole est nécessaire pour permettre la satisfaction des besoins. De plus, dans les deux cas, il y a à peu près le même degré d'inadéquation, vu que les deux cultivateurs tirent à peu près la même proportion de leur revenu total d'une occupation non agricole.

Ainsi même si la présence ou l'absence de revenu non agricole est un très bon indicateur de l'adéquation du revenu agricole aux besoins, il reste à l'intérieur des strates que nous avons définies une possibilité de variation quant au revenu agricole net et, ce qui est plus important sociologiquement, quant à la structure des besoins. Dans une étude approfondie de l'agriculture de la province de Québec, il faudrait sans doute éliminer l'influence de ces variations en se servant d'un critère de stratification basé sur le revenu agricole net par ferme. On aurait une classification à deux dimensions : 1) selon le revenu, 2) selon l'adéquation de ce revenu aux besoins. Vu que dans sa phase actuelle, notre étude s'intéresse exclusivement aux ruraux non cultivateurs, cette double classification ne s'imposait pas.

Nous avons porté les résultats de notre classification uni-dimensionnelle sur la carte ci-jointe. A cause de ses dimensions restreintes ¹, cette carte ne permet qu'une saisie globale de la situation de l'agriculture dans le Québec. On peut toutefois y discerner clairement les concentrations de municipalités des divers types. En plus des municipalités rurales caractérisées par le degré de prospérité de l'agriculture, on a aussi indiqué sur la carte 1) la localisation des principales villes, 2) les territoires concédés à des compagnies forestières, 3) les forêts non concédées.

Comme nous l'avons noté plus haut, notre connaissance des caractéristiques sociologiques de chacune des strates est encore très rudimentaire. Cependant, les premiers sondages effectués nous permettent de formuler quelques hypothèses qu'il sera intéressant de vérifier dans nos recherches futures.

¹ Une carte à échelle plus grande est actuellement en préparation au Laboratoire de cartographie de l'Institut de géographie de l'Université Laval.

A) Agriculture prospère

[Retour à la table des matières](#)

Un premier fait à remarquer, c'est que les municipalités où l'agriculture est prospère, c'est-à-dire celles où le revenu agricole permet à la majorité des cultivateurs de satisfaire les besoins de leur entreprise et de leur famille, se retrouvent presque toutes à proximité d'une grande agglomération urbaine. Nous avons déjà noté la corrélation existant entre la prospérité des cultivateurs et la qualité du sol. Cette corrélation est très apparente sur la carte : on constate la présence de paroisses où l'agriculture est prospère dans la majorité des vallées.

Il semble donc que la prospérité de l'agriculture dans la province de Québec soit liée à la fois à la qualité du sol et à l'existence d'un marché urbain assez rapproché. De ces deux facteurs, cependant, il semblerait que ce soit le marché qui ait le plus d'importance. A ce propos, les municipalités situées à l'est de Shawinigan fournissent un exemple à retenir. En général, le sol de ces municipalités est plutôt pauvre. Des indications plus sûres sont fournies Par les données recueillies par Charles Lemelin pour sa thèse de doctorat¹ ; ce dernier montre comment durant la guerre, grâce à une situation de marché favorable, une production agricole élevée et rentable économiquement a pu être réalisée même dans les paroisses où la qualité du sol laissait le plus à désirer.

¹ Charles LEMELIN, *Agricultural Development and Industrialization of Quebec*, thèse de doctorat, Université Harvard, 1951.

À cause de sa dépendance du marché urbain, l'agriculture des paroisses prospères est une agriculture commerciale, où le capital investi est considérable et où la production pour être rentable doit être très forte. Bien qu'on trouve un bon nombre de cas de concentration horizontale (agrandissement de la superficie des fermes), la concentration semble être surtout verticale (spécialisation de la production). Plutôt que de produire une petite quantité de beaucoup de denrées, on produira une grosse quantité de quelques denrées. On en vient ainsi à ne produire que du lait, ou du poulet, ou du porc. On va même jusqu'à une production à la chaîne où un cultivateur se spécialise dans les porcs de 0 à 30 jours ; un autre, dans les porcs de 1 mois à 6 mois ; un troisième, dans les porcs de plus de 6 mois, etc. Dans ce processus de spécialisation, le cultivateur ne cherche plus à produire lui-même les grains d'alimentation dont il a besoin ; il laisse ce soin aux spécialistes de l'Ouest canadien. Ainsi, non seulement l'agriculture se mécanise, mais, comme l'industrie secondaire, elle se parcelle en une multitude d'opérations interdépendantes.

Cette spécialisation d'ailleurs nous semblerait rendue nécessaire par la situation actuelle des familles agricoles des paroisses prospères. Ces familles vivant relativement près des agglomérations urbaines ont des contacts fréquents avec le mode de vie et les valeurs de la ville. Ce sont sans doute les familles où les valeurs rurales traditionnelles sont en voie de disparition le plus rapide et où, en particulier, le désir d'un niveau de vie plus élevé est le plus vif. Pour procurer à sa famille le niveau de vie désiré, le cultivateur a besoin de plus en plus d'argent sonnante. Dans un système de culture mixte où le cultivateur produirait tout lui-même, il lui faudrait une superficie tellement grande pour assurer un revenu net suffisant qu'il ne suffirait plus seul à la tâche même avec un équipement mécanique considérable. Pour s'assurer une production assez forte, il devrait embaucher de la main-d'œuvre non familiale. Les salaires payés diminueraient d'autant son revenu net, de sorte que l'équilibre se situerait à un point où la production dépasserait les capacités d'une entreprise familiale. De plus, la dimension des familles tend à diminuer par suite de l'adoption des valeurs urbaines. La main-d'œuvre familiale tend ainsi à diminuer. Cependant, c'est sans doute le nouveau désir de donner aux fils une meilleure instruction qui contribue le plus à diminuer la main-d'œuvre familiale agricole. Cela de deux façons : 1) pour poursuivre leurs études les fils doivent retarder le moment où ils peuvent aider leurs parents sur la ferme, 2) une fois qu'ils ont poursuivi des études assez avancées, les fils ne veulent plus travailler sur la ferme mais préfèrent s'orienter vers des occupations urbaines (nous reviendrons sur ce point en parlant de l'attraction des occupations urbaines pour le cultivateur). Ainsi, la main-d'œuvre familiale dans bien des cas, sinon dans la majorité des cas, se réduit au père et à la mère. Cette dernière, à mesure qu'elle assimile les valeurs urbaines, tend d'ailleurs à restreindre son activité en dehors de son rôle de maîtresse de maison (disparition des jardins, des petits poulaillers, etc.). Dans ces conditions, l'entrepreneur familial paraît avoir tout avantage à s'orienter vers l'agriculture spécialisée.

L'agriculture commerciale, réalisée aussi bien par la concentration horizontale que verticale, exige des investissements et donc un capital considérable (de \$25,000 à \$50,000). Ce capital, relativement peu de cultivateurs le possèdent ou peuvent facilement l'obtenir. Cette difficulté de capitalisation repousse un bon nombre de cultivateurs et bon nombre de leurs fils hors de l'agriculture. Même s'ils préfèrent encore l'agriculture à toute autre occupation, les cultivateurs de culture mixte, ou leurs fils, s'orientent souvent vers des occupations urbaines (dans ces paroisses, contrairement à ce qu'on observe dans les paroisses où l'agriculture est « moyenne » et « pauvre », l'industrie forestière est peu valorisée) faute de possibilités pour réaliser la

concentration qui leur permettrait d'obtenir le revenu jugé suffisant pour la satisfaction de leurs besoins. Ajoutons que les techniques traditionnelles d'administration ne sont pas adaptées à la gérance d'une ferme dont le capital atteint facilement de \$35,000 à \$40,000. On assiste ainsi à un certain nombre de faillites qui conduisent leurs auteurs vers la ville.

Ce qui amène davantage la migration occupationnelle vers la ville, c'est la comparaison que le cultivateur fait entre ses conditions de travail et celles du travailleur urbain. Parmi les valeurs urbaines que le cultivateur des régions prospères a assimilées, on trouve en particulier le désir de sécurité à court et à long terme ainsi que le désir de loisirs Plus variés et de vacances. Soumis aux variations du marché, aux fluctuations imprévisibles du climat, aux hasards des maladies, le revenu du cultivateur lui offre très peu de sécurité à court terme. Il peut en venir ainsi à préférer un revenu peut-être inférieur mais plus stable. D'un autre côté, le cultivateur même spécialisé peut s'offrir assez peu de loisirs. Les heures de travail sont longues et le plus souvent il est retenu à la ferme sept jours par semaine. La semaine de 40 heures, des vacances payées peuvent donc avoir un attrait assez fort pour lui. L'attrait de l'occupation urbaine est d'autant plus fort que, dans l'agriculture spécialisée, le cultivateur ne jouit plus de cette indépendance à laquelle il attachait traditionnellement tant d'importance. En effet, l'agriculteur spécialisé devient plus ou moins interdépendant par rapport à ses co-producteurs ; ses méthodes de production lui sont imposées par les grandes compagnies qui achètent ses produits ; la qualité des produits est constamment contrôlée, etc...

Ainsi le cultivateur traditionnel est placé, par suite de son désir d'un haut niveau de vie, devant la nécessité de consolider sa ferme (surtout de façon verticale) ou de se diriger vers une occupation urbaine. S'il choisit la consolidation, les difficultés d'administration ou l'attrait de l'occupation urbaine peuvent encore le conduire en ville. S'il choisit l'occupation urbaine, il pourra garder sa ferme pendant un certain temps mais finira par passer complètement à la ville.

B) Agriculture moyenne

[Retour à la table des matières](#)

Les municipalités où l'agriculture est moyenne, c'est-à-dire où la majorité des cultivateurs doivent trouver en dehors de l'agriculture un revenu supplémentaire, sont situées à une distance plus grande des agglomérations urbaines. Ordinairement, le sol est plutôt pauvre, accidenté et rocailleux. Le marché local ne peut consommer qu'une assez faible quantité de produits agricoles. De plus, le villageois consommateur préfère très souvent des produits importés aux produits locaux. Pour la plupart des cultivateurs, la production est constituée du lait pour transformation (beurre) et de ses sous-produits, le veau et le porc. On y retrouve très peu de fermes spécialisées, mais surtout des fermes mixtes où le cultivateur produit non seulement des animaux mais aussi les fourrages et les grains dont il a besoin. A cause de la pauvreté du sol et de la

difficulté de le travailler, un bon cultivateur, même s'il peut compter sur un minimum de main-d'œuvre familiale, peut difficilement entretenir plus de 12 à 15 vaches laitières. En général, les troupeaux dépassent rarement 10 bêtes. Le revenu net de telles entreprises est donc très faible et ne peut suffire à combler les besoins de la famille et de la ferme.

L'insuffisance du revenu agricole dans ces paroisses n'est pas un phénomène nouveau. C'est depuis la fondation de ces paroisses (il y a 50 ou 100 ans) que le cultivateur cherche, surtout en forêt, un revenu supplémentaire. L'introduction des valeurs urbaines est sans doute moins rapide que dans les municipalités prospères, mais on retrouve ici aussi un désir croissant pour un haut niveau de vie et pour un mode de vie semblable à celui de la ville. Le revenu agricole, qui reste plus ou moins stationnaire, est donc considéré comme étant de plus en plus insatisfaisant et la part du revenu total qu'on va chercher en forêt devient de plus en plus considérable.

Nous avons déjà décrit, dans un article précédent ¹, le processus observé dans ces municipalités. Nous voulons simplement le rappeler très schématiquement. Le cultivateur, passant de plus en plus de temps en forêt, néglige de plus en plus sa ferme. Son revenu agricole diminue encore, ce qui l'oblige à prolonger davantage son séjour dans les chantiers. Bientôt la ferme est complètement abandonnée. Une fois ce premier pas accompli, la famille tend rapidement à déménager au village pour assurer de meilleurs avantages aux enfants et pour parer à l'isolement de l'épouse qui est souvent seule au foyer de huit à dix mois par année. L'ex-cultivateur devenu bûcheron professionnel est cependant très insatisfait de son nouveau métier qu'il compare désavantageusement aux occupations urbaines. Une minorité de travailleurs forestiers, surtout parmi les jeunes, se dirigeront vers la ville, d'abord seuls, puis avec leur famille. La majorité des individus, toutefois, continueront à exercer leur nouveau métier, parce qu'ils ne connaissent que celui-là et qu'ils sont trop vieux pour en apprendre un autre. L'attachement au milieu rural contribue aussi à empêcher une migration trop rapide. Cependant, les pères de famille cherchent à écarter définitivement leurs fils de la forêt et les orientent vers une occupation urbaine. Ils ne réussissent pas toujours, mais après une courte expérience en forêt le jeune bûcheron s'oriente de lui-même vers la ville. Contrairement à ce qui se passe dans les paroisses prospères, où le passage à la ville s'effectue le plus souvent en une seule génération, ici le mouvement tend à s'accomplir en deux générations. L'attachement au milieu rural de même que la phobie des villes sont sans doute ici encore assez forts.

¹ Gérald FORTIN et Émile GOSSELIN, « La professionnalisation du travail en forêt », *Recherches sociographiques*, vol. 1, no 1, janvier-mars 1960, pp. 33-60.

C) Agriculture pauvre

[Retour à la table des matières](#)

Notre troisième strate est presque entièrement constituée des paroisses de colonisation qui ont été fondées depuis moins de 50 ans. La plupart ont connu leur essor pendant la crise de 1930. Depuis la guerre, et surtout depuis 1955, leur population a décru considérablement. Sauf quelques très rares exceptions, on ne peut vraiment parler d'agriculture dans ces paroisses. Les deux principales sources de revenu sont la forêt (chantiers et bois coupé sur le lot) et le gouvernement (allocations familiales, pensions, octrois de colonisation).

Nous trouvons dans cette strate une population défavorisée dont nous connaissons encore très peu le système de valeurs et même les comportements. D'un côté, on semble remarquer une certaine passivité devant l'état de misère dans lequel on se trouve ; d'un autre côté, on assiste à un exode assez rapide vers les localités urbaines, ce qui dénoterait une certaine volonté d'action vis-à-vis de cette misère. On y trouve à la fois une dépendance économique presque totale (aide gouvernementale) et un désir assez fort d'indépendance sur le plan du travail. Les modes de vie urbaine y sont affectés et désirés plus facilement que dans les paroisses où l'agriculture est moyenne, mais l'attachement au milieu rural y est plus fort. Le village semble exercer très peu d'attrait sur le bûcheron professionnel des rangs.

Comme les quartiers en transition de nos grandes villes, ces paroisses constituent pour les sociologues et les psychologues un champ d'étude inexploré.

*

Ces quelques notes sur les caractéristiques des différents milieux agricoles du Québec sont forcément très sommaires. En plus des différences selon les strates, il existe des différences entre les régions qui sont très importantes mais qui nous échappent encore. De plus, nous ne prétendons pas avoir couvert tous les aspects du milieu. Comme nous l'avons signalé au début, nous avons plutôt présenté un certain nombre *d'hypothèses* suggérées par des observations qui demeurent, sur Plusieurs points, encore superficielles.

Chapitre 3

“Les changements d'occupation dans une paroisse agricole” * **

Ce texte a été écrit par Gérald Fortin en collaboration avec Louis-Marie Tremblay.

Ont participé à l'étude, outre les auteurs de l'article, MM. Émile Gosselin, professeur au Département des Relations industrielles de l'Université Laval, et Raymond Labranche, assistant au Centre de recherches sociales

Gérald Fortin et Louis-Marie Tremblay, “Les changements d'occupations dans une paroisse agricole”. Un article publié originalement dans la revue *Recherches sociographiques*, vol. 1, no 4, octobre-décembre 1960, pp. 467-495.

[Retour à la table des matières](#)

Des études sur la mobilité des travailleurs en forêt ont montré que les changements rapides qui se produisent dans les communautés rurales de même que les caractéristiques socio-économiques de ces communautés sont des facteurs importants pour expliquer le comportement et les attitudes des bûcherons¹. C'est ainsi en vue de vérifier les hypothèses suggérées par l'étude sur les travailleurs en forêt que nous avons entrepris la monographie dont nous présentons ici une première tranche.

* Étude réalisée grâce à la subvention pour fins de recherche accordée par la *Carnegie Corporation*, de New York, au Centre de recherches sociales de la Faculté des Sciences sociales, Université Laval. Ont participé à l'étude, outre les auteurs de l'article, Émile Gosselin, professeur au Département des Relations industrielles de l'Université Laval, et Raymond Labranche, assistant au Centre de recherches sociales.

** Ce texte a été écrit en collaboration avec Louis-Marie Tremblay.

¹ Gérald FORTIN et Émile GOSSELIN, « La professionnalisation du travail en forêt », *Recherches sociographiques*, vol. 1, no 1, janvier-mars 1960, pp. 33-60.

En raison même de la nature des questions que nous nous posions au départ, la démarche que nous avons suivie au cours de notre enquête est toute différente du schéma traditionnel de la monographie communautaire. Notre recherche était centrée sur le phénomène de la mobilité professionnelle et, plus particulièrement, sur la mesure du phénomène. Les autres aspects de la vie communautaire n'ont été analysés que dans la mesure où ils pouvaient être considérés comme des antécédents ou des conséquents de la mobilité professionnelle. Les principaux thèmes de nos analyses sont donc les suivants : 1) les changements qui se sont produits depuis vingt ans dans la structure des occupations de la communauté ; 2) comment ces changements de structure se sont manifestés sur le plan de la mobilité à l'intérieur des diverses générations ou d'une génération à l'autre ; 3) l'attitude de la population à l'égard de ces changements structurels ; 4) les facteurs socio-économiques susceptibles de rendre compte de ces changements ; 5) les conséquences de ces changements sur la vie familiale et communautaire. Dans le présent article, nous n'aborderons que les deux premiers points, c'est-à-dire les changements dans la structure des occupations et les caractéristiques du processus de mobilité professionnelle.

La municipalité qui a été choisie pour l'étude, et que nous appellerons Sainte-Julienne, semble représentative des municipalités où l'agriculture est « moyenne » ¹. Avant de choisir définitivement cette municipalité, nous avons visité rapidement vingt-sept localités situées dans les comtés de Charlevoix, Montmorency, Beauce, Dorchester et Bellechasse ; toutes ces localités appartenaient à la même catégorie de municipalités, du point de vue de l'état de l'agriculture. Dans la mesure où un contact superficiel peut permettre d'en juger, la situation de Sainte-Julienne est assez semblable à celle de ces communautés. Par ailleurs, les caractéristiques de Sainte-Julienne correspondent à celles de quarante-deux paroisses que des bûcherons nous ont décrites lors d'entrevues effectuées à l'occasion de l'étude sur les travailleurs en forêt ².

D'autres confirmations du caractère représentatif de Sainte-Julienne nous viennent 1) de surveys rapides effectuées dans des municipalités agricoles comparables à d'autres régions (spécialement dans la région du Bas Saint-Laurent ; 2) de discussions tenues lors de trois sessions d'étude auxquelles participaient des agronomes de comté venant de tous les coins de la province.

Les données furent recueillies durant l'été 1957. Au cours des deux premières semaines de notre séjour à Sainte-Julienne, des leaders et des informateurs-clés furent interviewés ; ces interviews devaient permettre aux chercheurs d'obtenir une première image des changements majeurs qui s'étaient produits depuis vingt ans, de même qu'une première définition des principaux facteurs susceptibles d'expliquer ces changements. À partir de ces observations, un questionnaire fut construit et administré à toutes les familles de la municipalité (village et rangs). À l'aide de ce questionnaire, nous avons cherché à recueillir des données sur : 1) l'histoire « professionnelle » du chef de famille, de son Père, de ses frères et de ses fils ; 2) la migration géographique ; 3) les caractéristiques de la famille (âge, nombre d'enfants, degré d'instruction, statut économique, valeur de la ferme, etc. ; 4) l'attitude du chef de famille vis-à-vis les modes de mobilité professionnelle les plus fréquents dans la communauté. À la fin de l'été, les meilleurs informateurs furent à nouveau consultés et, au cours d'entrevues

¹ Gérald FORTIN, « Une classification socio-économique des municipalités agricoles du Québec », *Recherches sociographiques*, vol. 1, no 2, avril-juin, 1960, pp. 207-216.

² Gérald FORTIN et Émile GOSSELIN, *art. cité*.

libres, furent amenés à compléter les informations déjà recueillies. En outre, les chercheurs ont pu pendant trois mois observer la vie communautaire, parfois même comme observateurs-participants.

A) Caractères généraux de l'agriculture

[Retour à la table des matières](#)

Sainte-Julienne est considérée par ses leaders comme une paroisse agricole. Cependant, ils ajoutent très vite que jamais dans toute l'histoire de la paroisse l'agriculture n'a pu faire vivre la population, même la population proprement agricole. Traditionnellement, les cultivateurs ont dû chercher en forêt des revenus supplémentaires. C'est surtout par son travail comme -bûcheron ou comme charroyeur dans les chantiers que le cultivateur a complété son revenu, le bois coupé sur son lot ne lui apportant pas un revenu suffisant, sauf durant les années 1920. D'ailleurs, le prix élevé offert pour le bois de pâte durant les années 1920 a amené la plupart des cultivateurs à « bûcher à blanc » toutes leurs réserves sylvicoles.

L'état de l'agriculture à Sainte-Julienne s'explique en grande partie par la situation géographique de cette localité ; celle-ci est située dans les contreforts des Appalaches et le sol y est mince, pierreux, fortement incliné. L'été y est bref, les gelées hâtives. De plus, les marchés sont assez éloignés. À ces facteurs physiques, il faut ajouter l'utilisation de techniques culturales non adaptées à ce milieu et qui ont été apportées par les premiers colons venant des plaines fertiles du nord du comté de Dorchester.

Malgré l'échec agricole des Pères Trappistes qui ont ouvert la paroisse vers 1870, les colons du nord du comté de Dorchester ont continué à affluer à Sainte-Julienne jusqu'en 1920. Depuis cette date, la population de Sainte-Julienne est demeurée stable. C'est dire que, depuis 1920, la paroisse perd chaque année 40 personnes (accroissement naturel moyen). Ces émigrants sont surtout des personnes d'âge actif (de 16 à 35 ans). Nous étudierons plus loin l'effet de cette migration sur la structure des occupations.

Sainte-Julienne compte actuellement 360 familles. De ce nombre, 163 habitent dans les rangs et possèdent une terre ; la majorité des familles vivent donc au village. Ce n'est que depuis dix ans à peine que la population du village dépasse en nombre la population des rangs. Les familles vivant dans les rangs tendent à se concentrer en des points où les communications sont faciles, par exemple, le long de la route nationale et autour des « frontaux ». Les extrémités des rangs se vident, comme l'illustre bien la carte 1. Ainsi, le village est non seulement le cœur de la paroisse, mais il tend à absorber toute la population.

L'état de l'agriculture à Sainte-Julienne peut être caractérisé par les faits suivants. Parmi les 163 familles résidant sur des fermes, 23 soit 14% vivent uniquement du revenu de leur exploitation agricole. Dix de ces 23 familles ont un niveau de vie assez satisfaisant. Les 13 autres vivent dans la pauvreté sinon dans la misère. Quarante-et-un des 163 « cultivateurs » (25%) tirent leur revenu principal de la terre mais doivent aller chercher ailleurs un complément de revenu pouvant former jusqu'à 50% du

revenu total. Pour 65 familles (40%), l'agriculture est une occupation secondaire. Dans ces cas, le travail agricole est exécuté surtout par la femme et les enfants, le mari ne participant qu'aux gros travaux (labours, récolte du foin). Enfin, 34 familles (21%) résident encore sur des fermes mais ne font aucune culture. Ainsi, pour 61% de ces « cultivateurs », l'agriculture n'est plus une occupation principale.

CARTE 1. Carte de localisation des fermes dans la municipalité de Sainte-Julienne. (Chaque point représente trois fermes).

Ajoutons deux autres indices significatifs. Premièrement : le nombre moyen de vaches par ferme est de 7.3. Cette moyenne est d'ailleurs biaisée à la hausse par la présence de quatre troupeaux de 25 bêtes et plus. Deuxièmement : 72% des cultivateurs ont plus de 40 ans. L'âge moyen des chefs de famille est de 50 ans. Une quinzaine de ces chefs de famille ont plus de 70 ans. Aucun de leurs enfants n'a voulu les remplacer et ils n'ont pas trouvé à vendre leur terre ; ils sont donc condamnés à finir leurs jours « loin de l'église » et à ne jamais devenir « rentiers ».

B) Une échelle des occupations

[Retour à la table des matières](#)

Dans toute étude portant sur la structure des occupations ou sur la mobilité professionnelle dans une collectivité donnée, la première étape de l'analyse est celle du choix de la classification à utiliser. Deux critères différents ont surtout été retenus, dans ces études, pour les fins de classification des occupations ou professions : le genre de travail (ou l'industrie) et le prestige attaché aux diverses occupations. Ainsi, Colin Clark répartit les occupations en trois catégories à partir d'une considération de la nature de l'industrie où s'exercent ces occupations : il distingue des occupations « primaires », des occupations « secondaires » et des occupations « tertiaires ». Sa classification peut être subdivisée en un nombre variable de sous-catégories telles que : agriculture, mines, abattage du bois, manufactures, construction, transports, commerce, services publics, services personnels, etc. Le critère principal, dans de telles classifications, est la nature du produit ou du service résultant de l'exercice de chaque occupation. Dans le cas des échelles construites sur la base du prestige attaché aux diverses occupations, le critère fondamental de la classification est l'évaluation faite par le groupe social des différentes occupations. Pour rendre compte de cette évaluation sociale, difficile à mesurer directement, on se sert ordinairement, comme critères secondaires, du degré d'apprentissage que suppose l'accès aux diverses occupations, de même que de la distinction entre travail manuel et travail intellectuel (Edwards, Warner, par exemple). On obtient alors une classification comme celle-ci : professionnels, administrateurs et propriétaires, collets blancs, ouvriers spécialisés, manœuvres. Il est à remarquer qu'une telle classification est mieux adaptée au milieu urbain qu'au milieu rural. En effet, les critères secondaires de classification ne permettent pas de déterminer la place exacte du cultivateur dans l'échelle. Logiquement, les cultivateurs devraient être classifiés comme des propriétaires, mais on se trouverait ainsi à les situer à un niveau de prestige plus élevé que celui où ils se situent vraiment. On résoud ordinairement le problème en établissant, pour les cultivateurs, une catégorie à part, indépendante de l'échelle proprement dite. Dans une étude portant sur un milieu rural, cette solution ne peut être retenue.

Les deux principes de classification (industrie, prestige) sont théoriquement considérés comme exclusifs l'un de l'autre. Cependant, dans la réalité, les industries elles-mêmes peuvent faire l'objet d'une évaluation sociale différentielle. Ainsi, dans une société industrielle, l'industrie manufacturière sera valorisée par rapport à l'agriculture. Cela sera d'autant plus vrai que dans un groupe donné le niveau professionnel

sera plus homogène, comme c'est le cas dans le milieu rural actuellement. La majorité des travailleurs étant des ouvriers semi-spécialisés ou des manœuvres, l'échelle de stratification sociale rendra compte moins du niveau professionnel que de la répartition des individus selon l'industrie à laquelle ils se rattachent. Ainsi, le travailleur employé dans le secteur des transports ou dans celui de la construction jouira de plus de prestige que le travailleur en forêt. Par contre, dans le milieu rural, un autre critère de prestige sera le lieu où l'occupation est exercée : un journalier travaillant à la ville aura plus de prestige qu'un journalier rural ; de même, un journalier travaillant dans une usine sera mieux considéré qu'un journalier urbain ne travaillant pas en usine.

Au lieu de ces classifications traditionnelles, valables surtout pour l'étude de populations considérables, nous nous sommes servis d'une classification basée sur la stratification sociale telle qu'on pouvait l'observer dans la communauté étudiée. C'est donc une échelle de prestige, mais une échelle qui tient compte à la fois du niveau professionnel, de l'industrie et du lieu où s'exerce l'occupation.

Cette classification, qui a été établie à partir d'entrevues, comprend les catégories suivantes (en ordre ascendant de prestige)

- 1) cultivateur (agriculture de subsistance)
- 2) journalier rural
- 3) bûcheron et travailleur en forêt
- 4) journalier dans les grandes constructions (barrages)
- 5) journalier urbain
- 6) cultivateur (agriculture commerciale)
- 7) journalier industriel
- 8) ouvrier semi-spécialisé dans le secteur du transport (rural)
- 9) métier rural (contremaître dans la forêt)
- 10) rentier
- 11) entrepreneur dans le secteur du transport (rural)
- 12) ouvrier semi-spécialisé dans le secteur du transport (urbain)
- 13) collet blanc dans le secteur de la vente et des services (rural)
- 14) métier urbain
- 15) collet blanc dans le secteur de la vente et des services (urbain)
- 16) propriétaire dans le secteur du commerce et de la finance (rural)
- 17) propriétaire dans le secteur du commerce et de la finance (urbain)
- 18) professionnel.

Cette classification ne prétend pas rendre compte de la stratification sociale de tous les milieux ruraux. Elle n'est valable pour l'instant (tant qu'elle ne sera pas vérifiée ailleurs) que pour l'analyse de notre cas.

Comme le nombre de catégories est assez grand, il nous a fallu opérer des réductions numériques et regrouper certaines catégories. Pour les fins de la présente étude, nous avons ramené la classification aux quatre catégories suivantes : occupations agricoles, occupations forestières, autres occupations rurales, occupations urbaines. Cette réduction drastique est surtout rendue possible 1) par l'absence dans la population de cultivateurs pratiquant une agriculture commerciale, 2) par le petit nombre de journaliers ruraux, 3) par la concentration des salariés urbains dans des occupations de journaliers.

C) La population étudiée

[Retour à la table des matières](#)

Grâce au questionnaire, nous avons pu recueillir l'histoire professionnelle de tous les hommes actuellement vivants qui résident ou qui ont déjà résidé à Sainte-Julienne. Nous avons aussi des renseignements au sujet de la majorité des hommes qui demeuraient à Sainte-Julienne en 1936 ou en 1946 mais qui sont décédés depuis. Cependant, nous n'avons pu obtenir de données au sujet des travailleurs qui ont laissé définitivement la communauté et qui n'y ont plus aucun proche parent ; ces individus sont toutefois assez peu nombreux.

Notre univers est donc composé de toute la main-d'œuvre ayant déjà résidé à Sainte-Julienne et ayant encore des Proches Parents dans la communauté. Cette population est composée de 964 individus. Dans les tableaux qui seront présentés plus bas, le total des cas n'atteindra jamais ce nombre. La différence entre le nombre total des sujets et le nombre total de cas analysés tient tout simplement au fait qu'il nous a fallu tenir compte des décès survenus entre 1936 et 1946 et entre 1946 et 1956, de même que de l'addition, aux diverses dates, de nouveaux sujets venant d'atteindre l'âge de travailler.

D) Évolution de la structure des occupations

[Retour à la table des matières](#)

Nos données nous permettent de comparer la structure des occupations de 1936 à celle de 1946 et à celle de 1956 (tableau 1). Cette comparaison nous donne une image de l'évolution des milieux ruraux et une première idée de la mobilité qu'on y trouve.

Une observation se dégage immédiatement de la lecture des données du tableau 1 : à mesure que diminue le pourcentage des travailleurs agricoles, le pourcentage des travailleurs urbains augmente. Au long de la période, l'importance relative des catégories « occupations forestières » et « autres occupations rurales » demeure à peu près constante. Il semble donc qu'on assiste à un abandon de l'agriculture au profit du travail en milieu urbain. On remarque cependant, de 1946 à 1956, une diminution dans le pourcentage de travailleurs en forêt. Il faut toutefois noter que si ce pourcentage décroît entre 1946 et 1956, le nombre absolu des travailleurs forestiers a continué d'augmenter durant cette période. On observe tout de même un ralentissement marqué du rythme d'augmentation de la main-d'œuvre engagée dans ce secteur d'activité. Cette observation apporte une confirmation de l'hypothèse énoncée dans l'étude que

nous rappelions plus haut sur la professionnalisation du travail en forêt. Selon cette hypothèse, la professionnalisation du travail en forêt ne serait qu'un processus éphémère, le travailleur en forêt devenu professionnel devant chercher bientôt à se diriger vers d'autres industries plus stables.

On note enfin, à l'examen du tableau 1, une augmentation de l'importance relative de la catégorie « autres occupations rurales » (surtout transports et services) entre 1946 et 1956.

Tableau 1

Répartition proportionnelle de la main-d'œuvre de Sainte-Julienne,
selon les principales catégories d'occupations, 1936, 1946 et 1956

Catégories d'occupations	1936	1946	1956
	%	%	%
Occupations agricoles	34.5	26.2	17.3
Occupations forestières	37.1	37.7	30.8
Autres occupations rurales	14.7	15.9	19.9
Occupations urbaines	13.7	20.2	32.0
TOTAL	100.0	100.0	100.0
Nombre de cas	(517)	(735)	(938)

Tableau 2

Pourcentage des cultivateurs et des travailleurs forestiers (de 20 à 49 ans)
ayant une occupation secondaire
1936, 1946 et 1956

Catégorie	1936		1946		1956	
	%	(Nombre)	%	(Nombre)	%	(Nombre)
Cultivateurs travaillant aussi en forêt	55.0	(149)	50.8	(122)	52.4	(82)
Travailleurs forestiers s'adonnant aussi à l'agriculture	41.4	(140)	33.7	(190)	24.8	(22)

Pour mieux saisir la situation de l'agriculture et le degré de professionnalisation du travail en forêt, on peut analyser les occupations secondaires des cultivateurs et des bûcherons. Dans le tableau 2, on trouve la proportion des cultivateurs et des travailleurs forestiers qui ont des occupations secondaires. Pour les cultivateurs, l'occupation secondaire analysée est le travail forestier ; pour les travailleurs forestiers, l'occupation secondaire est l'agriculture. Comme le nombre de cultivateurs qui ont comme occupation secondaire une occupation autre que le travail forestier est très petit, on peut le négliger dans la présente démarche.

Comme les données du tableau 1, celles du tableau 2 indiquent une diminution graduelle du nombre des cultivateurs. Cependant, il n'y a pas de variations appréciables quant au pourcentage des cultivateurs qui doivent aller chercher en forêt un revenu supplémentaire. Ainsi, de 1936 à 1956, le nombre de cultivateurs a diminué, mais la situation, ou la prospérité, des cultivateurs ne s'est pas améliorée. Pour le cultivateur de Sainte-Julienne, un revenu supplémentaire est aussi nécessaire en 1956 qu'en 1936.

Par ailleurs, le pourcentage des travailleurs en forêt qui tirent de la terre un revenu d'appoint a diminué sensiblement. Cette baisse est un indice de la professionnalisation du travail en forêt. De plus en plus, les travailleurs forestiers comptent exclusivement sur la forêt comme source de revenu et ne « s'embarrassent plus de la terre », comme nous le faisait remarquer un de nos informateurs.

E) Répartition selon l'âge

[Retour à la table des matières](#)

La mobilité professionnelle est un phénomène relié de très près à l'âge de la main-d'œuvre. Pour analyser l'influence de l'âge sur les changements dans la structure des occupations, nous avons préparé les tableaux 3 et 4.

Si, en se reportant au tableau 3, on considère chaque époque séparément, on voit que l'agriculture est une activité exercée surtout par la population la plus âgée. À chaque époque, plus l'âge augmente, plus le pourcentage de cultivateurs est élevé. On observe la relation inverse dans le cas du travail en forêt. On pourrait ainsi soumettre, comme hypothèse à vérifier plus loin, que le cultivateur de Sainte-Julienne commence sa carrière comme travailleur en forêt. Par ailleurs, on constate qu'en 1936 et en 1946, c'est dans le groupe d'âge de 30 à 39 ans qu'on trouve le plus fort pourcentage de travailleurs urbains. En 1956, toutefois, c'est dans le groupe de 20 à 29 ans que ce pourcentage est le plus fort. On aurait ainsi tendance à émigrer plus tôt vers la ville.

Cette tendance apparaît plus clairement si on analyse les données du même tableau en suivant l'évolution des pourcentages relatifs à un groupe d'âge donné d'une date à l'autre. On constate alors les faits suivants :

1) L'agriculture a été abandonnée à peu près également par tous les groupes d'âge. Cet abandon a peut-être même été plus prononcé chez les travailleurs âgés de plus de 40 ans.

2) De 1946 à 1956, les jeunes (20-29 ans) ont été les seuls à abandonner la forêt. Dans les autres groupes, le pourcentage des travailleurs forestiers est demeuré stable ou a augmenté. Ces faits laissent présager une diminution future considérable du nombre des travailleurs en forêt (à mesure que les plus vieux deviendront inactifs).

3) L'importance relative de la catégorie « autres occupations rurales » est demeurée stable pour tous les groupes d'âge.

4) L'émigration vers le milieu urbain est caractéristique de tous les groupes d'âge. Cette émigration est à son maximum chez les jeunes (20-29 ans) qui abandonnent à la fois l'agriculture et la forêt. Elle est à son minimum chez les travailleurs âgés de 30 à 39 ans qui abandonnent l'agriculture mais qui continuent à travailler en forêt. Il est à remarquer aussi que les travailleurs de plus de 40 ans, qui sont ordinairement moins mobiles, se dirigent eux aussi de plus en plus vers la ville.

A l'examen du tableau 4, on remarque, dans tous les groupes d'âge, que les travailleurs forestiers professionnels deviennent de plus en plus nombreux. Le pourcentage de travailleurs en forêt cherchant un revenu supplémentaire dans l'agriculture a diminué dans tous les groupes d'âge. Dans l'agriculture, on constate une tendance contraire chez les travailleurs âgés de 30 à 39 ans et de 40 à 49 ans. Les premiers comptent moins sur la forêt (indice peut-être d'un effort visant, chez eux, à transformer leurs fermes en des fermes « commerciales »), tandis que les seconds recourent de plus en plus au travail forestier comme source de revenus supplémentaires (indice peut-être d'un échec après un essai de transformation de la ferme).

Tableau 3

Répartition proportionnelle de la main-d'œuvre par groupes d'âge,
selon les principales catégories d'occupations, 1936, 1946 et 1956

Occupations	1936				1946				1956			
	20-29	30-39	40-49	50	20-29	30-39	40-49	50	20-29	30-39	40-49	50
	ans	ans	ans	ans et +	ans	ans	ans	ans et +	ans	ans	ans	ans et +
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Agricoles	26	30	51	51	17	26	30	40	9	12	18	27
Forestières	48	33	19	19	47	28	27	22	36	35	24	24
Autres rurales	11	17	20	20	14	18	21	17	11	17	20	20
Urbaines		15	20	10	10	22	28	22	10	38	28	32
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Nombre de cas	(167)	(133)	(131)	(113)	(216)	(189)	(136)	(113)	(247)	(224)	(185)	(134)

Tableau 4

Répartition selon l'âge des cultivateurs et des travailleurs forestiers
ayant une occupation secondaire 1936, 1946 et 1956

Catégorie	1936			1946			1956		
	20-29 ans	30-39 ans	40-49 ans	20-29 ans	30-39 ans	40-49 ans	20-29 ans	30-39 ans	40-49 ans
Cultivateurs travaillant aussi en forêt	55% (33)	62% (39)	51% (68)	46% (28)	62% (48)	49% (39)	57% (21)	48% (35)	67% (42)
Travailleurs forestiers s'adonnant aussi à l'agriculture	43% (47)	57% (37)	65% (23)	27% (77)	44% (54)	44% (43)	14% (98)	19% (99)	32% (74)

F) Mobilité professionnelle par « promotion »

[Retour à la table des matières](#)

Une autre façon d'étudier l'évolution de la structure des occupations est de suivre l'évolution de la structure particulière des occupations pour une génération ou « promotion » donnée de travailleurs. Nous avons fait cette analyse par promotion dans tous les cas où la chose était possible. Nous présentons un résumé de cette analyse dans le tableau 5.

Tableau 5

Répartition proportionnelle des travailleurs de diverses promotions,
selon les principales catégories d'occupations, 1936, 1946 et 1956

Catégories d'occupations	Promotions							
	Travailleurs ayant de 20 à 29 ans en 1936			Travailleurs ayant de 30 à 39 ans en 1936			Travailleurs ayant de 20 à 29 ans en 1946	
	1936	1946	1956	1936	1946	1956	1946	1956
Occupations agricoles	26	26	18	30	30	27	17	12
Occupations forestières	48	28	24	33	27	24	47	35
Autres occupations rurales	11	18	20	17	21	20	14	17
Occupations urbaines	15	28	32	20	22	26	22	28
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100
			(185)			(134)		(224)

Si l'on suit l'évolution dans le temps des différents groupes de travailleurs, on constate que l'abandon réel de l'agriculture s'est produit surtout après 1946. Jusqu'à cette date, les cultivateurs n'abandonnent pas l'agriculture ; l'agriculture a toutefois cessé d'attirer les jeunes. On pourrait donc résumer ainsi les tendances : 1) de 1936 à 1946, moins de travailleurs sont devenus cultivateurs mais ceux qui étaient déjà cultivateurs le sont probablement restés ; 2) de 1946 à 1956 il y a eu diminution dans le nombre de nouveaux cultivateurs et en même temps abandon de l'agriculture par certains de ceux qui étaient déjà cultivateurs.

On constate, par ailleurs, que c'est surtout entre 20 et 29 ans et 30 et 39 ans que la migration vers la ville se produit. Il y a encore migration après l'âge de 40 ans, mais à un rythme beaucoup moins prononcé. De même l'abandon de la forêt se fait surtout entre 20-29 ans et 30-39 ans. Le travailleur forestier a tendance à être plus stable après l'âge de 40 ans.

On pourrait résumer ainsi l'évolution de la structure des occupations à Sainte-Julienne :

- 1) abandon de l'agriculture par les cultivateurs de tous les groupes d'âge, spécialement durant la période 1946-1956 ;
- 2) mouvement vers le travail en forêt observable dans tous les groupes d'âge, sauf dans le groupe de 20 à 29 ans où il y a abandon du travail en forêt ;
- 3) mouvement vers les occupations urbaines observable dans tous les groupes d'âge spécialement dans le groupe de 20 à 29 ans ;
- 4) stabilité relative des autres occupations rurales.

G) Mobilité professionnelle à l'intérieur des générations

[Retour à la table des matières](#)

Les changements observés au niveau de la structure impliquent que des travailleurs ont changé d'occupation au cours de leur vie active. Ils supposent aussi que la carrière des travailleurs appartenant à des groupes d'âge différents a été différente. Par carrière, nous entendons ici, la relation existant entre les différentes occupations d'un même individu, c'est-à-dire, la relation qui existe entre la première occupation d'un individu et les différentes occupations qu'il a exercées durant sa vie active.

Théoriquement, l'étude comparative des carrières exige une comparaison entre des groupes de travailleurs qui ont tous terminé leur carrière. Une telle analyse est impossible ici, du fait que la population étudiée comprend des travailleurs de tous les âges, certains ayant terminé leur carrière, d'autres n'étant qu'à leurs débuts. Nous pourrions donc décrire la relation existant entre la première occupation et l'occupation

actuelle ; mais cette description sera distincte pour chaque groupe d'âge. Il ne sera cependant pas possible de comparer entre elles les diverses descriptions. Par exemple, si l'on trouve que les travailleurs âgés de 50 ans qui ont commencé leur vie active comme agriculteurs sont actuellement encore cultivateurs alors que les travailleurs âgés de 30 ans qui ont commencé comme cultivateurs ne sont plus actuellement cultivateurs, il ne faut pas conclure que les deux groupes ont des carrières différentes. Il est possible que, dans vingt ans, les travailleurs âgés actuellement de 30 ans soient devenus des cultivateurs. Dans certains cas, c'est-à-dire quand les processus observés sont irréversibles, nous pouvons conclure indirectement à des changements dans la carrière (par exemple, quand il y a migration vers la ville). De même, l'analyse des changements dans la structure des occupations peut permettre de prédire que certains types de mobilité sont moins probables que d'autres.

Un premier aspect à considérer dans l'étude des carrières est la nature de la première occupation choisie par les différents groupes de travailleurs. Le tableau 6 nous permet d'analyser les variations qu'on remarque lorsqu'on considère des travailleurs d'âges différents.

Tableau 6

Première occupation principale des travailleurs selon l'âge actuel

Catégories d'occupations	20-29 ans	30-39 ans	40-49 ans	50-59 ans	60-69 ans
Occupations agricoles	13.6	19.5	17.5	26.5	26.7
occupations forestières	54.4	46.5	55.1	36.4	28.3
Autres occupations rurales	20.4	20.0	12.9	21.2	30.0
Occupations urbaines	11.6	14.0	14.5	15.9	15.0
TOTAL	100	100	100	100	100
Nombre de cas	(206)	(215)	(194)	(132)	(60)

C'est surtout l'importance relative de l'agriculture et de la forêt comme première occupation qui a changé durant les cinquante années étudiées. Il y en a, en effet, une diminution graduelle en ce qui concerne le choix de l'agriculture comme première occupation. Cette diminution est accompagnée d'une augmentation du nombre des travailleurs commençant leur carrière dans l'industrie forestière. Cette évolution est conforme aux tendances observées à propos de la structure des occupations.

Si l'on excepte le cas des travailleurs âgés de 40 à 49 ans, l'importance de la catégorie «autres occupations rurales » est constante d'un groupe à l'autre. Le cas des travailleurs de 40 à 49 ans s'explique par le fait que ces travailleurs ont commencé leur carrière entre 1920 et 1930. Durant cette période, en raison du niveau élevé des prix, la plupart des cultivateurs de Sainte-Julienne ont coupé tout le bois dont ils disposaient sur leurs terres. Il y avait alors des possibilités très grandes d'emploi pour les jeunes dans les chantiers locaux. D'où l'importance très grande des occupations forestières comme occupation première chez les sujets de ce groupe d'âge.

On aura remarqué, et c'est là un fait important, que le pourcentage des travailleurs ayant entrepris leur carrière en milieu urbain n'a que peu varié au cours de la période

considérée. Ainsi la présence d'un grand nombre de jeunes dans le milieu urbain (phénomène mis en relief par l'analyse structurelle) ne tient pas au fait que les jeunes ont tendance à commencer leur carrière en ville. Ce n'est qu'après une expérience décevante en milieu rural, surtout dans le travail forestier, que se produira la migration vers les centres urbains.

Il nous faut maintenant examiner la relation qui existe entre l'occupation exercée au début de la carrière et l'occupation qu'on pratiquera au moment de l'étude. Cette relation est analysée à l'aide du tableau 7, où, pour simplifier l'analyse, nous n'utilisons que deux groupes d'âge.

Un premier fait mis en évidence par le tableau 7 est que le degré de mobilité varie selon la première occupation choisie. Les travailleurs les plus stables sont ceux qui commencent à travailler en ville ou qui exercent d'abord des occupations rurales non forestières ni agricoles. Les travailleurs les plus instables sont les travailleurs forestiers. Chez les cultivateurs, aussi, la mobilité professionnelle est grande.

Parmi les travailleurs ayant débuté dans l'agriculture, 61% sont encore engagés dans cette occupation, 23% sont passés à d'autres occupations rurales, 70% se retrouvent en forêt, 9% sont en ville. La migration hors du milieu rural est très faible. C'est d'ailleurs dans ce groupe que la migration vers la ville est la plus faible. Il n'y a pas de différence significative entre les deux groupes d'âge quant à cette faible migration. On trouve toutefois une différence fortement significative quant à la stabilité dans l'agriculture. Cette stabilité est beaucoup moins marquée chez les jeunes que chez les vieux. Les jeunes, en effet, se dirigent proportionnellement plus que les vieux vers les autres occupations rurales et vers la forêt. Cette différence entre les deux groupes d'âge ne peut pas être considérée comme un résultat définitif, vu que la carrière des plus jeunes n'est pas encore terminée. Cependant le fait, illustré par les données du tableau 7, que les cultivateurs s'orientent surtout vers les autres occupations rurales et que les travailleurs de ces autres occupations s'orientent très peu vers l'agriculture laisse prévoir qu'une fois leur carrière terminée, les jeunes cultivateurs auront été moins fidèles à l'agriculture que leurs aînés.

Parmi ceux qui ont choisi la forêt comme premier lieu de travail, 42% sont encore en forêt, 24% ont émigré en ville, 20% se sont orientés vers des occupations rurales, 14% sont devenus cultivateurs. On observe, ici, des différences très grandes entre les groupes d'âge. Tout d'abord, la persévérance en forêt est surtout caractéristique des plus jeunes. Le fait que leur carrière n'est pas terminée peut sans doute expliquer cette différence. C'est par rapport à la migration qu'on trouve la différence la plus significative. Parmi ceux qui abandonnent le travail forestier, les plus âgés s'orientent vers une occupation rurale (agricole ou autre), alors que les plus jeunes se dirigent vers la ville pour y chercher du travail. À cause de l'irréversibilité du mouvement vers la ville (voir plus loin), la forêt semble donc être pour les plus jeunes le milieu de travail qui prédispose le plus à la migration vers la ville.

Dans le groupe des individus qui ont commencé leur carrière dans les autres occupations rurales, 73% ont encore la même occupation, 14% ont émigré en ville, 7% se sont tournés vers l'agriculture, 6% vers la forêt. On ne trouve aucune différence associée à l'âge quant à la stabilité dans ces occupations ni quant au peu d'attrait pour le travail en forêt. On note toutefois que, parmi ceux qui laissent ces occupations, les plus vieux deviennent cultivateurs, alors que les plus jeunes deviennent des

journaliers urbains. Les « autres occupations rurales » sont donc elles aussi une voie importante pour l'émigration des jeunes.

Tableau 7

Mobilité professionnelle à l'intérieur des générations

occupation actuelle	Première occupation					
	Occupation agricole			Occupation forestière		
	20-39 ans	40 ans et plus	Total	20-39 ans	40 ans et plus	Total
Occupation agricole	32 <	84 >	116	9 <	42 >	51
Occupation forestière	9 >	5 <	14	102 >	65 <	167
Autre occupation rurale	20 >	23 <	43	33 <	49 >	82
Occupation urbaine	9 =	8 =	17	63 >	28 <	96
TOTAL	70	120	190	212	184	396

occupation actuelle	Première occupation					
	Autre occupation rurale			Occupation urbaine		
	20-39 ans	40 ans et plus	Total	20-39 ans	40 ans et plus	Total
Occupation agricole	2 <	10 >	12	1 =	- =	1
Occupation forestière	5 =	4 =	9	2 =	1 =	3
Autre occupation rurale	59 =	64 =	123	6 =	8 =	14
Occupation urbaine	19 >	6 <	25	23 =	23 =	46
TOTAL	85	84	169	32	32	64

On observe une grande stabilité chez les sujets qui ont exercé une occupation urbaine dès le début de leur carrière. 720/0 des travailleurs demeurent en ville, 22% reviennent dans le milieu rural mais dans des occupations autres que l'agriculture et la forêt, alors que 6% retournent à la forêt ou à l'agriculture. Les plus jeunes et les plus vieux ont exactement le même comportement. Même si un quart des travailleurs qui commencent leur carrière en ville retournent dans le milieu rural, ce retour se fait vers les villages et non vers les rangs et vers des occupations semblables aux occupations urbaines.

Jusqu'ici, nous n'avons considéré que la première et la dernière (actuelle) occupation des travailleurs. Toutefois, le travailleur ne passe pas nécessairement de sa première occupation à son occupation actuelle. Le plus souvent sa carrière comprend toute une série d'occupations intermédiaires. Après avoir reconstitué la carrière totale de chaque travailleur, nous avons cherché à déterminer certaines carrières typiques, certains cheminements dont la fréquence serait plus grande. Cette recherche s'est toutefois avérée infructueuse. De tels cheminements typiques ne semblent pas exister, mis à part ceux que nous avons décrits en cherchant les relations entre la première et la dernière occupation. Par exemple, il y a presque autant de manières qu'il y a

d'individus de rester fidèle à l'agriculture. L'analyse des carrières permet cependant de mettre en évidence les faits suivants :

- 1) Pour le travailleur qui débute dans l'agriculture, il y a un va-et-vient constant entre l'agriculture, le travail forestier et l'occupation de journalier rural. La situation ne se stabilise que lorsque, vers l'âge de 45 ans, l'on devient, pour le demeurer, cultivateur ou journalier rural. Le fait que l'on devienne à 45 ans cultivateur ou journalier n'est pas en corrélation avec la mobilité « totale » de l'individu. Si l'on pouvait observer une telle corrélation, on pourrait prédire la dernière occupation à partir d'une connaissance des étapes antérieures de la carrière. En fait, une prédiction aléatoire (basée uniquement sur l'application des lois du hasard) est aussi juste qu'une prédiction fondée sur l'histoire professionnelle de l'individu. Le passage d'une occupation à l'autre semble donc être lié à des situations individuelles (ou familiales) plutôt qu'à des situations sociales de caractère permanent.
- 2) La carrière du bûcheron est aussi imprévisible que celle du cultivateur. Il y a toutefois stabilisation dans des occupations urbaines dès la première expérience en ville. Le bûcheron qui a émigré en ville a très peu de chances de revenir au milieu rural. Cependant, l'analyse des changements d'occupations ne permet pas de prédire quel bûcheron va émigrer ni à quel moment il va le faire.
- 3) Le travailleur urbain, même s'il ne revient pas au milieu rural, est très mobile à l'intérieur des occupations urbaines. Cette mobilité est surtout une mobilité « horizontale ». L'émigré rural entre sur le marché du travail urbain au niveau du manoeuvre ou du conducteur de machines et demeure à ce niveau toute sa vie. Par ailleurs, en continuant à faire le même genre de travail, il change très souvent d'employeur.
- 4) L'homme de métier et le commerçant sont, dans le milieu rural, les travailleurs les plus stables. Le plus souvent on n'observe dans ces groupes aucun changement d'occupation.
- 5) Plus le travailleur est jeune, plus le passage vers la ville se fait rapidement et cela quelle que soit la première occupation - sauf s'il s'agit de l'agriculture. Le passage est le plus rapide si la première occupation est le travail forestier.

H) Mobilité professionnelle d'une génération à l'autre

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse de la mobilité à l'intérieur des générations montre l'importance de la première occupation pour la carrière du travailleur rural. Par ailleurs, les études traditionnelles de mobilité professionnelle ont établi une relation entre la première occupation d'un travailleur et l'occupation de son père. La probabilité est très grande qu'un travailleur commence sa carrière au niveau où se trouve son père à ce moment.

Ce phénomène constant est l'un des aspects que nous chercherons à analyser au sujet de la mobilité professionnelle d'une génération à l'autre. Ce problème comporte d'autres dimensions importantes ; parmi les questions qui se posent à ce propos, on peut mentionner les suivantes : 1) Le père et le fils commencent-ils leur carrière au même niveau ? 2) La première occupation du fils est-elle influencée par l'occupation du père à ce moment (ou même par la carrière du père) ? 3) Le père et le fils finissent-ils leur carrière au même niveau ? 4) L'occupation du père à un âge donné a-t-elle une influence sur la carrière du fils ?

Un grand nombre d'études cherchent surtout à répondre à la première de ces questions en comparant l'occupation du père au moment de la naissance de son fils avec l'occupation du fils au moment du mariage de ce dernier. Il ne s'agit pas, à proprement parler, des premières occupations ni du père ni du fils, mais en règle générale, il s'agit d'occupations qui se placent au début de l'une et l'autre carrières. On ne peut cependant pas choisir l'occupation du père au moment de la naissance de son fils pour déterminer l'influence de la position sociale du père sur le choix par son fils de sa première occupation. À moins de postuler un immobilisme complet dans la carrière du père, ce dernier occupera au moment du choix du fils une occupation différente. C'est cette nouvelle occupation du père qui pourra davantage influencer l'orientation première du fils.

Cette occupation dominante du père, on peut la définir comme celle qu'il exerce vers l'âge de 40 ans. C'est lorsqu'il atteint cet âge que ses premiers fils entrent dans le monde du travail. Par ailleurs, notre étude de la mobilité à l'intérieur des générations montre que c'est entre 40 et 60 ans que la carrière est la plus stable. Ainsi l'occupation du père à 40 ans sera celle qui aura de l'influence non seulement sur le choix de ses premiers fils mais aussi sur celui de tous ses fils. Dans toutes nos analyses, nous considérerons toujours l'occupation du père alors que celui-ci avait 40 ans.

1) Changement dans la structure des occupations

[Retour à la table des matières](#)

Une première façon de saisir globalement la mobilité d'une génération à l'autre consiste à diviser la population en deux catégories, celle des pères et celle des fils. On peut alors comparer la structure des occupations propre à chacun des deux groupes. Une telle analyse ne permet pas, évidemment, de déterminer l'influence de l'occupation du père sur celle du fils ; elle permet seulement de mettre en lumière les différences entre les deux groupes. On peut aussi subdiviser le groupe des fils selon l'âge de ces derniers et le groupe des pères selon l'âge de leur fils ; on pourra ainsi comparer la structure des occupations à l'intérieur du groupe des fils âgés de 30 à 39 ans, par exemple, et la structure des occupations chez leurs pères. De même, plutôt que de retenir, dans la comparaison, la seule occupation actuelle des fils, on pourra se reporter aussi à l'occupation exercée par les sujets de cette catégorie en 1936 ou en 1946.

Si l'on mesure la différence entre ces structures à l'aide du chi carré (X^2), le résultat obtenu (plus le X^2 est élevé, plus la différence est grande) donne une première approximation de l'évolution qui s'est produite au cours d'une période de vingt ans. Le tableau 8 présente les résultats de certaines de nos comparaisons.

Tableau 8

Valeur des X^2 mesurant la différence entre la structure des occupations
chez divers groupes de fils et chez leurs pères
(au moment où ceux-ci étaient âgés de 40 ans)

Relations étudiées	Valeur des X^2 selon l'âge des sujets (fils)		
	20-29 ans	30-39 ans	40-49 ans
Occupations des fils en 1956 et occupations exercées par les pères à l'âge de 40 ans	146	121	93
Occupations des fils en 1951 et occupations exercées par les pères à l'âge de 40 ans	130	129	84
Occupations des fils en 1946 et occupations exercées par les pères à l'âge de 40 ans	71	123	153
Occupations des fils en 1946 et occupations exercées par les pères à l'âge de 40 ans	-	73	110

(Tous les X^2 sont significatifs à $P < .001$).

Il faut d'abord souligner que les différences notées dans le tableau 8 sont toutes significatives, en termes statistiques. Cela s'explique probablement par les transformations de la structure des occupations, transformations que nous avons décrites plus haut. On observe toutefois des différences entre les groupes d'âge. Ainsi, c'est chez les plus jeunes (20-29 ans) que l'écart est le plus grand entre les occupations des fils et celles des pères. Les premières occupations des fils sont assez semblables à celles des pères, puis avec le temps, les occupations des fils tendent à devenir de plus en plus différentes de celles des pères. Chez les sujets âgés de 30 à 39 ans, le processus de différenciation tend à se stabiliser : les premières occupations (il y a 20 ans) sont assez semblables aux occupations des pères, la différence s'accroît au cours des dix années suivantes (il y a 10 ans), mais reste constante par la suite. Chez les travailleurs âgés de 40 à 49 ans, l'évolution est inverse. Les occupations actuelles sont plus semblables à celles des pères que les occupations passées : les premières occupations des fils sont très différentes de celles des pères ; la différence s'accroît lorsque les occupations intermédiaires (il y a 10 ans) sont l'objet de la comparaison ; cependant, durant les dix dernières années (de 1946 à 1956), l'écart a de beaucoup diminué.

On pourrait supposer que le renversement de la tendance va aussi se produire chez les groupes plus jeunes (20-29 ans) lorsqu'ils atteindront un âge plus avancé. Cependant l'analyse structurelle présentée plus haut laisse croire que ce renversement est peu probable. En effet, le renversement supposerait un retour à la terre massif chez ces travailleurs ; ce qui va contre la tendance très forte vers l'abandon de l'agriculture.

J) Le choix de la première occupation

[Retour à la table des matières](#)

Les données du tableau 9 permettent de mesurer le degré de stabilité professionnelle d'une génération à l'autre. Une première constatation se dégage de ces données : l'occupation dominante chez les pères est l'agriculture. 65% des fils ont un père cultivateur, 9% ont un père exerçant une occupation forestière, 23%, un père exerçant une autre occupation rurale et 3%, un père engagé dans une activité urbaine. Le travail en forêt à plein temps est donc relativement rare, surtout chez les pères des travailleurs âgés de plus de 40 ans. Le travail urbain est de même presque inexistant.

Pour le groupe le plus important, celui des fils de cultivateurs, il n'y a pas continuité entre l'occupation du père et la première occupation du fils. Il est vrai que la très grande majorité des travailleurs qui commencent leur carrière dans l'agriculture sont des fils de cultivateurs. Mais ces cultivateurs fidèles à la terre représentent à peine le quart des fils de cultivateurs. Le plus grand nombre des fils de cultivateurs commencent leur carrière en forêt. D'après nos analyses de l'histoire professionnelle des travailleurs, on peut donc s'attendre à ce qu'un grand nombre de fils de cultivateurs finissent leur carrière comme travailleurs urbains. Nous pourrions vérifier cette hypothèse plus loin. Par ailleurs, on remarque, d'après les données du tableau 9, que parmi les fils de cultivateurs, ceux qui ont plus de 40 ans ont choisi une occupation urbaine plus souvent que leurs cadets (moins de 40 ans). Ce fait explique sans doute la tendance (voir tableau 8), chez les travailleurs de plus de 40 ans, à choisir comme première occupation une occupation très différente de celle du père.

Chez les fils de travailleurs forestiers, la stabilité est plus grande. C'est d'ailleurs dans ce groupe qu'elle est la plus forte. On remarque chez les plus jeunes une tendance nouvelle vers les occupations urbaines.

C'est parmi les fils de travailleurs exerçant d'autres occupations rurales que la migration vers la ville est la plus grande, aussi bien chez les jeunes que chez les aînés. La stabilité de ce groupe est assez faible. L'attrait de la forêt et de la ville fait que seulement 40% des travailleurs suivent les traces de leur père.

Ainsi même si l'occupation du père détermine l'occupation du fils (le X2 indique une probabilité $P < .001$ que le choix de la première occupation se fasse au hasard), cette influence, sauf dans le cas du fils de bûcheron, ne se manifeste pas par la continuité entre l'occupation du père et celle du fils. Ce manque de continuité, dans la population étudiée, est un phénomène qui a été rarement constaté dans les études portant sur la mobilité professionnelle. Nous devons en chercher l'explication dans les attitudes et les valeurs de la population.

K) L'occupation actuelle

[Retour à la table des matières](#)

Comme le montre le tableau 10, l'occupation du père n'a pas d'influence que sur le choix de la première occupation, mais aussi sur l'évolution de la carrière du fils.

Tableau 9

Relation entre la première occupation de deux groupes de sujets
et l'occupation principale de leur père (à 40 ans)

	occupation du père (à 40 ans)			
	Occupation agricole	Occupation forestière	Autre occupation rurale	Occupation urbaine
	%	%	%	%
Première occupation des fils âgés de 20 à 39 ans				
Occupation agricole	24	9	5	-
Occupation forestière	57	67	32	6
Autre occupation rurale	12	6	40	31
Occupation urbaine	7	18	23	63
TOTAL (N = 434)	100 (243)	100 (55)	100 (120)	100 (16)
Première occupation des fils âgés de 40 ans et plus				
Occupation agricole	29	-		10
Occupation forestière	42	84	28	10
Autre occupation rurale	14	16	37	40
Occupation urbaine	15	-	24	40
TOTAL (N = 431)	100 (320)	100 (19)	100 (82)	100 (10)

Il faut noter, pour bien interpréter les données de ce tableau, que l'occupation actuelle des jeunes travailleurs n'est pas nécessairement la dernière occupation de leur carrière. Le peu de similitude entre l'occupation du père et celle du fils n'est donc pas un phénomène définitif. En ce qui concerne le groupe âgé de plus de 40 ans, on peut considérer que l'évolution est terminée ; les différences entre les deux générations apparaissent donc plus clairement. On retrouve, dans ce tableau, toutes les tendances signalées au moment de l'analyse portant sur la structure des occupations et de l'analyse portant sur les changements d'occupations à l'intérieur des générations. Les plus jeunes se sont détournés de l'agriculture plus que les plus vieux. Ils se sont orientés surtout vers la ville. Le pourcentage de travailleurs urbains parmi les fils de cultivateurs est toutefois le même pour les deux groupes, de même que le pourcentage dans les autres occupations rurales. La grande différence entre jeunes et vieux se retrouve au sujet de leur orientation vers l'agriculture et la forêt. Les plus vieux se sont tournés vers l'agriculture, les plus jeunes vers la forêt.

Il est à remarquer aussi que pour les jeunes travailleurs, fils de bûcherons, il semble n'y avoir que deux choix principaux : la forêt et la ville. Très peu sont engagés dans l'agriculture et les autres occupations rurales. Sur ce point, les jeunes diffèrent de leurs aînés qui ont été attirés davantage par ces occupations rurales. Par ailleurs, les fils des travailleurs ruraux qui allaient vers la terre semblent plutôt se diriger maintenant vers la ville. Ainsi, de plus en plus, les cultivateurs actuels tendent à être exclusivement des fils de cultivateurs. L'agriculture a perdu tout attrait pour les autres groupes.

Tableau 10

Relation entre l'occupation actuelle de deux groupes de sujets
et l'occupation principale de leur père (à 40 ans)

	Occupation agricole	occupation du père (à 40 ans)		Occupation urbaine
	%	Occupation forestière	Autre occupation rurale	%
	%	%	%	%
Occupations actuelles des travailleurs âgés de 20 à 39 ans				
Occupations agricoles	17	2	2	6
Occupations forestières	31	47	13	-
Autres occupations rurales	28	9	37	25
Occupations urbaines	24	42	48	69
TOTAL	100 (243)	100 (55)	100 (120)	100(16)
Occupations actuelles des travailleurs âgés de 40 ans et plus				
Occupations agricoles	30	10	17	10
Occupations forestières	17	32	12	30
Autres occupations rurales	30	32	41	40
Occupations urbaines	23	26	30	20
TOTAL	100 (320)	100 (19)	100 (82)	100 (10)

L) Les carrières

[Retour à la table des matières](#)

On perçoit de façon encore plus nette l'influence de l'occupation du père si l'on met en relation à la fois l'occupation du père, la première occupation et l'occupation actuelle des travailleurs (voir tableau 11). Comme l'influence de l'âge des fils est plus grande, ici, que celle de l'occupation du père, nous allons analyser séparément les deux groupes d'âge.

Chez les plus jeunes on constate les faits suivants :

- 1) Parmi ceux qui ont commencé leur carrière dans l'agriculture, seuls les fils de cultivateurs ont persévéré dans cette occupation. D'ailleurs 75% des cultivateurs actuels sont des fils de cultivateurs qui ont débuté comme cultivateurs. Les autres sont des fils de cultivateurs ayant commencé leur carrière en forêt.
- 2) Parmi les fils de cultivateurs qui ont commencé comme travailleurs agricoles, la moitié ont abandonné cette occupation. La ville les a cependant peu attirés.
- 3) Parmi ceux qui commencent leur carrière, ce sont les travailleurs dont le père avait une autre occupation rurale qui se dirigent le plus souvent vers la ville. Les fils de cultivateurs ont tendance à demeurer travailleurs forestiers. Cependant, le fils de cultivateur qui abandonne le travail en forêt est attiré davantage par le travail à la ville que par un emploi dans une autre activité rurale. Comme nous l'avons déjà signalé, le fils du bûcheron choisit exclusivement entre la forêt et la ville lorsqu'il veut changer de milieu de travail.
- 4) C'est surtout vers la ville que se dirigent les fils des autres travailleurs ruraux dont la première occupation faisait partie de la catégorie « autres occupations rurales ». Le fils de cultivateur qui commence dans une « autre occupation rurale » tend à y demeurer.
- 5) Quelle que soit l'occupation du père, si la première occupation est une occupation urbaine, on va demeurer en ville.

Chez les plus vieux, on remarque, en général, une stabilité plus grande de la carrière, de même qu'une tendance assez peu marquée à l'émigration vers la ville :

- 1) Au moins la moitié des travailleurs urbains actuels ont commencé leur carrière en ville. Les autres sont presque tous des fils de cultivateurs qui sont allés d'abord en forêt. Le fils du travailleur rural qui a débuté en forêt va très peu vers la ville (contrairement à ce qu'on a observé à propos du groupe 20-39 ans).
- 2) Les cultivateurs actuels sont surtout des fils de cultivateurs, mais un bon nombre sont issus de familles non-agricoles. Ces derniers ont commencé leur carrière comme cultivateurs.
- 3) 65% des fils de cultivateurs qui ont débuté sur la terre sont demeurés fidèles à leur première occupation.
- 4) La stabilité la plus forte se retrouve chez ceux qui ont débuté en ville, quelle que soit l'occupation du père.

Tableau 11

Relation entre l'occupation du père (à 40 ans), la première occupation
et l'occupation actuelle des fils, selon les groupes d'âge

Premières occupations des fils selon les groupes d'âge								
I. Le père était cultivateur								
	20-39 ans				40 ans et plus			
	Agricoles	Forestières	Autres rurales	Urbaines	Agricoles	Forestières	Autres rurales	Urbaines
Occupations actuelles des fils								
Agricoles	30	9	1	-	63	28	5	
Forestières	7	64	3	2	4	49	2	1
Autres rurales	15	29	24	2	19	37	36	5
Urbaines	6	35	4	12	8	21	8	27
TOTAL	58	137	32	16	94	135	51	33
Premières occupations des fils selon les groupes d'âge								
II. Le père était travailleur forestier								
	20-39 ans				40 ans et plus			
	Agricoles	Forestières	Autres rurales	Urbaines	Agricoles	Forestières	Autres rurales	Urbaines
Occupations actuelles des fils								
Agricoles	-	1	-		1	1	-	1
Forestières	2	23	1		6	-	2	23
Autres rurales	1	2	1	1	4	2	1	2
Urbaines	2	11	1	9	5	-	2	11
TOTAL	5	37	3	10	16	3	5	37
Premières occupations des fils selon les groupes d'âge								
III. Le père avait une autre occupation rurale								
	20-39 ans				40 ans et plus			
	Agricoles	Forestières	Autres rurales	Urbaines	Agricoles	Forestières	Autres rurales	Urbaines
Occupations actuelles des fils								
Agricoles	-	-	2		5	4	4	-
Forestières	-	13	1	-	-	8	2	-
Autres rurales	3	4	28	3	4	7	22	1
Urbaines	-	21	16	22	-	2	4	14
TOTAL	3	38	47	25	9	21	32	15

Conclusions

[Retour à la table des matières](#)

Quel que soit l'angle sous lequel on étudie la mobilité de la population active encore rattachée à Sainte-Julienne, l'analyse conduit à des résultats assez semblables. Le milieu rural étudié a subi depuis 20 ans des transformations profondes, transformations dont le rythme a été très rapide de 1946 à 1956 et qui ont impliqué surtout les jeunes travailleurs. Les aspects les plus importants de ces transformations sont l'abandon de l'agriculture et la migration massive vers la ville. Un autre fait très important est l'augmentation rapide mais de courte durée du nombre des travailleurs forestiers. Cet attrait passager du travail en forêt nous permet de prévoir l'évolution future de la structure des occupations à Sainte-Julienne.

On peut ainsi prévoir que l'abandon de l'agriculture va continuer. Le nombre des cultivateurs à plein temps va diminuer et pratiquement aucun jeune ne va s'orienter vers l'agriculture. Les ex-cultivateurs ou leurs fils vont plutôt chercher à tirer leur subsistance du travail en forêt et des autres occupations rurales. Ils vont devenir ainsi des villageois et la population du village va continuer à augmenter alors que la population des rangs va diminuer. Cependant, le fils du bûcheron, du journalier ou du camionneur, même s'il commence sa carrière en forêt, va très vite émigrer à la ville. Ainsi, après une génération, la population du village va commencer à diminuer graduellement pour devenir très peu considérable. Ce processus de migration vers la ville qui se déroule au cours d'une période s'étendant sur deux générations apparaît aussi très clairement lorsqu'on met en corrélation la carrière et le milieu de résidence. Les jeunes travailleurs qui ont grandi sur la terre s'établissent presque tous au village. Très peu émigrent à la ville. Au contraire, les jeunes travailleurs qui ont été élevés au village s'orientent très vite vers la ville. Seulement une faible minorité d'entre eux s'établissent au village.

Nous aurons l'occasion, dans des articles futurs, d'analyser les facteurs qui ont contribué à cette évolution de même que les effets de ces changements sur la vie sociale de Sainte-Julienne.

Chapitre 4

“Attitudes à l'égard des occupations dans une paroisse agricole” * **

Ce texte est écrit en collaboration avec Louis-Marie Tremblay et Gérald Fortin.

Ont participé à l'étude, outre les auteurs de l'article, Émile Gosselin, professeur au Département des Relations Industrielles de l'Université Laval et Raymond Labranche, assistant au Centre de recherches sociales.

Gérald FORTIN et Louis-Marie TREMBLAY, “Attitudes à l'égard des occupations dans une paroisse agricole”. Un article publié dans la revue *Recherches sociographiques*, vol. 2, no 1, janvier-mars 1961, pp. 35-54.

[Retour à la table des matières](#)

Dans un article récent, nous avons décrit les changements profonds qui affectent la structure des occupations d'une municipalité rurale ¹. L'analyse de ces changements aussi bien que l'analyse des carrières des travailleurs montraient clairement un abandon accéléré de l'agriculture au profit du travail en forêt et une forte augmentation de l'émigration rurale. Il va sans dire que ces transformations entraînent des perturbations graves sur le plan de la vie familiale et communautaire. Toutefois, avant d'analyser les conséquences de cette évolution, nous croyons important d'étudier, de façon aussi approfondie que possible, les attitudes de la population de Sainte-Julienne à l'égard de sa situation particulière par rapport au marché du travail. Le contenu de

* Étude réalisée grâce à la subvention pour fins de recherche accordée par la *Carnegie Corporation*, de New York, au Centre de recherches sociales, Université Laval. Ont participé à l'étude, outre les auteurs de l'article, Émile Gosselin, professeur au Département des Relations Industrielles de l'Université Laval et Raymond Labranche, assistant au Centre de recherches sociales.

** Ce texte est écrit en collaboration avec Louis-Marie Tremblay et Gérald Fortin.

¹ Gérald Fortin et Louis-Marie Tremblay, « Les changements d'occupations dans une paroisse agricole », *Recherches sociographiques*, vol. 1, no 4, octobre-décembre 1960, pp. 467-495.

ces attitudes pourra faire mieux comprendre la signification profonde des transformations économiques du milieu rural et de leurs conséquences sur le plan culturel.

A l'aide de données recueillies au cours d'une enquête par questionnaire et au cours d'entrevues libres, nous allons d'abord analyser les attitudes particulières de la population à propos de l'agriculture, du travail en forêt et du travail urbain. Nous chercherons ensuite à saisir la signification profonde de ces attitudes. Nous caractériserons alors la réaction globale de la population comme une réaction fataliste. Nous distinguerons cependant deux formes de fatalisme selon que les individus conservent ou non l'espoir de pouvoir améliorer leur sort en milieu rural. Enfin, nous chercherons à déterminer les variables associées à ces deux formes de réaction. Nous serons ainsi amenés à formuler l'hypothèse que Sainte-Julienne est une société anomique.

I

Attitudes à l'égard de certaines occupations

[Retour à la table des matières](#)

Les chefs de famille de Sainte-Julienne sont à la fois les témoins et les acteurs de la transformation rapide de leur milieu. Délaissant l'agriculture pour le travail en forêt, certains s'installent au village. Déçus de leurs expériences comme travailleurs forestiers, d'autres émigrent vers la ville. Ces changements d'occupations entraînent des changements dans le mode de vie, changements auxquels tous les individus ne sont pas prêts à se plier. On peut donc supposer qu'on observera une grande diversité dans les attitudes en ce qui concerne les différentes occupations disponibles dans le milieu rural de même qu'en ce qui concerne les modes de vie associés à ces occupations. L'analyse de ces attitudes est d'autant plus importante que les carrières individuelles ne peuvent être prédites à partir de la connaissance de la première occupation des travailleurs ¹, mais pourraient l'être à partir de la connaissance de leurs attitudes.

Les attitudes de la population à l'égard des occupations seront analysées à l'aide de six items du questionnaire rempli par les 362 chefs de famille de Sainte-Julienne. La répartition des réponses à ces questions selon le lieu de résidence des informateurs est présentée au tableau 1. Nous établissons, dans ce tableau, une distinction entre les habitants du village et ceux des rangs. Cette division de la population en deux sous-groupes correspond à un clivage qui a une importance majeure dans le milieu rural. Entre ces deux groupes, il existe en effet non seulement des différences du point de vue des attitudes et des comportements, mais aussi des rivalités souvent acerbes. Ces rivalités, qui se manifestent surtout au plan politique et au plan de l'organisation scolaire, ont souvent conduit à la création de municipalités et de commissions scolaires distinctes dans une même paroisse. Nous verrons, plus loin, que la structure des attitudes est différente dans les deux groupes.

¹ Ibid., 485.

Lorsqu'on demande aux chefs de famille demeurant dans les rangs s'ils ont déjà songé à déménager au village (question 1), 77% d'entre eux affirment n'y avoir jamais pensé sérieusement. Ce résultat semble contredire certaines conclusions de notre article précédent où nous prévoyions que les rangs perdraient leur population. Il faut se rappeler toutefois qu'une faible minorité des habitants des rangs vivent exclusivement de leur ferme et que les résidences ont tendance à se concentrer le long de la route nationale ou près des frontaux (accès facile au village). Nous verrons aussi que l'attitude des informateurs est très différente lorsqu'il s'agit non pas d'eux-mêmes mais de leurs enfants. Ainsi, la population actuelle des rangs continuerait en majorité à y demeurer, mais ne serait probablement pas remplacée.

Dans le questionnaire, nous demandions aux informateurs pourquoi ils ne voulaient pas quitter les rangs. Les raisons invoquées révèlent une dimension importante de cette attitude. La ferme est en effet considérée comme un gage de sécurité en cas de dépression économique. Le souvenir de la crise est présent chez la plupart des informateurs, y compris les plus jeunes. Même si on ne cultive plus, on tient à conserver la ferme qui prend valeur de police d'assurance en cas de crise. L'agriculture permet de survivre en attendant la reprise économique. Les chefs de famille qui ont plusieurs enfants invoquent aussi le fait que le coût de la vie est moins élevé sur la ferme qu'au village. Même si on ne cultive pas, on peut garder quelques poules et une vache et conserver un petit jardin. De plus, les enfants peuvent être vêtus moins proprement qu'au village. Enfin, quelques informateurs ne veulent pas quitter les rangs parce qu'ils aiment la terre. Il est assez souvent difficile de faire expliciter ce qu'on entend par « l'amour de la terre ». Une dimension importante de cette réponse semble être le désir de fuir la contrainte physique (manque d'espace, d'horizon) et sociale (vie sociale intense, commérage, tentations pour les jeunes) caractéristique de la vie au village. Chez certains informateurs, on remarque une complaisance très grande dans l'isolement social impliqué par la vie sur la ferme. Une étude clinique de ces cas serait sans doute importante pour une meilleure compréhension de la signification de l'attachement au milieu rural.

Parmi les 37 informateurs qui ont déjà eu l'intention de quitter les rangs, 15 sont des cultivateurs âgés qui aimeraient devenir « rentiers » au village mais qui ne peuvent pas vendre leur terre. Les autres ont renoncé à leur projet parce qu'en définitive la sécurité offerte par la ferme leur est apparue importante ou parce que leur femme s'est opposée au déménagement.

Alors que les chefs de famille qui favorisent l'agriculture fondent leur opinion sur une vue à long terme du problème, ceux qui conseillent le travail salarié s'attachent davantage aux problèmes immédiats. Les arguments invoqués sont : 1) qu'il est illusoire de vouloir vivre sur une ferme parce que l'agriculture n'est pas « payante », et 2) que le travail à gages permet un meilleur revenu même si le travailleur salarié manque de sécurité.

Tableau 1

Répartition, selon le lieu de résidence des informateurs, des réponses à certaines questions portant sur les attitudes à l'égard des occupations

Questions	Réponses	Informateurs demeurant au village	Informateurs demeurant dans les rangs	Total
1. Avez-vous déjà eu l'idée (1) d'aller demeurer au village ?	- Oui - Non Total		23 77 100 (162)	
2. Conseillez-vous aux jeunes de devenir cultivateurs ou de travailler à gages ?	- Devenir cultivateurs - Travailler à gages Total	45 55 100 (200)	36 64 100 (162)	41 59 100 (362)
3. Quel genre de travail à gages conseillez-vous aux jeunes ?	- Travail en forêt - Métier - Collets blancs - Indécis Total	20 56 6 18 100 (200)	19 52 4 25 100 (162)	20 54 5 21 100 (362)
4. Avez-vous déjà eu l'idée (1) d'aller travailler en ville ?	- Oui - Non Total	21 79 100 (200)	22 78 100 (162)	22 78 100 (362)
5. Conseillez-vous aux jeunes d'aller travailler en ville ?	- Oui - Non Total	57 43 100 (200)	43 57 100 (162)	51 49 100 (362)
6. Quelles sont vos ambitions pour vos enfants?	- Les faire instruire - Les établir sur une ferme - Autres réponses (2) Total	88 5 7 100 (112)	52 28 20 100 (100)	71 11 8 100 (212)

1. L'expression « avoir l'idée » est comprise par la population comme signifiant « avoir sérieusement l'intention ».
2. Dans cette catégorie, on trouve surtout des réponses comme celles-ci : ils feront comme nous, ils se débrouilleront » ; « ils feront ce qu'ils voudront » ; « on ne veut pas les influencer ».

Au village, on retrouve aussi une opposition à l'agriculture, mais la proportion de ceux qui favorisent l'agriculture est significativement plus grande que dans les rangs (45% contre 36%). Les raisons invoquées pour justifier les attitudes favorables ou défavorables sont les mêmes que chez les résidents des rangs. On remarque toutefois que les villageois insistent plus que les habitants des rangs sur l'élément de sécurité de l'agriculture. Par ailleurs, ceux qui conseillent le travail salarié insistent beaucoup plus sur l'aspect négatif (l'agriculture ne paie pas) que sur l'aspect positif (le travail salarié assure de meilleurs revenus). Dans les rangs, on insistait à peu près également sur ces deux aspects.

Ces faits peuvent être considérés comme l'indice d'une insatisfaction par rapport à leurs occupations de la part des travailleurs à gages. Les villageois, qui sont surtout des bûcherons et des journaliers, n'orientent leurs enfants vers ces occupations qu'à regret : « L'agriculture ne permet pas un revenu suffisant ; alors mieux vaut être bûcheron ». Près de la moitié de ceux qui ont fait l'expérience d'un travail plus rémunérateur mais plus instable semblent souffrir de cette instabilité au point de vouloir l'éviter à leurs enfants.

On pourrait donc formuler l'hypothèse que, dans le milieu rural, on aspire à un emploi permettant de satisfaire ses besoins quotidiens mais comportant une certaine stabilité. Par ailleurs, à cause de la structure des occupations de ce milieu, ces deux aspirations ne pourraient pas être comblées en même temps. L'agriculture offre la sécurité mais un revenu trop faible ; les autres occupations (en particulier, le travail en forêt) assurent un revenu élevé mais les périodes d'activité peuvent grandement varier d'une année à l'autre. Cette situation conduit à une insatisfaction profonde chez tous les travailleurs. À cause de pressions sociales et économiques que nous décrivons dans le dernier article de cette série, les travailleurs semblent opter pour le travail en forêt mais ce serait plus ou moins à contre-cœur.

On trouve un autre indice important de cette insatisfaction par rapport aux occupations rurales dans le genre d'emplois salariés qui sont conseillés aux jeunes (question 3). À peine 20% des informateurs conseillent le travail en forêt. La majorité voudrait que les jeunes exercent un métier. Ce désir est très peu réaliste vu que moins de 50/0 des travailleurs ruraux sont des gens de métier. Sur ce point, il n'y a pas de différence entre les habitants du village et ceux des rangs. Notons enfin que si les chefs de famille ne souhaitent pas voir leurs enfants s'engager dans les mêmes occupations qu'eux, ils conçoivent néanmoins que l'occupation idéale implique un travail manuel. Seulement 50/0 des informateurs conseillent des emplois de collets blancs à leurs enfants ¹.

Si les travailleurs ruraux sont insatisfaits de leur situation, on peut se demander quelle action positive ils comptent entreprendre pour y remédier. Les réponses à deux questions portant sur leur attitude au sujet de la migration vers la ville vont nous permettre de saisir leur réaction. L'émigration apparaît, en effet, comme une façon d'échapper à la situation pénible du milieu rural. Elle peut entraîner des risques et le

¹ Il serait important de pouvoir comparer ces résultats avec ceux qu'apporterait une étude des attitudes des ouvriers urbains. Dans une société où près de la moitié de la main-d'œuvre est engagée dans des occupations tertiaires, il y a un intérêt évident à connaître les milieux où se recrutent les collets blancs. Il semble que le milieu rural ne conduit pas à ces nouvelles occupations. Or, le passage du milieu rural au milieu urbain pourrait sans doute s'accomplir avec moins de heurts si un plus grand nombre de jeunes étaient préparés aux emplois qu'offre le secteur tertiaire.

sacrifice de certaines valeurs, mais elle constitue une action positive susceptible d'améliorer la situation de l'individu.

Moins du quart (22%) des informateurs ont songé sérieusement à aller travailler en ville (question 4). Il n'y a pas de différence sur ce point entre les habitants du village et ceux des rangs. La seule raison invoquée pour justifier le refus d'émigrer est l'attachement au milieu rural, attachement exprimé soit en termes positifs, soit en termes négatifs : la moitié des chefs de famille disent ne pas avoir songé à émigrer en ville parce qu'ils aiment la vie rurale, l'autre moitié parce qu'ils ont peur de la ville ou n'aiment pas la vie urbaine. Les informateurs ont par ailleurs de la difficulté à préciser ce qu'ils aiment à la campagne ou n'aiment pas à la ville. Deux aspects de la vie rurale sont surtout mentionnés : 1) le cadre physique (liberté de mouvement, air pur, horizon) ; 2) le type de relations sociales (parenté ; « tout le monde se connaît », « on peut compter sur les autres »). On redoute la vie urbaine surtout à cause 1) du coût élevé de la vie, 2) des risques de décadence morale (« trop de tentations pour les jeunes », « on sort trop », etc.).

Parmi ceux qui ont eu l'idée de s'établir en ville, le quart (9 sur 37) n'abandonnent pas leur projet. Ils attendent le moment favorable. Les autres ont renoncé à cette idée parce que 1) ils aiment la campagne, 2) ils craignent le coût élevé de la vie en ville, 3) ils considèrent que la prospérité des villes ne durera pas.

Si les chefs de famille hésitent à émigrer eux-mêmes, ils sont beaucoup mieux disposés à voir leurs fils quitter le milieu rural (question 5). La moitié (51%) d'entre eux conseillent aux jeunes d'aller travailler en ville. On trouve, à ce sujet, une différence significative entre les informateurs du village et ceux des rangs. Ces derniers hésitent davantage à conseiller le travail à la ville et lorsqu'ils le font

ont tendance plus que les villageois à assortir leurs réponses de restrictions. La restriction la plus fréquemment formulée se rapporte au fait que le jeune travailleur doit posséder plus d'instruction que les autres travailleurs ruraux avant d'émigrer : « Oui, s'il a un métier », « Oui, s'il a sa 11^e année ».

Ceux qui déconseillent l'émigration invoquent presque tous la crainte que la prospérité urbaine soit de courte durée. En cas de récession, il serait beaucoup plus facile de se tirer d'affaire dans le milieu rural que dans le milieu urbain.

Alors que c'est l'attachement à leur milieu qui détourne les chefs de famille de l'émigration, ils n'invoquent pratiquement pas cet argument lorsqu'il s'agit de leurs enfants. Cette ambiguïté de l'attitude peut elle aussi être considérée comme un indice de l'insatisfaction des travailleurs ruraux. On veut éviter son sort à ses enfants même si cela signifie pour eux l'abandon d'un genre de vie privilégié.

Une dernière question nous permet d'évaluer la signification de certaines des réponses aux questions antérieures. Cette question (question 6) porte sur les ambitions des chefs de famille pour leurs enfants. Il apparaît d'abord clairement que certains villageois ne sont pas réalistes lorsqu'ils conseillent l'agriculture plutôt que le travail à gages (question 2). En fait, très peu d'entre eux souhaitent voir leurs fils s'établir sur une terre. Insatisfaits de leur occupation, ils ne veulent pas que leurs enfants deviennent bûcherons ou journaliers, mais en même temps ils veulent les garder en milieu rural. L'agriculture est alors la seule solution.

Il est à remarquer que les habitants du village attachent beaucoup plus d'importance à l'instruction que les habitants des rangs. Leurs attitudes à ce propos se manifestaient d'ailleurs clairement dans les réunions de la Commission Scolaire auxquelles nous avons assisté durant notre séjour dans la communauté. Ayant davantage accepté de voir leurs enfants émigrer vers la ville, les parents du village veulent leur donner la meilleure préparation possible. Dans les rangs, comme nous l'avons signalé plus haut, les occupations de bûcheron ou de journalier sont considérées comme satisfaisantes. Une bonne préparation scolaire semble donc moins importante.

Chez les résidents des rangs, 28% des pères de famille souhaitent établir leurs fils sur une terre. Vingt pour cent des informateurs refusent, par ailleurs, d'avoir la moindre aspiration pour leurs fils. On préfère les laisser se débrouiller par leurs propres moyens comme on l'a fait soi-même.

II

Structure latente des attitudes

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse détaillée des opinions formulées au sujet des occupations accessibles au travailleur rural a fait ressortir trois attitudes principales : l'insatisfaction par rapport à l'occupation exercée quelle qu'elle soit ; l'attachement au milieu rural ; l'attachement à l'agriculture comme gage de sécurité en cas de crise. Lorsqu'il s'agit d'eux-mêmes, l'attachement au milieu rural semble pousser les chefs de famille à accepter leurs conditions de travail. Très peu envisagent sérieusement un changement radical d'occupation et une migration vers la ville. Cependant, l'insatisfaction semble l'attitude dominante lorsqu'il s'agit des enfants. Les pères orientent leurs fils vers une occupation différente de celle qu'ils exercent, même si cette nouvelle occupation implique l'abandon de la ferme (dans le cas des habitants des rangs) ou l'abandon du milieu rural (dans le cas des habitants du village). Il s'agit là bien entendu de la réaction modale à la situation. Dans l'ensemble de la population, on trouve une grande diversité d'attitudes. Certains acceptent totalement la situation même pour leurs fils, d'autres la rejettent totalement même en ce qui les concerne personnellement.

Par ailleurs, l'analyse des entrevues libres laisse supposer l'existence d'une réaction beaucoup plus généralisée en face de la situation globale. Cette réaction, qui est partagée par tous les informateurs, est un sentiment d'impuissance devant une situation qu'on ne comprend plus et sur laquelle on ne peut plus exercer aucun contrôle. Il faut donc accepter son sort et essayer d'en tirer le meilleur parti possible.

Déjà le cultivateur de Sainte-Julienne était fataliste devant les déterminismes de la nature et du marché agricole. Il s'était résigné aux variations incontrôlables de la

température et des prix de ses produits. Toutefois, c'est maintenant tout un héritage culturel et social que la population de Sainte-Julienne sent peser sur elle. Dans la situation actuelle, le travailleur se sent repoussé de l'agriculture par les conditions économiques. Il est conscient aussi que les seules occupations qui lui sont accessibles à cause de ses qualifications sont celles de bûcheron ou de manœuvre en ville. Il sait par ailleurs qu'en devenant bûcheron ou manœuvre, il s'expose à un avenir précaire. Mais ce sont là les seules occupations auxquelles son milieu l'a préparé et il s'y résigne. De même, il est conscient du fait que la pression du milieu va le plus souvent frustrer l'espoir qu'il entretient de faire instruire ses enfants. Devant cette situation, il ne se révolte pas ; il accepte. Amenés à réfléchir sur leur situation, les informateurs arrivent tous à la même conclusion : « Que voulez-vous que je fasse ? »

« En fin de compte, ce sont les conditions économiques qui déterminent ce que les gens vont faire. Ce n'est pas ce qu'ils veulent faire ou ce qu'on leur conseille de faire. » (Bûcheron-cultivateur, 60 ans.)

« Je suis revenu avec mon petit bonheur. La seule chose qu'il me reste à faire maintenant, c'est d'être bûcheron. je sais que ce n'est pas tellement un bel avenir, mais que veux-tu que je fasse ? » (Fils de cultivateur, 26 ans.)

« Ici, avec le « roule » qu'il y a et la façon qu'on est élevé, on ne peut pas être autre chose que des « pleumeux de pitonne » ou des « helpers » sur un camion. » (Bûcheron, 40 ans.)

« Je l'ai forcé à faire sa 9e année. Mais au mois d'octobre, il a reçu une lettre de G.C. qui était en Abitibi. Il paraît que les gages étaient meilleurs que jamais. Le petit m..., il a emprunté de l'argent à l'hôtel, de ne je sais qui, et il a « jumpé ». Qu'est-ce que vous voulez que je fasse ? Il est aussi gros que moi. je ne peux pas l'attacher. » (Bûcheron, 50 ans.)

Non seulement la situation économique et culturelle de son milieu semble-t-elle forcer la population de Sainte-Julienne à quitter l'agriculture (tous sont d'accord pour admettre que la ferme n'est plus « payante »), mais encore elle limite considérablement l'éventail des occupations de rechange. C'est toutefois à l'occasion du choix de la meilleure façon de tirer profit de la situation contraignante que se manifestent deux attitudes opposées qui permettent d'expliquer les relations existant entre les différentes questions analysées plus haut.

Certains informateurs semblent avoir perdu tout espoir de pouvoir améliorer leur sort dans le milieu rural. Chez eux, l'insatisfaction quant à l'occupation exercée est plus forte que l'attachement au milieu rural. De plus, il y a chez eux une insatisfaction par rapport à toutes les occupations auxquelles on peut accéder dans le milieu rural. À cause du fond de fatalisme présent même chez ces chefs de famille, nous qualifierons leur attitude de « fatalisme critique », plutôt que de « rejet total » du milieu. Si l'informateur demeure dans les rangs, cette attitude se manifeste par le fait que non seulement il conseille aux jeunes de travailler à gages, mais aussi qu'il leur conseille d'émigrer en ville et qu'il a lui-même songé sérieusement à émigrer. Si l'informateur demeure au village, non seulement il conseille aux jeunes d'émigrer, mais il renonce à voir dans l'agriculture une solution de rechange. Ici, la relation entre les deux questions (question 2 et question 5) est assez subtile. Du fait qu'il existe entre elles une relation caractéristique des item appartenant à une échelle de type Guttman, un bon nombre d'informateurs conseillent à la fois l'émigration et l'agriculture. Nous avons déjà montré que, pour les villageois, le fait de conseiller l'agriculture est assez peu réaliste. Il faut quand même y voir une manifestation, sinon d'une foi au milieu rural, du moins d'un attachement profond à ce milieu. Ainsi, seuls les informateurs qui ont renoncé à ce rêve de l'agriculture pour leurs fils peuvent être considérés comme complètement « critiques » de leur milieu.

D'autres informateurs, même s'ils sont insatisfaits de leur occupation, jugent que le milieu rural offre encore au moins une solution de rechange acceptable. L'attachement au milieu rural est ici plus fort. Le chef de famille des rangs conseille aux jeunes de délaisser la ferme mais s'oppose à les voir émigrer (le travail en forêt est jugé acceptable). Le chef de famille du village conseille l'émigration mais, comme nous venons de le signaler, conseille en même temps l'agriculture plutôt que le travail salarié. La solution idéale, selon lui, est l'agriculture. Seule la pression du contexte économique justifie l'émigration. Il n'y a pas de rejet du milieu rural mais simplement accommodation à une situation. Nous qualifierons cette attitude de « fatalisme non critique ».

III

Facteurs associés à l'attitude critique

Nous avons cherché à déterminer le caractère « critique » ou « non critique » de l'attitude d'un informateur d'après la disposition de ses réponses sur une échelle de type Guttman formée des questions analysées plus haut. Pour faciliter l'analyse des corrélations entre l'attitude et les différentes caractéristiques des individus, nous avons subdivisé l'échelle en deux segments (échelle dichotomique). Les points de clivage ont été décrits dans un paragraphe précédent, où nous avons défini l'attitude « critique » et l'attitude « non critique ».

Comme la structure de l'échelle diffère selon que les informateurs habitent les rangs ou le village (en fait, il s'agit de deux échelles distinctes), nous analyserons ces deux groupes séparément. Par ailleurs, l'analyse exigerait, pour être exhaustive, la présentation de quelque cent tableaux statistiques. Même si l'exposé gagnait en rigueur par la présentation de ces tableaux, il s'allongerait indûment en même temps qu'il s'alourdirait considérablement. Nous avons donc préféré ne présenter ici que les conclusions générales qui se dégagent de l'examen de ces tableaux. Nous indiquerons cependant le résultat des tests statistiques effectués sur ces tableaux.

a) Les habitants des rangs

[Retour à la table des matières](#)

Ce qui ressort surtout de notre analyse des corrélations de premier ordre, c'est qu'aucune des caractéristiques qui ordinairement servent de variables explicatives en sociologie n'est fortement associée à l'attitude critique. La valeur des probabilités est supérieure à 10% (c'est-à-dire, supérieure à tous les seuils de signification communé-

ment acceptés). Cependant, comme nous avons étudié une population complète, nous pouvons retenir quelques-unes de ces associations comme indiquant des tendances.

Parmi ces tendances, notons d'abord que le chef de famille des rangs qui tire son revenu principal de l'agriculture est moins critique que celui dont le revenu principal provient d'un emploi de journalier ou du travail en forêt. Cette attitude s'explique sans doute par le fait que le cultivateur n'a pas expérimenté pleinement le travail en forêt et peut ainsi conserver un certain optimisme par rapport à ses avantages.

Le chef de famille qui a cinq enfants ou plus tend lui aussi à être moins critique (et inversement). Lorsqu'on a une famille nombreuse, le milieu rural offre des avantages réels (coût de la vie, logement, etc.) dont les informateurs semblent conscients et qui deviennent une source de satisfaction.

Deux autres tendances semblent indiquer que l'attitude critique par rapport au milieu rural suppose une certaine capacité concrète d'échapper au déterminisme. En effet, ce sont à la fois les informateurs les plus instruits et ceux dont le niveau de vie est le plus élevé qui sont les plus critiques (et inversement). La pauvreté et l'ignorance semblent donc conduire à un fatalisme non critique, peut-être en rendant l'individu incapable même d'imaginer un sort meilleur. Au contraire, un niveau de vie élevé et une bonne instruction permettent un contact plus fréquent et plus facile avec le monde extérieur (ce qui favorise évidemment le développement d'attitudes critiques et la multiplication des motifs d'insatisfaction) et rendent plus facile, le cas échéant, l'adaptation à un nouveau milieu. C'est sans doute aussi parce qu'ils ont plus souvent l'occasion de comparer leur sort à celui d'autrui que les informateurs qui ont des proches parents résidant en ville sont plus critiques que les autres.

Remarquons enfin que ni l'âge du chef de famille ni l'âge de ses enfants ne constituent des éléments de différenciation des attitudes à l'égard du milieu rural. Ce fait est assez troublant vu que l'âge est l'une des caractéristiques le plus souvent associées aux différences observées sur le plan des attitudes collectives. De même, il n'y a pas de lien significatif entre l'attitude d'un informateur et le nombre de ses proches parents qui travaillent en forêt ou qui sont cultivateurs.

La faible intensité des associations que nous venons de décrire laisse soupçonner que les inter-corrélations qui existent entre les différentes caractéristiques annulent l'influence de chacune d'entre elles sur la variable dépendante. L'analyse, pour être complète, doit donc tenir compte de ces inter-corrélations, et chercher à contrôler leur influence.

Si, par la construction de tableaux à trois ou quatre dimensions (corrélation partielle), on rend constant l'effet d'une ou de deux de ces caractéristiques, on assiste à un éclatement complet des associations entre les autres caractéristiques et l'attitude étudiée. Ainsi, un plus haut niveau d'instruction conduit dans certains cas au fatalisme critique et dans d'autres cas à une acceptation non critique du milieu rural.

Tableau 2

Degré d'association entre certaines caractéristiques
et l'attitude critique vis-à-vis le milieu rural (habitants des rangs)

Caractéristiques		Probabilité (1)
a)	Occupation	> 10
b)	Grandeur de la famille	> 10
c)	Scolarité	> 10
d)	Niveau de vie	> 10
e)	Nombre de parents en ville	> 10
f)	Age du père	> 50
g)	Age des enfants	> 50
h)	Nombre de parents cultivateurs	> 50
i)	Nombre de parents bûcherons	> 50

1. Nous donnons ici la probabilité tirée du test de chi carré (X²).

Il en est de même pour le niveau de vie, l'occupation, la grandeur de la famille. Nous pourrions présenter ici une trentaine de tableaux qui illustrent ce phénomène de « spécification » des relations. Pour notre propos, les données du tableau 3 sont suffisantes.

Sauf peut-être dans le cas de la grandeur de la famille où une faible relation persiste, aucune des caractéristiques considérées séparément ne permet de prédiction valable. Une prédiction de l'attitude est toutefois possible dans les cas extrêmes lorsqu'on tient compte de l'ensemble des variables. Ainsi l'individu qui est caractérisé positivement par rapport à trois des quatre variables (peu importe lesquelles) aura probablement une attitude de critique. Inversement, celui qui n'est caractérisé positivement que par rapport à une variable (peu importe laquelle) sera probablement « non critique ». Plus on se rapproche du type du bûcheron instruit qui a une petite famille et un niveau de vie élevé, plus on est « critique ». Plus on se rapproche du type du cultivateur peu instruit qui a une famille nombreuse et un bas niveau de vie, plus l'attitude est « non critique ».

Cependant ces types extrêmes sont relativement rares dans la population. La grande majorité des chefs de famille ne possèdent que deux des quatre caractéristiques positives. Dans ce cas, aucune prédiction n'est possible. En effet les membres de tous les sous-groupes possédant deux caractéristiques se divisent également en « critiques » et en « non-critiques ». Une prédiction aléatoire est alors aussi valable qu'une prédiction basée sur les données. De deux individus qui ont une situation objective semblable, l'un sera satisfait du milieu rural, l'autre sera insatisfait. Rien ne nous laissera prévoir leur attitude. L'analyse clinique d'entrevues menées auprès de ces individus nous éclaire elle-même très peu. On perçoit par cette analyse que l'attitude critique est reliée à un ensemble de valeurs traditionnelles. Mais l'intériorisation de ces valeurs par certains individus et leur rejet par d'autres ne semblent pas être reliés à des types précis d'expériences.

Le milieu des rangs semble donc caractérisé par un flottement sur le plan des valeurs et des attitudes. Nous chercherons en conclusion à dégager la signification de ce fait.

b) Les habitants du village

[Retour à la table des matières](#)

La situation au village est assez semblable à celle qu'on observe chez les habitants des rangs. L'indétermination sur le plan des attitudes y est même plus grande, comme nous le verrons plus bas. Par ailleurs, les caractéristiques associées à l'attitude critique ne sont pas les mêmes que dans les rangs, comme l'indiquent les données du tableau 4.

Remarquons d'abord que quatre variables sont associées de façon significative (seuil de 5%) à l'attitude critique. a) Les chefs de familles âgés de moins de 40 ans sont plus critiques de leur milieu que leurs aînés. b) Plus dans la famille les enfants sont jeunes, plus on est critique. c) Plus on est instruit, plus on est critique. d) Enfin, on note que 90% des rentiers sont satisfaits du milieu rural, alors que les autres travailleurs, quelle que soit leur occupation, sont à peu près en nombre égal critiques et non critiques.

En plus des relations significatives que nous venons d'énumérer, nos analyses ont fait ressortir certaines tendances. Les informateurs qui comptent des bûcherons ou ceux qui comptent des cultivateurs parmi leurs proches parents tendent à être satisfaits du milieu rural. La réaction des informateurs comptant des cultivateurs parmi leurs proches parents ne surprend guère, puisque les cultivateurs habitant les rangs avaient aussi tendance à être « non critiques ». On assisterait ainsi à la transmission de l'attitude entre parents. La réaction des informateurs qui comptent des bûcherons parmi leurs proches parents étonne quelque peu, à première vue, les bûcherons eux-mêmes manifestant une tendance à être critiques. Nous verrons plus loin comment interpréter cette observation.

Notons enfin que le niveau de vie a à peu près la même influence au village que dans les rangs. Cependant la grandeur de la famille et le nombre de proches parents qui travaillent en ville n'ont plus aucune influence sur l'attitude à l'égard du milieu rural.

Tableau 3

Liste de certains groupes définis par rapport à quatre variables

Cette liste est ordonnée selon la prépondérance de l'attitude critique vis-à-vis le milieu rural (habitants des rangs).

Groupe	Occupation (1)	Grandeur de la famille (2)	Degré d'instruction (3)	Niveau de vie (4)	
1	+	+	-	+	Attitude critique
2	+	-	+	+	
3	-	-	+	-	
4	+	+	-	-	
5	+	+	+	+	
6	-	+	+	+	
7	+	+	+	-	
8	-	+	-	+	
9	-	+	+	-	
10	-	-	+	+	
11	+	-	-	+	Attitude non critique
12	+	-	+	-	
13	-	-	-	+	
14	-	-	-	-	
15	+	-	-	-	
16	-	+	-	-	

1. Le signe + indique bûcheron, le signe -, cultivateur.
2. Le signe + indique une petite famille, le signe - indique une grande famille.
3. Le signe + indique un niveau d'instruction élevé, le signe -, un bas niveau.
4. Le signe + indique un niveau de vie élevé, le signe -, un bas niveau de vie.

Un certain nombre de variables semblent donc associées à l'attitude critique. Il existe toutefois une corrélation très forte entre l'occupation et la plupart de ces variables. En effet, les rentiers, qui sont presque tous satisfaits de leur milieu, sont à la fois âgés et peu instruits ; ils ont plus que les autres des proches parents qui sont bûcherons ou cultivateurs ; ils ont un niveau de vie assez bas ; leur famille est relativement restreinte (il s'agit du nombre d'enfants vivant avec les parents). Ils constituent donc un groupe très peu représentatif de la population, un groupe dont la présence peut fausser les résultats de l'analyse. Si on les exclut de la population, toutes les associations significatives disparaissent. Sauf Pour le cas de la variable « niveau de vie », les tendances sont même plus faibles que celles que nous avons soulignées à propos de la population des rangs. La diminution est surtout marquée dans le cas de l'âge, de l'occupation et du nombre de parents qui sont bûcherons ou cultivateurs. Par ailleurs, une faible tendance apparaît dans le cas de la grandeur de la famille.

Ainsi le groupe des rentiers a une attitude bien précise, mais chez tous les autres groupes l'indétermination est plus forte que dans les rangs. Ce dernier point est illustré clairement par les données du tableau 5. Non seulement aucune des variables

prises isolément ne permet de prédire l'attitude, mais il est aussi impossible de prédire celle-ci à partir de l'ensemble des caractéristiques.

Plus encore que dans les rangs, deux individus semblables pourront avoir des attitudes divergentes. L'interdétermination au plan des attitudes et des valeurs est donc encore plus marquée.

Tableau 4

Degré d'association entre certaines caractéristiques
et l'attitude critique vis-à-vis le milieu rural (habitants du village)

Caractéristiques	Probabilité (1)	Probabilité, exclusion faite du groupe des rentiers
a) Age du père	< 5	> 30
b) Age des enfants	< 5	> 50
c) Degré d'instruction	= 5	> 20
d) Occupation principale	= 5	> 50
e) Nombre de parents qui sont bûcherons	= 10	> 50
f) Niveau de vie	> 10	> 10
g) Nombre de parents qui sont cultivateurs	= 20	> 50
h) Grandeur de la famille	> 50	> 30
i) Nombre de parents en ville	> 50	> 20

1. Nous donnons ici la probabilité tirée du test de chi carré (X^2).

Résumé et conclusions

[Retour à la table des matières](#)

Confrontés à un milieu en rapide transformation sur le plan de la structure des occupations, les habitants de Sainte-Julienne manifestent une insatisfaction profonde par rapport à l'occupation qu'ils exercent (quelle qu'elle soit) et réagissent de façon fataliste à la situation globale. Ces deux attitudes ne peuvent qu'accélérer la transformation de la structure des occupations. Les habitants des rangs poussent leurs enfants vers le village et les occupations forestières ; les habitants du village conseillent aux jeunes d'émigrer. Sur le plan du comportement, ces mouvements sont déjà amorcés depuis dix ans, comme nous l'avons montré dans le premier article de cette série. Notre hypothèse d'un bourgeonnement éphémère du village n'est donc pas contredite par l'analyse des attitudes.

Tableau 5

Liste de certains groupes définis par rapport à quatre variables

Cette liste est ordonnée selon la prépondérance de l'attitude critique vis-à-vis le milieu rural.
(Population du village, moins les rentiers).

Groupes	Age du père (1)	Degré d'instruction (2)	Grandeur de la famille (3)	Niveau de vie (4)	
1	+	+	-	+	Attitude critique
2	-	-	+	7-+	
3	+	+	+	+	
4	-	-	+	+	
5	+	+	-	-	
6	+	+	+	+	
7	+	-	-	-	
8	-	+	+	-	Attitude non critique
9	+	-	-	+	
10	+	-	+	-	
11	-	+	+	+	
12	-	-	-	-	
13	-	-	-	+	
14	-	+	-	+	
15	+	-	+	+	
16	-	+	-	-	

1. Le signe + indique que le père a plus de 40 ans.

2. Le signe + indique un niveau d'instruction plus élevé.

3. Le signe + indique une petite famille.

4. Le signe + indique un niveau de vie élevé.

Cependant le fatalisme qui caractérise la population de Sainte-Julienne ne se manifeste pas de la même façon chez tous les individus. Chez certains il s'accompagne d'une insatisfaction totale par rapport au milieu. Cette insatisfaction ne va toutefois pas jusqu'à un rejet de milieu. Elle conduirait plutôt à un pessimisme profond, à la disparition de tout espoir d'améliorer son sort. C'est en ce sens que nous avons parlé de « fatalisme critique ». Chez d'autres, on n'a pas perdu cet espoir. Insatisfait de son occupation, on continue de croire à la possibilité d'une solution dans le milieu. Nous avons qualifié cette attitude de « fatalisme non critique ».

Cette attitude critique par rapport au milieu, nous avons réussi à la mesurer à l'aide d'une échelle. Cependant notre effort pour la relier à certaines variables explicatives a été très peu fructueux. En fait, le seul sous-groupe facilement repérable dont on puisse prédire l'attitude est celui des rentiers établis au village. Dans la majorité des cas, aussi bien au village que dans les rangs, des individus placés dans des circonstances semblables avaient des attitudes différentes.

Cette impossibilité de prédire le comportement des informateurs de Sainte-Julienne, nous l'avons constatée en analysant les carrières des travailleurs. L'analyse clinique d'entrevues libres nous a aussi conduits à la même conclusion. Il semble

donc que notre échec au plan de la prédiction ne soit pas dû à l'absence dans le questionnaire de questions se rapportant à quelque variable fondamentale qui nous aurait échappé. Il semble plutôt que la population de Sainte-Julienne est dans une situation sociale où une telle prédiction est impossible.

Commentant le concept d'anomie élaboré par Durkheim, Elton Mayo signale que l'absence de norme caractéristique de la situation anémique conduit, chez l'individu, à une impossibilité de prévoir le comportement d'autrui ¹. Cette interprétation peut d'ailleurs être déduite logiquement de la position de Durkheim. Dans la société où des normes précises définissent la situation, la prédiction est au contraire relativement facile du moment que le statut d'autrui est connu. Selon les enseignements de la psychologie sociale, c'est cette prédiction du comportement d'autrui qui rend possible la socialisation des membres d'un groupe.

Nous pouvons ainsi supposer que si l'acteur social peut prédire le comportement des autres membres de la société à partir de leurs statuts, le sociologue pourra lui aussi faire cette prédiction s'il possède des instruments de recherche adéquats. En fait, tout le travail du sociologue repose sur cette hypothèse.

On pourrait donc conclure que l'indétermination observée à Sainte-Julienne au plan des carrières, des attitudes et des valeurs, est liée à l'absence d'un système normatif adéquat ² pour définir la situation vécue par la population. C'est cette situation anémique ainsi que ses causes que nous essaierons de décrire dans le dernier article de cette série.

(Pour la suite du livre, voir le fichier : fin_un_regne_2.doc) :
chapitres 5 à 21 inclusivement.

¹ Voir : Elton Mayo, *The Human Problems of an Industrial Civilization*, New York, The Viking Press, 1960, 124-125 ; Suzanne McLaren, *L'anomie, essai de clarification conceptuelle*, Thèse de maîtrise, Faculté des Sciences sociales, Université Laval, 1961, 103 et suiv.

² Nous employons l'expression « système normatif adéquat » parce que Merton a montré qu'une dualité de normes conduit à l'anomie aussi bien que l'absence totale de normes. À Sainte-Julienne, nous retrouverons l'existence de deux systèmes normatifs contradictoires définissant la même situation plutôt qu'une absence totale de normes. (Voir : Robert-K. MERTON, *Social Theory and Social Structure*, Glencoe, Ill., The Free Press, 1957, pp. 132-139).